



ACP

OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

UN REGARD VERS LE SUD

Profil des migrants et impact des migrations sur le développement humain au Cameroun

Younoussi Zourkaleini

Honoré Mimche

Didier Nganawara

Samuel Nouetagni

Kouassi Seke

Nadège Kouam Chouapi

Saidou Hamadou

Jean Pierre Ledoux Tjomb



Rapport de recherche

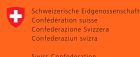
ACPOBS/2013/PUB12

2013



Une initiative du Secrétariat ACP,
financée par l'Union européenne,

mise en œuvre par l'OIM et avec le soutien financier de la Suisse,
de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA



Fonds de l'OIM pour le
développement
Développements effectués en
matière de besoins des migrations



L'Observatoire ACP sur les migrations

L'Observatoire ACP sur les migrations est une initiative du Secrétariat du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne, mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), à la tête d'un consortium de 15 partenaires, et avec le soutien financier de la Suisse, de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA. Etabli en 2010, l'Observatoire ACP sur les migrations est une institution visant à produire des données sur les migrations Sud-Sud à destination des migrants, de la société civile et des décideurs politiques et à renforcer les capacités de recherche dans les pays ACP, dans le but d'améliorer la situation des migrants et de resserrer les liens entre migration et développement.

L'Observatoire a été créé pour favoriser le déploiement d'un réseau d'institutions de recherche et d'experts sur les migrations. Des activités ont été lancées dans 12 pays pilotes et seront progressivement étendues à d'autres pays ACP intéressés. Les 12 pays pilotes sont l'Angola, le Cameroun, Haïti, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Sénégal, le Timor-Leste et Trinité-et-Tobago.

L'Observatoire a lancé des activités de recherche et de renforcement des capacités relatives à la problématique des migrations Sud-Sud et du développement. A travers ces activités, l'Observatoire ACP cherche à adresser les nombreux enjeux de plus en plus incontournables pour le Groupe des États ACP dans le cadre des liens migration/développement. Les documents et produits des recherches, ainsi que les manuels pour le renforcement des capacités, sont accessibles gratuitement sur le site Internet de l'Observatoire (www.acpmigration-obs.org). Les futures publications et informations sur les activités de l'Observatoire seront mises en ligne.

© 2013 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

© 2013 Observatoire ACP sur les migrations

Document préparé par Younoussi Zourkaleini, Ph.D., Honoré Mimche, Ph. D., Didier Nganawara, Ph. D., Samuel Nouetagni, Ph. D., Kouassi Seke, M. Sc., Nadège Chouapi, M. Sc., Saidou Hamadou, M. Sc et Jean Pierre Ledoux Tjomb, MB M. Sc. Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de l'Union européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des autres membres du Consortium de l'Observatoire ACP sur les migrations, de la Suisse ou du UNFPA.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, stockée dans un système électronique d'extraction, ni transmise, sous quelque forme que ce soit ni par aucun procédé électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'éditeur.

Mise en page préparée par Pablo Escribano Miralles, Observatoire ACP sur les migrations.



ACP OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

UN REGARD VERS LE SUD

Profil des migrants et impact des migrations sur le développement humain au Cameroun

Younoussi Zourkaleini
Honoré Mimche
Didier Nganawara
Samuel Nouetagni
Kouassi Seke
Nadège Kouam Chouapi
Saidou Hamadou
Jean Pierre Ledoux Tjomb

Avant-propos

La grande majorité des personnes dans le monde migrent dans l'optique d'améliorer leurs conditions de vie. Celles qui partent du Cameroun ne semblent pas déroger à cette règle. Dans leurs différents pays d'accueil, ces migrants exercent des emplois qui leur permettent de subvenir aux besoins de leurs familles restées au Cameroun, par le biais de transferts financiers importants, dont les données ne sont pas toujours disponibles et fiables, obérant ainsi toute évaluation sérieuse de l'impact de la migration sur le développement du pays. Or il est indéniable que lesdits transferts sont à n'en point douter, l'élément le plus tangible de la relation entre ces deux notions indissociablement liées.

La présente étude sur l'impact de la migration Sud-Sud sur le développement humain au Cameroun, dont l'objectif est de remédier à ces lacunes tout en élaborant des recommandations pour le développement des politiques et des programmes, a été menée par l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD), en collaboration avec l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR), l'Observatoire ACP sur les migrations et le soutien financier fort appréciable de l'Union européenne, de la Suisse et de l'UNFPA.

Elle a été réalisée au moyen d'une revalorisation des informations et politiques existantes à travers une revue de la littérature suivie d'une exploration du rôle de la migration Sud-Sud à partir d'une approche quantitative avec le partage des questionnaires individuels aux ménages et un volet qualitatif utilisant la technique d'entretien. Etant représentative au niveau national, la base de sondage était issue des données du 3ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-3) réalisé en 2005 d'une part, et de l'Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 3) réalisée en 2007 d'autre part. De plus, cette étude a une valeur transcendante car produite au moment où une politique migratoire est en cours d'élaboration. A cet effet, elle n'en est que plus importante.

Je voudrais remercier l'Observatoire ACP sur les migrations pour l'accent accordé à cette thématique dont le Gouvernement a fait une priorité nationale, du fait de l'impact que peut avoir la mobilité humaine sur les stratégies de développement au Cameroun. Tenant compte du manque de production des modèles analytiques permettant de saisir les liens entre migrations et développement de manière claire et opérationnelle, ce document est certainement une contribution fondamentale à la compréhension de la

migration Sud-Sud et de son impact sur le développement. Ceci permettra de renforcer les composantes migratoires et le rôle de la migration dans les politiques de développement au Cameroun.

M. Félix Mbayu
Secrétaire Général
Point Focal National des Questions de
Migrations et Développement
Ministère des Relations extérieures

Résumé

Cette étude a pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension de la migration Sud-Sud et de son impact sur le développement humain au Cameroun. Elle a été réalisée à travers une revue de littérature suivie d'une exploration du rôle de la migration Sud-Sud au moyen d'entrevues et une enquête auprès des ménages. L'enquête quantitative auprès des ménages (1 235) réalisée du mois d'août au mois de septembre 2012 a couvert l'ensemble des 10 régions que compte le pays, avec une singularité accordée aux deux plus grandes villes, Yaoundé et Douala. L'enquête qualitative a permis de compléter et d'enrichir les données quantitatives à travers des entretiens semi-directifs menés à Yaoundé auprès des acteurs clés et des personnes ressources susceptibles d'apporter un éclairage particulier sur la problématique de recherche. Il ressort des analyses que les migrants sont en majorité des jeunes adultes et des hommes. La plupart des migrants de retour proviennent de pays africains. De même, l'Afrique reste la première destination des émigrés camerounais. Un peu plus de la moitié des émigrés effectuent des transferts de fonds en direction de leur ménage au Cameroun et les agences de transferts autorisées sont les moyens les plus couramment utilisés pour l'envoi des fonds. Les ménages envoient également à leur tour des transferts et des aides aux migrants à l'étranger. La présence d'un migrant à l'étranger a un impact significatif sur les dépenses alimentaires, en éducation et santé et l'épargne, ainsi que sur la participation des membres du ménage au marché de travail. Les résultats de l'enquête qualitative montrent que les perceptions des impacts des migrations sont diverses et peuvent varier selon le type de migration.

Mots clés : *Migration internationale, impacts, développement humain, Cameroun*

Remerciements

Nos remerciements vont à l'endroit de :

- L'équipe de l'*Institute for Public Policy Research* (ippr), plus particulièrement M Glenn Gottfried et Mme Alex Glennie, pour la coordination des activités de cette étude et l'assistance à l'organisation de deux rencontres de coordination, formation et suivi, à Yaoundé (Cameroun) et à Bruxelles (Belgique), ainsi que la lecture et les commentaires du rapport provisoire ;
- Le bureau de Bruxelles de l'Observatoire ACP sur les migrations, plus particulièrement Mme Susanne Melde (Chargée de recherche), pour l'assistance apportée dans la modification et l'adaptation du matériel existant de l'étude y compris les méthodologies et les lignes directrices, l'organisation de deux rencontres de coordination, formation et suivi, à Yaoundé (Cameroun) et à Bruxelles (Belgique), l'assurance de la liaison avec l'équipe de recherche de l'IFORD, la lecture et les commentaires du rapport provisoire et Mme Livia Manente (Assistante de recherche), pour l'assistance apportée dans la révision et modification du texte ;
- M. Miguel De Lim, de l'Organisation internationale pour les migrations, pour la relecture du rapport final;
- Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) pour le soutien financier dans le cadre de la réalisation de cette étude ;
- Mme Emilia Lobti, Point focal national de l'Observatoire ACP sur les migrations au Cameroun, pour le soutien, les contacts et les conseils nécessaires à l'équipe de recherche plus particulièrement au coordonnateur général de l'étude, pour le compte de l'IFORD, sur la gestion nationale globale de l'avancement de l'étude ;
- L'ensemble des agents enquêteurs et des superviseurs pour leur contribution lors de la collecte des données auprès des ménages et des parties prenantes ;
- Les agents de saisie et leur superviseur qui ont assuré la saisie et l'apurement des données ;
- Tous les chefs de ménage et des personnes ressources qui ont bien voulu répondre aux questions des agents enquêteurs du volet quantitatif et du volet qualitatif.

Table des matières

Listes des sigles et abbréviations	xi
Liste des tableaux et des graphiques.....	xiii
Résumé exécutif	xix
Executive summary	xxiii
Resumo executivo	xxvii
I. Introduction	1
2. Contexte de l'étude.....	7
2.1 Contexte général des migrations internationales dans le cadre camerounais	7
2.2 Sources de données sur migration et développement au Cameroun.....	13
3. Méthodologie.....	17
3.1 L'enquête quantitative	17
3.2 L'enquête qualitative	20
3.3 Définition des concepts.....	21
4. Migrations internationales et développement au Cameroun.....	23
4.1 Les migrations internationales comme un enjeu des débats politiques et de développement.....	23
4.2 Contribution des migrants au développement	28
4.3 Migrations et dynamiques sociofamiliales.....	33
5. Les émigrants internationaux et leurs impacts sur le développement humain au Cameroun	39
5.1 Profil des migrants absents et motif de la migration	39
5.2 Conséquences de l'émigration	46
5.3 Profil des migrants absents et montants des transferts	49
5.4 Impacts de l'émigration (départ des membres du ménage) et des envois des fonds.....	54
6. Migrants internationaux de retour et leurs impacts sur le développement humain au Cameroun	59
6.1 Profil des migrants de retour et motif de la migration.....	59
6.2 Conséquences de la migration de retour	72
6.3 Impacts de la migration	77

7. Les immigrants internationaux et leurs impacts sur le développement humain au Cameroun	81
7.1 Profil des immigrants et motif de la migration.....	81
7.2 Conséquences de l'émigration	87
7.3 Impacts de la migration.....	89
8. Opinions sur la migration.....	93
8.1 Aperçu général des impacts de la migration sur le développement.....	93
8.2 Perception de l'impact de l'émigration sur la qualité de vie	96
8.3 Perception de l'impact de l'immigration sur la qualité de la vie	97
8.4 Perception de l'impact des réfugiés sur la qualité de la vie	100
8.5 Opinions sur la migration	101
9. Références bibliographiques.....	107
10. Annexes.....	117

Listes des sigles et abbréviations

ACP	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CM	Chef de ménage
ECAM	Enquête camerounaise auprès des Ménages
FCFA	Francs de la Communauté financière Africaine
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés
IDE	Investissements directs étrangers
IFORD	Institut de Formation et de Recherche démographiques
IPPR	Institute for Public Policy Research
MINREX	Ministère des Relations extérieures
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement

Liste des tableaux et des graphiques

Tableaux

- Tableau 5.1 : Répartition des migrants absents selon leur domaine de formation dans le supérieur et leur pays de résidence (en %)
- Tableau 5.2 : Répartition des migrants absents selon leur lien de parenté avec le chef de ménage et le pays de résidence (en %)
- Tableau 5.3 : Répartition des migrants absents selon leur année de départ et le pays de résidence (en %)
- Tableau 5.4 : Répartition des migrants absents selon leur raison de départ et leur pays de résidence actuel (en %)
- Tableau 5.5 : Montant moyen reçu du migrant absent selon son niveau d'éducation (en FCFA)
- Tableau 5.6 : Montant moyen reçu du migrant absent selon son groupe d'âges (en FCFA)
- Tableau 5.7 : Montant moyen reçu du migrant absent selon son sexe (en FCFA)
- Tableau 5.8 : Montant reçu des migrants absents selon l'année de départ (en FCFA)
- Tableau 5.9 : Distribution des migrants absents selon leur fréquence d'envoi d'argent aux ménages enquêtés et le lieu de résidence (en %)
- Tableau 6.1 : Répartition des migrants de retour par lien de parenté avec le chef de ménage (en %)
- Tableau 6.2 : Répartition des migrants de retour par niveau d'instruction atteint (en %)
- Tableau 6.3 : Répartition des migrants de retour par statut matrimonial (en %)
- Tableau 6.4 : Répartition des migrants de retour par principale activité avant de quitter le Cameroun (en %)
- Tableau 6.5 : Répartition des migrants de retour par secteur d'activité avant de quitter le Cameroun (en %)
- Tableau 6.6 : Répartition des migrants de retour selon l'activité principale exercée à l'étranger (en %)

Tableau 6.7 : Répartition des migrants de retour selon leur occupation à l'étranger (en %)

Tableau 6.8 : Répartition des migrants de retour selon leur revenu à l'étranger (en %)

Tableau 6.9 : Répartition des migrants de retour selon leur appréciation de leur niveau de vie à l'étranger par rapport leur niveau de vie au Cameroun avant leur départ (en %)

Tableau 6.10 : Répartition des migrants de retour selon leur raison de départ (en %)

Tableau 6.11 : Répartition des migrants de retour selon leur raison de retour (en %)

Tableau 6.12 : Nombre de ménages ayant bénéficié des fonds des migrants de retour pendant leur séjour à l'étranger (en %)

Tableau 6.13 : Répartition des migrants de retour selon le plus haut niveau d'éducation/de qualification qu'ils ont reçu à l'étranger (en %)

Tableau 7.1 : Répartition des immigrants selon le sexe, le groupe d'âges, l'état matrimonial et le niveau d'instruction

Tableau 7.2 : Répartition des immigrants selon la principale activité au cours des sept derniers jours et le niveau de vie du ménage

Tableau 7.3 : Pourcentage des immigrants selon les raisons d'arrivée, les conditions d'obtention du premier emploi et les raisons probables de départ du Cameroun

Tableau 7.4 : Répartition des immigrants selon la cohabitation avec leurs enfants et le lieu où vivent les enfants non cohabitant (en %)

Tableau 7.5 : Répartition des immigrants selon leur appartenance à des associations/organismes et typologie de ces associations/organismes (en %)

Tableaux inclus dans les annexes

Tableau A1.1 : Villages/quartiers tirés par région, département, arrondissement et canton

Tableau A1.2 : Répartition du nombre de localités, du nombre de ménages par localité, du nombre d'équipes par localité et du nombre de jours de couverture par région d'étude

- Tableau A2.1 : Nombre de ménages, d'immigrants, de migrants absents, de migrants de retour et taux de réponse des ménages
- Tableau A3.1 : Valeurs moyennes des échanges des migrants absents avec leurs ménages selon la zone de résidence actuelle (en FCFA)
- Tableau A3.2 : Valeurs des échanges par migrant absent avec son ménage au cours des 12 derniers mois selon la zone de résidence actuelle (en %)
- Tableau A3.3 : Valeurs des échanges des migrants absents par ménage au cours des 12 derniers mois selon la zone de résidence actuelle (en %)
- Tableau A3.4 : Impact de la migration des migrants absents sur leur ménage
- Tableau A4.1 : Impacts des migrations (retour et absent) sur la pauvreté monétaire
- Tableau A4.2 : Impacts des migrations (retour et absent) sur la participation au marché de travail
- Tableau A5.1 : Répartition des immigrants selon leur histoire migratoire (en %)
- Tableau A5.2 : Impact de la migration au Cameroun selon la comparaison entre ménages n'ayant aucun migrant en leur sein, ménages ayant tout type de migrants, ménages ayant tout type de migrants au Sud et ménages ayant tout type de migrants au Nord
- Tableau A5.3 : Impact de l'immigration au Cameroun selon la comparaison entre ménages n'ayant aucun migrant en son sein et ménage ayant uniquement des immigrants
- Tableau A6.1 : Répartition des enquêtés selon les raisons données pour justifier leur perception de l'influence de l'émigration sur la vie au Cameroun
- Tableau A6.2 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'influence des réfugiés sur la vie au Cameroun
- Tableau A6.3 : Répartition des enquêtés selon les raisons qui justifient leur perception de l'impact des réfugiés sur la vie au Cameroun
- Tableau A6.4 : Opinions des chefs de ménage sur la vie au Cameroun
- Tableau A6.5 : Répartition des chefs de ménages selon leurs opinions sur l'impact de la migration sur le développement

Tableau A6.6 : Opinions des migrants de retour sur la vie au Cameroun

Tableau A6.7 : Répartition des chefs de ménages enquêtés selon leurs opinions sur les actions que le gouvernement pourrait entreprendre pour s'assurer que la migration ait un meilleur impact sur la vie au Cameroun

Graphiques

Graphique 4.1 : Evolution des envois des fonds à destination/en provenance du Cameroun (en millions de dollars E.-U.)

Graphique 5.1 : Répartition des migrants absents selon l'âge et le pays de résidence (en %)

Graphique 5.2 : Répartition des migrants absents selon le sexe et le pays de résidence (en %)

Graphique 5.3 : Répartition des migrants absents selon leur niveau d'éducation et leur pays de résidence (en %)

Graphique 5.4: Répartition des migrants absents selon leur pays de résidence actuelle (en %)

Graphique 5.5 : Répartition des migrants absents selon leur situation d'envoi de fonds suivant leur zone de résidence (en %)

Graphique 5.6 : Répartition des migrants absents selon leur situation d'aide suivant leur zone de résidence (en %)

Graphique 5.7 : Distribution (en %) des migrants absents selon la principale méthode utilisée pour envoyer de l'argent au ménage enquêté

Graphique 6.1 : Répartition des migrants de retour par groupe d'âges (en %)

Graphique 6.2 : Répartition des migrants de retour par sexe (en %)

Graphique 6.3 : Origine des migrants de retour au Cameroun (en %)

Graphique 6.4 : Distribution des migrants de retour selon la possession d'un emploi rémunéré à l'étranger (en %)

Graphique 6.5 : Pourcentage de migrants de retour qui envoyaient des fonds à partir de l'étranger à leur ménage

Graphique 6.6 : Répartition (en %) de migrants de retour par montants rapatriés (en FCFA)

Graphique 6.7: Répartition (en %) de migrants de retour par valeurs approximatives des biens rapatriés (en FCFA)

Graphique 8.1 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'impact de l'émigration sur la qualité de la vie au Cameroun (en %)

Graphique 8.2 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'impact de l'immigration sur la qualité de la vie au Cameroun (en %)

Graphique 8.3 : Répartition des enquêtés selon les raisons données pour justifier leur perception de l'influence de l'immigration sur la vie au Cameroun (en %)

Résumé exécutif

L'intérêt et le débat quant aux liens entre migration et développement ont pris une ampleur considérable ces dernières années au niveau international. Néanmoins, les effets concrets de l'un sur l'autre restent méconnus. Cette étude a pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension des migrations Sud-Sud et de leur impact sur le développement humain au Cameroun. Les résultats de cette enquête nationale représentative auprès des ménages et les résultats d'entretiens qualitatifs complémentaires permettront une prise en compte accrue des migrations dans la planification du développement.

Méthodologie

Cette recherche a été réalisée à travers d'une revue de littérature, d'entretiens et d'une enquête auprès des ménages. L'enquête a été menée auprès de membres de ménages avec et sans migrants, couvrant l'ensemble des 10 régions du Cameroun avec une singularité accordée aux deux plus grandes villes, Yaoundé et Douala. Un total de 1 235 ménages choisis au hasard dans 82 localités (villages ou quartiers) ont été interrogés, ce qui a permis la collecte de données suffisantes et représentatives au niveau national afin d'évaluer quantitativement l'impact des migrations sur le développement. L'enquête a obtenu des données sur 1. les immigrés : membres du ménage nés dans un autre pays, venus vivre au Cameroun ; 2. Les migrants/émigrants absents : personnes qui en général vivaient dans le ménage mais sont partis entre août 2002 et le moment de l'enquête, pour vivre en dehors du Cameroun ; 3. les migrants de retour : membres du ménage qui sont nés ou sont restés au Cameroun, mais qui ont vécu dans un autre pays pendant trois mois ou plus. La qualité des données a été vérifiée par des spécialistes en données.

Une enquête qualitative a permis de compléter et d'enrichir les données quantitatives. Ainsi, 31 entretiens semi-directifs ont été menés auprès des acteurs clés ou des personnes ressources. En outre, des entretiens ont été réalisés auprès de 15 membres de ménages. Les données de tous les entretiens ont été analysées à l'aide de la méthode d'analyse de contenu thématique.

Résultats principaux

Emigration

L'impact de l'émigration sur le développement humain des migrants et des membres de leurs familles peut être positif. Cette étude souligne, par exemple, que les ménages ayant un membre vivant à l'étranger dépensent plus pour l'éducation et la nourriture et ont une épargne plus élevée que les ménages sans migrants. Pour l'épargne et les dépenses d'alimentation, l'impact a été plus significatif dans le cas des ménages ayant des migrants au Nord par rapport à ceux ayant des migrants au Sud. Cependant, la mobilité vers d'autres pays d'Afrique n'a pas affecté l'auto-emploi des membres du ménage.

L'étude a montré que la plupart des émigrants (53 %) inclus dans l'enquête auprès des ménages résident dans des pays africains, les quatre principaux pays de destination étant le Nigeria, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad. Après l'Afrique, c'est l'Europe qui est la deuxième région de destination des Camerounais à l'étranger (36,8 %), suivie de loin par l'Amérique (6,5 %) et l'Asie (3,2 %). La plupart des émigrants est composée de jeunes adultes. Près de neuf Camerounais à l'étranger sur dix ont moins de 45 ans. Les migrants vivant dans le Sud sont relativement plus jeunes que ceux vivant dans le Nord. En effet, l'âge moyen des migrants absents vivant au Sud est de 30,2 ans contre 33,8 ans pour ceux vivant au Nord.

Les hommes camerounais émigrent plus à l'étranger que les femmes. En effet, sur un total de 592 cas de migrants absents rapportés par l'enquête auprès des ménages, 60,9 % sont des hommes contre 39,1 % de femmes.

La majorité des émigrants ont une scolarité de niveau secondaire (53 %) et 19,3 % ont un niveau supérieur. Les niveaux secondaire et supérieur sont beaucoup plus représentés parmi les migrants vers le Nord (59,6 % et 29,5 % contre 47,6 % et 11,1 %). La recherche d'un emploi stable est la principale raison de l'émigration (44 % dans le Sud et 47 % dans le Nord). Néanmoins, 30 % des émigrés vers les pays du Sud partent pour étudier.

De plus, 53 % des émigrants ont transféré des fonds au Cameroun au cours des 12 mois précédant l'enquête. La méthode d'envoi de fonds varie selon le lieu de résidence. Ainsi, les migrants résidant dans le Nord sont plus susceptibles d'utiliser des opérateurs autorisés de transfert d'argent que les migrants du Sud (92,7 % contre 71,3 %). Inversement, les émigrés résidant dans le Sud sont plus susceptibles d'utiliser les canaux informels (amis et parents) pour les transferts d'argent que ceux dans le Nord (26 % contre 4,2 %). Seulement 2,1 % des émigrants ont recours aux banques pour envoyer de l'argent à leurs familles.

La migration de retour

L'enquête signale que 80 % de l'ensemble des migrants de retour au Cameroun reviennent du Sud. Ce sont surtout des hommes (78 %) de plus de 25 ans (80 %) et chefs de ménages (59 %). En ce qui concerne l'impact de la migration de retour sur les dépenses alimentaires des ménages, ceux ayant un ou plusieurs migrants de retour dépensent en moyenne 3 443 francs CFA de plus que les ménages sans migrant. En outre, la proportion de salariés ou de travailleurs indépendants dans les ménages avec migrants de retour du Sud est 5 % et 5,8 % plus élevée que celle des ménages sans migrant.

Immigration

Les immigrants au Cameroun sont majoritairement des hommes (61 %), auto-employés (43 %) et vivent dans des ménages à faible niveau de vie (36,2 %). Une proportion significative d'immigrants a cité la sécurité comme raison pour la migration (36,2 %), tandis que 18,8 % et 17,1 % ont déclaré respectivement que c'est la recherche d'un emploi stable et la volonté de gagner plus d'argent qui a motivé leur migration vers le Cameroun. L'immigration ne semble pas avoir d'impact sur la proportion d'employés parmi les membres du ménage âgés de 12 ans et plus, sur les dépenses d'éducation, sur l'épargne des ménages au cours du dernier mois, ni sur les dépenses de nourriture pour le ménage au cours de la dernière semaine avant l'étude. Néanmoins, la présence d'un immigrant dans un ménage augmente de 10,4 % la proportion de travailleurs indépendants et diminue les dépenses de santé mensuelles des ménages.

Perceptions des migrants

Les résultats de l'étude qualitative montrent que les perceptions de l'impact de la migration sont multiples et peuvent varier en fonction du type de migration. Ils reflètent l'idée que les migrations peuvent être un atout pour le développement d'un pays ou d'une société, mais également l'idée que la migration peut avoir des effets négatifs sur le développement.

Recommandations

Une politique migratoire est actuellement en cours de développement au Cameroun. Les résultats de cette étude devraient être pris en considération à cet égard, y compris la perspective Sud-Sud, les aspects liés aux diasporas et les disparités de genres, facilitant ainsi la participation des migrants dans les initiatives de développement local et la gestion de la migration de retour.

Les résultats de l'étude soulignent la nécessité de développer des politiques et des programmes migratoires qui visent à :

1. Promouvoir le rôle de la diaspora dans le développement local à travers un cadre de concertation permanente avec la diaspora camerounaise ;
2. Réduire les inégalités de dépenses alimentaires créées par la migration vers le Nord et la migration de retour ;
3. Lutter contre les liens de dépendance créés par les envois de fonds des migrants dans le Nord ;
4. Encourager les ménages (avec les migrants du Nord et de retour) qui arrivent à épargner à investir dans les secteurs productifs ;
5. Encourager la libre circulation des personnes et des biens dans le strict respect des lois de la République ;
6. Mettre en place un programme pour la réintégration des migrants de retour ;
7. Mettre en place des groupes thématiques (groupe de travail par secteur) en relation avec les différents domaines de compétence de migrants.

Executive summary

Over the past decade, international interest and debate on the links between migration and development has increased considerably. Nevertheless, little is known about the concrete impacts of one on the other. This study contributes to understanding the impact of South–South migration on development in Cameroon. The findings of this nationally representative household survey and supplementary qualitative interviews will allow for increased consideration of migration in development planning.

Methodology

The research was carried out through a literature review, interviews and a household survey. The survey was conducted with members of households with and without migrants, covering all 10 regions of Cameroon with particular focus on its two largest cities, Yaoundé and Douala. A total of 82 localities (villages or quarters) and 1,235 randomly selected households were surveyed, which permitted the collection of sufficient and representative data at the national level to quantitatively assess the impact of migration on development. The survey obtained data on 1. immigrants: household members born in another country, who came to live in Cameroon; 2. absent migrants/emigrants: persons who usually lived in the household but left between August 2002 and the date of the survey, to live outside of Cameroon; 3. return migrants: household members who were born or stayed in Cameroon, but have lived in another country for three months or more. The quality of data was checked by data specialists.

A qualitative survey was used to enrich the quantitative data. Thus, 31 semi-structured interviews were conducted with key stakeholders and resource persons; and community organizations such as religious groups. In addition, interviews were conducted with 15 members of households. The data from all interviews were transcribed and analysed using the thematic-content analysis method.

Key findings

Emigration

The impact of emigration on the human development of both the migrants and their family members can be positive. This study highlights, for example, that households with a member living abroad spend more on education and food as well as having higher savings than those households with no members abroad.

For savings and food expenditure, the impact was more significant in the case of households with migrants in the North as opposed to those with migrants in the South. However, mobility to other countries in Africa has not affected self-employment of household members.

The study found that most emigrants (53%) included in the household survey are residing in African countries, and the four major destination countries are Nigeria, Gabon, Equatorial Guinea and Chad. After Africa, Europe is the second major region of destination of Cameroonians abroad (36.8%), followed distantly by America (6.5%) and Asia (3.2%).

Most emigrants are young adults. Close to nine out of ten Cameroonians abroad are less than 45 years of age. Migrants living in the South are relatively younger than those in the North. Indeed, the average age of absent migrants living in the South is 30.2 years as opposed to 33.8 years for those living in the North.

More Cameroonian men are migrating abroad than women. Indeed, in a total of 592 cases of absent migrants reported by the surveyed households, 60.9 per cent are men as opposed to only 39.1 per cent women.

The majority of emigrants have a secondary level education (53%) and 19.3 per cent have a higher level. The secondary and higher levels are much more represented among migrants to the North (59.6% and 29.5% against 47.6% and 11.1%).

The search for a stable job is the main reason for emigration (44% in the South and 47% in the North). Yet, 30% of emigrants to countries in the South leave for study purposes.

Fifty-three per cent of emigrants sent monetary remittances back to Cameroon in the last 12 months preceding the survey. The method of sending remittances varies by place of residence. Thus, migrants residing in the North are more likely to use authorized money transfer operators than migrants in the South (92.7% as opposed to 71.3%). Conversely, emigrants residing in the South are more likely to use informal channels (friends and relatives) for money transfers than those in the North (26% as opposed to 4.2%). Only 2.1 per cent of emigrants use banks to send money to their families.

Return migration

Eighty per cent of all return migrants in Cameroon are returning from the South. They are mostly men (78%), over 25 years of age (80%) and heads of households (59%). Regarding the impact of return migration on food expenditures in households, on the average, households with one or more returnees spend 3,443 CFA francs more than households without migrants. Also, the proportion of employees or self-employed individuals in households with South–South return migrants is 5 per cent and 5.8 per cent higher than in households without migrants.

Immigration

Immigrants to Cameroon are mostly male (61%), self-employed (43%) and live in households with low standard of living (36.2%). A significant proportion of immigrants stated security as a reason for migrating (36.2%) while 18.8 per cent and 17.1 per cent respectively said that it is the search for a stable job and to earn more money that motivated their migration to Cameroon.

Immigration does not seem to have any impact on the proportion of employees amongst the members of the household aged 12 years and above; on spending on education, on household savings in the last month, nor on spending on food for the household during the last week before the study. However, the presence of an immigrant in a household increases by 10.4 per cent the proportion of self-employed individuals and decreases monthly household expenditure on health.

Perceptions of migrants

The results of the qualitative study show that the perceptions of the impacts of migration are diverse and may vary depending on the type of migration. They reflect both the idea that migration can be an asset to the development of a country or society, but also the idea that migration can have negative effects on development.

Recommendations

A migration policy is currently under development in Cameroon. The findings of this study should be taken into consideration in this regard, including the South–South perspective, aspects related to the diasporas, gender disparities, facilitating the involvement of migrants in local development initiatives and the management of return migration.

The findings of the study highlight the need for migration policy and programmes that aim to:

1. Promote the role of the diaspora in local development through a framework of permanent consultations with the Cameroonian diaspora;
2. Reduce inequalities in food expenditures created by the northward and return migration;
3. Fight against dependency links created by remittances from migrants in the North;
4. Encourage households (with North and return migrants), who are managing to save, to invest in productive areas;
5. Encourage the free flow of people and goods in strict compliance with the laws of the Republic;
6. Establish a programme for the reintegration of returnees;
7. Establish thematic groups (working group by sector) in relation to the different areas of competence of migrants.

Resumo executivo

Ao longo da década passada, observou-se o aumento considerável do interesse e debate internacional em torno das ligações entre migração e desenvolvimento. Não obstante, pouco se conhece sobre o impacto concreto de uma sobre o outro. Este estudo contribui para compreender o impacto da migração Sul–Sul sobre o desenvolvimento nos Camarões. As conclusões deste inquérito aos agregados familiares representativo em termos nacionais e das entrevistas qualitativas suplementares permitirão aumentar a consideração da migração no planeamento do desenvolvimento.

Metodologia

A investigação foi levada a cabo através de uma revisão da literatura, entrevistas e um inquérito aos agregados familiares. O inquérito foi levado a cabo com os membros dos agregados familiares com e sem migrantes, abrangendo as 10 regiões dos Camarões com especial foco sobre as duas maiores cidades, Yaoundé e Douala. No total, submeteram-se a inquérito 82 localidades (vilas ou povoações) e 1.235 agregados familiares seleccionados aleatoriamente, o que permitiu a recolha de dados suficientes e representativos ao nível nacional para avaliar quantitativamente o impacto da migração sobre o desenvolvimento. O inquérito obteve dados sobre 1. imigrantes: membros do agregado familiar nascidos noutro país, que foram viver para os Camarões; 2. migrantes/emigrantes ausentes: pessoas que costumavam viver no agregado familiar, mas que partiram entre Agosto de 2002 e a data em que foi realizado o inquérito, para viver fora dos Camarões; 3. migrantes retornados: membros do agregado familiar que nasceram ou permaneceram nos Camarões, mas que viveram noutro país durante três meses ou mais. A qualidade dos dados foi verificada por especialistas em dados.

Foi utilizado um inquérito qualitativo para enriquecer os dados quantitativos. Assim, foram realizadas 31 entrevistas semi-estruturadas com os principais intervenientes e pessoas-recurso, bem como organizações comunitárias, tais como grupos religiosos). Para além disso, foram realizadas entrevistas com 15 membros de agregados familiares. Os dados de todas as entrevistas foram transcritos e analisados utilizando o método de análise de conteúdos temáticos.

Principais conclusões

Emigração

O impacto da emigração sobre o desenvolvimento humano dos migrantes e dos respectivos familiares pode ser positivo. Este estudo destaca, por exemplo, que os agregados familiares com um membro a viver no estrangeiro gastam mais no ensino e na alimentação e registam poupanças superiores às dos agregados familiares sem membros a viver no estrangeiro. Relativamente às poupanças e despesas de alimentação, o impacto foi mais significativo no caso dos agregados familiares com migrantes no Norte em oposição aos agregados familiares com migrantes no Sul. No entanto, a mobilidade para outros países em África não afectou o auto-emprego dos membros dos agregados familiares.

O estudo determinou que a maior parte dos emigrantes (53%) incluídos no inquérito aos agregados familiares reside em países Africanos e os quatro principais países de destino são a Nigéria, o Gabão, a Guiné Equatorial e o Chade. A seguir a África, a Europa é a segunda maior região de destino dos Camaroneses no estrangeiro (36,8%), seguida à distância da América (6,5%) e Ásia (3,2%). A maior parte dos emigrantes são jovens adultos. Cerca de nove em cada dez Camaroneses no estrangeiro têm menos de 45 anos de idade. Os migrantes que vivem no Sul são relativamente mais jovens do que os que vivem no Norte. De facto, a idade média dos migrantes ausentes que vivem no Sul corresponde a 30,2 anos em oposição a 33,8 anos para os que vivem no Norte.

Os homens Camaroneses migram mais para o estrangeiro do que as mulheres. Na verdade, num total de 592 casos de migrantes ausentes registados pelos agregados familiares sujeitos a inquérito, 60,9% são homens em oposição a apenas 39,1% que são mulheres.

A maior parte dos emigrantes têm um nível de ensino secundário (53%) e 19,3% têm um nível superior. Os níveis secundário e superior têm uma representação muito maior nos migrantes para o Norte (59,6% e 29,5% em oposição a 47,6% e 11,1%). A procura de um emprego estável é o principal motivo para emigrar (44% no Sul e 47% no Norte). No entanto, 30% dos emigrantes para países no Sul abandonam o país para estudar.

Cinquenta e três por cento dos emigrantes enviaram remessas monetárias para os Camarões nos 12 meses anteriores ao inquérito. O método de envio das remessas varia consoante o local de residência. Assim, os migrantes que residem no Norte têm maior probabilidade de utilizar operadores autorizados

de transferências monetárias do que os migrantes no Sul (92,7% em oposição a 71,3%). Do mesmo modo, os emigrantes residentes no Sul têm maior probabilidade de utilizar canais informais (amigos e familiares) para efectuar transferências monetárias do que os residentes no Norte (26% em oposição a 4,2%). Apenas 2,1% dos emigrantes utilizam os bancos para enviar dinheiro para as suas famílias.

Migração de regresso

Oitenta por cento de todos os migrantes retornados nos Camarões estão a regressar do Sul. São sobretudo homens (78%), com mais de 25 anos de idade (80%) e chefes de família (59%). Relativamente ao impacto da migração de regresso nas despesas com a alimentação dos agregados familiares, em média, os agregados familiares com um ou mais retornados gastam mais 3.443 francos CFA do que os agregados familiares sem migrantes.

Do mesmo modo, a proporção de funcionários ou trabalhadores independentes em agregados familiares com migrantes retornados Sul-Sul é 5% e 5,8% superior à dos agregados familiares sem migrantes.

Imigração

Os imigrantes para os Camarões são sobretudo homens (61%), trabalhadores independentes (43%) que vivem em agregados familiares com um baixo padrão de vida (36,2%). Uma proporção significativa de imigrantes referiram a segurança como motivo para migrar (36,2%) ao passo que 18,8% e 17,1% respectivamente referiram que foi a procura de um emprego estável e o desejo de ganhar mais dinheiro que motivaram a migração para os Camarões.

A imigração parece não ter impacto na proporção de funcionários entre os membros do agregado familiar com idade igual ou superior a 12 anos; nas despesas com o ensino, nas poupanças do agregado familiar no último mês nem nas despesas com alimentação do agregado familiar durante a última semana antes do estudo. No entanto, a presença de um imigrante num agregado familiar aumenta em 10,4% a proporção de trabalhadores independentes e reduz as despesas mensais de saúde do agregado familiar.

Percepções dos migrantes

Os resultados do estudo qualitativo demonstram que as percepções dos impactos da migração são diversas e podem variar dependendo do tipo de migração. Estes resultados reflectem a ideia de que a migração pode ser uma mais-valia para o desenvolvimento de um país ou de uma sociedade, mas também a ideia de que a migração pode ter efeitos negativos no desenvolvimento.

Recomendações

Está em curso o desenvolvimento de uma política de migração nos Camarões. As conclusões deste estudo devem ser consideradas, incluindo a perspectiva Sul-Sul, aspectos relacionados com as diásporas, disparidades de género, facilitando o envolvimento dos migrantes em iniciativas de desenvolvimento locais e a gestão da migração de regresso.

As conclusões do estudo destacam a necessidade de políticas e programas sobre a migração destinados a:

1. Promover o papel da diáspora no desenvolvimento local através de uma estrutura de consulta permanente da diáspora Camaronesa;
2. Reduzir as desigualdades nas despesas com a alimentação criadas pela migração para Norte e de regresso;
3. Combater as ligações de dependência criadas pelas remessas dos migrantes no Norte;
4. Incentivar os agregados familiares (com migrantes do Norte e de regresso), que conseguem poupar, a investir em áreas produtivas;
5. Incentivar a livre circulação de pessoas e bens em total conformidade com as leis da República;
6. Estabelecer um programa para a reintegração dos retornados;
7. Estabelecer grupos temáticos (grupo de trabalho por sector) relativamente às diferentes áreas de competência dos migrantes.

I. Introduction

La problématique « migrations et développement » est apparue ces dernières années comme un thème émergent sur la scène internationale, au regard de l'importance qui lui est accordée dans les débats politiques et des enjeux socioéconomiques qu'il recouvre. L'analyse de ces deux dimensions est faite dans une relation de réciprocité, à partir de l'influence des flux migratoires sur le développement ou les conséquences des migrations résultant du développement d'un pays, ou d'une région. Aussi bien dans les lieux de départ que d'accueil, les migrations peuvent avoir des conséquences positives et/ou négatives sur le développement. Dans les lieux d'accueil, en s'insérant dans le marché du travail, les migrants contribuent à la production et à l'extension des marchés des biens et services, mais la pression sur le marché de travail et les chocs socioculturels peuvent être considérés comme des inconvénients majeurs. Quant aux lieux d'origine, ils peuvent bénéficier des rapatriements de fonds et/ou des biens, du transfert des connaissances et techniques acquises par les migrants au cours de leur migration ou encore des changements apportés par les migrants dans l'amélioration de la bonne gouvernance et le rôle de la loi dans le processus de création du bien-être et de partage des bénéfices. Cependant, on fait remarquer généralement les pertes de travailleurs les plus compétents et les plus entreprenants comme inconvénients des migrations sur les lieux de départ.

En revanche, la contribution des migrants au développement de leurs pays d'origine ou d'accueil n'est pas systématique ; cela peut dépendre de plusieurs paramètres. Elle sera, entre autres, fonction des caractéristiques individuelles des migrants. Ceux-ci sont loin de constituer un groupe homogène tant au point de vue de l'origine géographique qu'à celui du capital humain pour que leur contribution au développement des pays concernés soit la même. En effet, les migrants ne présentent pas le même bagage intellectuel, n'exercent pas le même métier, n'ont pas le même background culturel ; ils ne voyagent pas dans les mêmes conditions, ni pour les mêmes raisons, ne s'intègrent pas de la même façon et selon le même rythme dans leur pays d'accueil. Lors de leur départ, ils ne bénéficient pas des mêmes facilités sociales et institutionnelles. A leur arrivée dans la société d'accueil, ils ne bénéficient pas du même capital social. Par ailleurs, ils n'ont pas les mêmes statuts dans le pays d'accueil et ne travaillent pas dans les mêmes secteurs d'activités. Par conséquent, leur implication dans le développement de leur pays d'origine ou de leur pays d'accueil est très variable.

L'émigration peut aussi apparaître comme un ajustement démographique du niveau de vie des ménages à faible revenu. Dans ces ménages, les parents encouragent généralement le départ des enfants pour à la fois réduire la taille du ménage et donc le volume des besoins, et espérer des gains provenant des enfants émigrés. La personne qui s'en va, si elle a bénéficié d'aide de la part de sa famille et/ou de sa communauté, contracte une sorte de dette morale dont le remboursement se fera sous diverses formes (transfert de fonds, accueil d'autres migrants, visites, et participation à des associations entre autres) et parfois à travers d'autres migrants qu'il accueille et dont il a l'obligation de faciliter l'intégration ou soutenir les parents restés au pays.

En cas de transfert monétaire par les migrants, le lien avec le développement peut seulement être correctement établi si une distinction est faite entre la part des transferts attribuée aux éléments suivants: la consommation courante (alimentation, l'éducation, l'habillement, les soins de santé de base, le déplacement et le loyer, entre autres) et les dépenses parfois ostentatoires ; la création d'activités rémunératrices pour des membres de la famille restés dans la localité d'origine et l'investissement dans la création de petites et moyennes entreprises non familiales, ainsi que le rôle des transferts dans les situations de crise et de détresse, car ils constituent une assurance non seulement en cas de mauvaise récolte, mais aussi pour la prévention d'autres risques. En cas d'investissement, on pourrait s'interroger s'il a lieu dans un secteur productif ou non, s'il s'inscrit dans un cadre collectif (châteaux d'eau, centres de santé et maternités, écoles et cantines scolaires, pharmacies et de magasins coopératifs, banques de céréales et moulins à mil coopératifs, de bureaux de poste) ou individuel ou encore sur le lieu de sa réalisation (village d'origine, un centre urbain ou ailleurs).

Les transferts en espèces dont il est nécessaire de savoir le volume et le mode de rapatriement, ne sont pas les seuls transferts opérés par les migrants. Des biens matériels sont également envoyés vers les pays d'origine à l'exemple des véhicules, des équipements, des vêtements ou des médicaments. Il est non seulement important de savoir l'usage fait de ces biens mais aussi de savoir pourquoi ce type de transfert est de plus en plus privilégié par rapport au transfert monétaire. En cas de transfert de fonds ou de biens, on pourrait se demander s'ils augmentent l'inflation et les importations (déséquilibrant la balance des paiements), se substituent à d'autres sources potentielles de revenus, augmentent la dépendance économique et diminuent « l'habitude du travail », ou encore si elles occasionnent l'envie, la jalousie et le désir de consommation chez les non-migrants. Dans certains cas, des initiatives de

développement local sont limitées par de tels facteurs qui ne sont pas souvent pris en compte dans la littérature.

Aussi, lorsque les migrants quittent leur patrie, c'est dans l'espoir d'y retourner un jour. Quelles que soient les raisons du retour, on peut, en particulier, se demander dans quelle mesure la migration de retour constitue une solution aux problèmes de développement local. Le retour et la réinsertion des migrants dans leur lieu d'origine, notamment des personnes hautement qualifiées, ont souvent été vus comme un moyen de favoriser le développement. La raison en est qu'à l'étranger, les migrants ont généralement pu acquérir une épargne, donc un capital financier, de nouvelles connaissances et capacités, donc un capital humain, ainsi que des contacts utiles, donc un capital social, pouvant être employés de manière productive au pays. Dans ce contexte, on peut noter que deux facteurs majeurs déterminent l'impact du retour sur le succès du migrant lui-même et sur le développement : (a) l'aptitude du migrant et la manière dont il a préparé son retour et (b) la situation socioéconomique et institutionnelle existant dans le pays d'origine. C'est pourquoi il est également avancé que les migrants de retour, ayant en général occupé des emplois sous qualifiés qui ne leur apprennent pratiquement rien, ne ramènent que très peu de capital humain ou, quand ils acquièrent de nouvelles connaissances, celles-ci ne leur sont que très rarement utiles dans leur contexte d'origine.

Une des caractéristiques de la migration au Cameroun est l'exode rural. Lorsque cette migration des villages vers les villes est provoquée par une baisse du niveau de vie et l'insuffisance des services d'assistance dans les lieux d'origine, il peut y avoir un excédent de main-d'œuvre. De plus, lorsque les autorités locales sont mal préparées à la croissance démographique et font face à des contraintes institutionnelles et financières, cela risque de se traduire par une hausse rapide des disparités de revenus et de confort social, accompagnée d'une segmentation urbaine entre les zones relativement riches et sécurisées, dotées de services de qualité, et les zones pauvres où les conditions de vie se dégradent et l'insécurité grandit. En revanche, lorsque la population est attirée en ville par des possibilités d'emploi, les bénéfices nets sont susceptibles de s'accroître dans la mesure où la concentration d'idées, de talents et de capitaux a des retombées positives.

Or, dans un cas comme dans l'autre, la situation en milieu urbain pourrait être exacerbée par les réfugiés ou les demandeurs d'asile qui préfèrent s'y installer. En effet, de par sa position géographique (pays limitrophe avec presque tous les pays de la sous-région) et sa stabilité politique, le Cameroun apparaît comme

une destination privilégiée pour de nombreuses personnes, fuyant les guerres dans leur pays d'origine ou de résidence. On pourrait donc se demander l'impact spécifique de ces réfugiés sur le développement des localités d'accueil.

Bien que l'intérêt pour les liens existants entre migrations et développement se soit considérablement accru au cours des dernières années, et que le débat autour de ce sujet soit plus que jamais d'actualité, le travail scientifique réalisé jusqu'à présent se heurte à des difficultés pour produire des modèles analytiques permettant de saisir ces liens de manière claire et opérationnelle, en vue de développer des politiques efficaces et pertinentes.

Au Cameroun, le manque de données fiables ne permet pas d'évaluer les impacts de la migration sur le développement du pays. Des données suffisantes et représentatives à l'échelle nationale pour vérifier l'impact de la migration sur le développement et guider convenablement les politiques sont manquantes. On peut souligner par exemple le manque d'information sur le nombre de migrants et leurs profils, le montant des transferts, et les politiques migratoires inadéquates (implicites et explicites) relatives à toutes les problématiques migratoires dans le pays. En outre, la recherche en matière de migration, malgré l'intérêt connu durant la dernière décennie, reste limitée quant à la diversité des sujets traités. Peu d'intérêt est accordé aux apports des migrants en termes de capital humain et social. S'ajoute à cela, le besoin de promouvoir l'approche multidisciplinaire, les lacunes liées à la coordination de la recherche entre les groupes de recherche existants et le besoin de renforcer les liens entre la recherche et la décision politique.¹

Le manque de preuves concrètes et fiables sur le rôle de la migration dans le développement empêche les efforts de compréhension des opportunités que représente la mobilité pour faire face aux défis qui se présentent au pays. Le rôle de la migration comme facteur initiateur potentiel de développement doit être examiné scrupuleusement pour répondre aux besoins non satisfaits et valoriser les possibilités offertes. Il y a là les besoins en études approfondies pour déceler les effets concrets de la migration sur le développement au Cameroun.

Tenant compte de ces lacunes, l'Institut de Formation et de Recherche démographiques (IFORD), en collaboration avec l'Institute for Public Policy Research (IPPR) et l'Observatoire ACP sur les migrations et avec le soutien financier de l'Union européenne, la Suisse et l'UNFPA, vient de mener une

1 Conformément aux termes de référence: www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/FR2-Obs%20ACP%20TdR%20etude%20impact%20Cameroun%20dec%202011.pdf.

recherche inédite sur l'impact des migrations Sud-Sud sur le développement au Cameroun. Cette étude a pour objectif de contribuer à la compréhension de la migration Sud-Sud et son impact sur le développement pour une décision politique basée sur l'argumentation scientifique et une prise de conscience générale sur l'impact de la mobilité humaine sur les stratégies de développement au Cameroun. Plus spécifiquement il s'agit de :

- Identifier les motivations et les stratégies de la migration des Camerounais ;
- Comprendre les activités des migrants dans leur pays d'accueil et les types de relations qu'ils entretiennent avec la communauté d'origine (transfert de fonds, connaissance, entre autres) ;
- Analyser les moyens de transferts de remise utilisés par les migrants ;
- Evaluer les informations et de politiques existantes sur les questions des migrations ;
- Comprendre la perception et la représentation de la migration au Cameroun ;
- Déterminer les différents pays de destination des migrants camerounais.

Cette étude est réalisée à travers une revalorisation des informations et politiques existantes à travers une revue de littérature suivie d'une exploration du rôle de la migration Sud-Sud au moyen des entrevues et d'une enquête auprès des ménages.

L'enquête quantitative auprès des ménages a permis de recueillir des informations sur les profils des migrants, les opinions des chefs de ménage sur la migration, les transferts monétaires et de biens des migrants absents, les canaux utilisés pour réaliser les transferts, l'utilisation des transferts, l'impact des migrations et des transferts des migrants sur eux-mêmes et sur leurs ménages d'origine. Cette enquête a couvert l'ensemble des dix régions que compte le pays, avec une singularité accordée aux deux plus grandes villes, Yaoundé et Douala. Au total, 82 localités (villages ou quartiers) tirées au hasard et 1 235 ménages ont été enquêtés de façon aléatoire. Pendant deux semaines (durant la période allant de fin août à début septembre 2012) 11 équipes composées de deux enquêteurs et d'un superviseur ont recueilli chacune l'ensemble des informations auprès des ménages sélectionnés après un dénombrement total ou partiel de chacune des 82 localités de l'échantillon, sur la base d'un questionnaire structuré en dix sections. Cette enquête a donc permis de collecter des données suffisantes et représentatives à l'échelle nationale pour vérifier de manière quantitative l'impact de la migration sur

le développement et guider convenablement les politiques. Dix agents de codification et saisie ont été mobilisés par la suite pour une durée de deux semaines pour assurer l'exploitation des questionnaires sous le contrôle d'un superviseur. La saisie des données a été faite avec la version 4.0 du logiciel CPro (*Census and Survey Processing System*) et le traitement des données a été effectué avec les logiciels SPSS et STATA pour la production des tableaux d'analyse et tous les indicateurs.

L'enquête qualitative a permis de compléter et d'enrichir les données quantitatives. Ainsi, 31 entretiens semi-directifs ont été menés auprès des acteurs clés ou des personnes ressources (les décideurs politiques ; les universitaires dans les domaines pertinents; les organisations non gouvernementales (ONG) travaillant avec les migrants ou dans les domaines politiques touchés par la migration ; les chefs d'entreprise; les responsables administratifs, tels que les gestionnaires des professions médicales; les chefs traditionnels et leaders communautaires/d'opinion ; les organismes communautaires tels que les groupes religieux) susceptibles d'apporter un éclairage particulier sur la problématique de recherche notamment : un aperçu général sur les impacts de la migration sur le développement, les politiques actuelles relatives à la migration et ses impacts, les axes prioritaires sur la manière de gérer les migrations et leurs impacts. En outre, des entrevues ont été réalisées avec 15 membres de ménages. Elle a eu lieu dans la ville de Yaoundé pendant deux semaines, au cours de la même période que le volet quantitatif, grâce au soutien de quatre enquêteurs, un superviseur et un coordonnateur. Les données ont été transcrites et saisies sous Word, puis analysées à l'aide de la méthode d'analyse de contenu thématique.

Ce rapport est structuré autour de six chapitres. La première présente une synthèse de la revue de la littérature ; la deuxième rend compte des étapes essentielles de l'approche méthodologique ; les profils des migrants, les conséquences et les impacts de trois types de migrants sur le développement (absent, retour, immigrants) sont présentés aux chapitres trois à cinq ; le chapitre six est consacré aux opinions sur la migration internationale et les réponses politiques pour gérer ses impacts.

2. Contexte de l'étude

Ce chapitre présente le contexte général des migrations internationales dans le contexte camerounais et les sources de données disponibles sur les migrations.

2.1 Contexte général des migrations internationales dans le cadre camerounais

Situation socioéconomique et dynamique des migrations internationales

Pendant les deux premières décennies qui ont suivi les indépendances africaines, la plupart des pays ont connu une remarquable croissance économique. Le taux de croissance annuel du produit intérieur brut (PIB) était proche de 4 % en moyenne (Aerts et al., 2000). Ce contexte économique, doublé d'une stabilité politique interne, a favorisé une nette amélioration des conditions de vie des populations, en accentuant par ailleurs une immigration intra-africaine à destination des pôles de croissance économique tels que le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Nigeria.

Mais au milieu des années 1980, une situation pour le moins inattendue arrive avec l'entrée des pays subsahariens dans une zone de turbulence durable. Cela se traduit par une paupérisation des populations vulnérables, et une réduction de leur capacité à prendre convenablement en charge les jeunes générations. Dans cette situation d'essoufflement économique, les autorités africaines cherchent à définir de nouvelles stratégies de développement. C'est ce qui justifie l'application des premiers programmes d'ajustement structurel, suivie de nouvelles politiques industrielles et agricoles, de la dévaluation du franc CFA en 1994. Les premiers ajustements porteront sur les emplois² et par la suite sur les salaires ; une situation qui donnera de plus en plus l'envie de ne plus rester au pays. La crise devient alors un contexte particulièrement fertile à l'émergence de nombreuses stratégies de survie dont fait partie l'émigration internationale.

Aujourd'hui, la migration est considérée par nombre de jeunes comme une stratégie de lutte contre le chômage et de recherche perpétuelle d'amélioration des conditions d'existence. Comme l'a souligné Tabi Akono (2009), « *avant le déclenchement de la crise économique dans les années 1980, on observe*

2 A titre d'exemple, 71 % des entreprises camerounaises réduisent leurs effectifs. Par la suite, les dépenses non salariales (primes, prestations sociales et autres avantages) et les salaires directs subiront une ponction considérable. En République du Congo, le rabatement des salaires a conduit à une baisse de 20 % en moyenne chez les fonctionnaires.

une tendance à la sédentarisation des travailleurs camerounais : toute une politique de camerounisation des cadres était d'ailleurs mise en œuvre. Les migrations de cette période sont majoritairement liées à des raisons d'études, d'où leur caractère élitiste ». L'émigration des travailleurs camerounais qualifiés vers l'étranger était en partie limitée par l'engagement décennal obligeant toute personne ayant bénéficié d'une bourse d'études du Gouvernement camerounais à revenir travailler au pays pendant une durée minimale de dix ans avant de quitter l'administration publique. Mais aujourd'hui, elle prend de l'ampleur. En 2000, le taux d'émigration des diplômés du tertiaire est de 14,6 %. En 2005, le stock d'émigrants est de 1,4 % d'après les estimations de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2011a).

En même temps, les retours de jeunes cadres allés poursuivre leurs études en Europe devient difficile. Depuis le début des années 2000, période caractérisée par la mise en place de politiques restrictives d'immigration vers l'Europe, les travailleurs migrants camerounais ont tendance à s'orienter vers les pays africains, l'Asie ou les pays du continent américain. Mais certains de ces pays constituent pour la plupart de migrants des lieux de transit pour atteindre l'eldorado européen. On assiste donc à une réorientation des flux migratoires vers de nouvelles destinations. D'après les données produites par le Ministère des Relations extérieures (MINREX) (Eyébé Ayissi, 2010), ces mouvements s'orientent vers les pays suivants : l'Afrique du Sud, la République du Congo, le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, mais surtout le Gabon, et récemment encore la Guinée équatoriale. D'après Tabi Akono (2009), on estime à près de 66 000 travailleurs immigrés camerounais au Gabon et en Guinée équatoriale dont 50 000 au Gabon. *Par ailleurs, « on enregistre environ 40 000 camerounais en France, 7 000 en Allemagne, 5 000 aux Pays-Bas. Aux Etats-Unis ils sont près de 700 000, avec 250 000 naturalisations. On compte au moins 5 000 médecins camerounais à l'étranger. 123 professeurs originaires du Cameroun exercent dans les universités allemandes »* (Eyébé Ayissi, 2010). D'après Schmelz (2007 : 5-6), *« [l]es Camerounais constituent aujourd'hui le plus grand groupe d'étudiants et de diplômés originaires d'Afrique subsaharienne en Allemagne. Leurs effectifs augmentent chaque année de 1 000 nouvelles inscriptions dans des établissements de formation. Compte tenu des besoins de main-d'œuvre qualifiée et du vieillissement de la population en Allemagne et dans l'ensemble de l'UE, les migrants camerounais sont donc, du fait de leur jeunesse et de leur profil éducatif de haut niveau, un groupe qui présente un important potentiel économique, tant pour la société camerounaise que pour la société allemande ».*

Par ailleurs, les migrations peuvent constituer pour le Cameroun un enjeu sécuritaire majeur, avec notamment l'afflux de personnes provenant de plusieurs pays voisins. Depuis les indépendances, plusieurs pays voisins ont connu une recrudescence de conflits armés, de guerres et de violences (Mimche, 2009). Cette situation a été amplifiée par le vaste vent de démocratisation de la décennie 90. Ce contexte caractérisé par une insécurité croissante de la population a accru la demande d'asile dans les « pays de paix » soit à l'intérieur même du continent, soit à l'extérieur, notamment en Europe et en Amérique du Nord. C'est ce qui justifie le « choix » du Cameroun comme « *terre d'asile* » (Zognong, 2001 : 1) par de nombreux immigrants et réfugiés des pays de l'Afrique centrale (République centrafricaine, Angola, République démocratique du Congo, République du Congo), de l'Afrique orientale (Soudan, Somalie, Ethiopie), de l'Afrique australe (Burundi, Rwanda), et de l'Afrique occidentale (Niger, Nigéria, Togo, Libéria, Côte d'Ivoire, Gambie, Burkina Faso, Ghana). Entre 1990 et 2004, le nombre de demandeurs d'asile auprès des institutions spécialisées a évolué de façon exponentielle à Yaoundé (HCR, 2002 ; 2006). En 2002, les services impliqués dans la prise en charge des réfugiés avaient enregistré environ 41 288 personnes venues principalement du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la République du Congo, de la République centrafricaine et du Rwanda. Un an après, 5 308 nouveaux demandeurs d'asile avaient été enregistrés. En dépit des difficultés de dénombrement exhaustif, le Cameroun compte environ 60 000 réfugiés (HCR, 2002). Comme le relève un rapport du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR, 2005 : 2), « *au moment où les politiques d'immigration se durcissent un peu partout, et où les frontières sont de plus en plus hermétiques aux afflux de réfugiés, le Cameroun continue à pratiquer sa politique d'hospitalité et reçoit un afflux continu (de 1 500 à 2 000 par an) de demandeurs d'asile qui arrivent des pays voisins* ». En peu de temps, la proportion des demandeurs d'asile et des réfugiés est devenue importante, ce qui pose tout le défi de leur insertion (sociale, économique, résidentielle, scolaire et professionnelle). Dans ce sens, le Cameroun est aujourd'hui le réservoir d'un nouveau bassin migratoire constitué par la géographie des violences et des guerres (Mimche, 2009). Dans un travail publié récemment par l'historien camerounais Issa Saibou, il apparaît que les menaces sécuritaires liées à la mobilité transfrontalière entre les pays limitrophes et le Cameroun sont évidents. Connu sous le nom générique de phénomène des « coupeurs de route », cette forme d'insécurité est répandue dans les savanes et les régions septentrionales du pays et tend à se généraliser à l'ensemble du pays à cause de son hospitalité (Saibou, 2010). D'après cet auteur, ces bandits occasionnels apparaissent selon les cas comme des rebelles

sociaux, des opérateurs économiques ou des acteurs politiques. C'est dans ce contexte insécuritaire que le Cameroun a récemment élaboré une loi sur les réfugiés.

Cadre réglementaire de la migration au Cameroun

On peut constater un regain d'intérêt par la partie camerounaise sur la migration internationale de ses populations ces dernières années. Cependant, le cadre institutionnel et réglementaire de gestion de cette migration est marqué par la panoplie d'institutions qui y interviennent, une carence quantitative et qualitative criarde de textes réglementaires et un manque de coordination des activités (Tjomb, 2010).

Vus sous l'angle de la hiérarchie, les textes qui régissent les migrations au Cameroun devraient d'abord être constitutionnels. A ce niveau, malgré la longue période de revendications de la diaspora, le débat ne vient que de commencer à travers les média, les milieux intellectuels³ et dans le gouvernement ; d'où l'avènement du vote de la diaspora au scrutin présidentiel du 9 octobre 2011.

Au second niveau, la politique gouvernementale exprimée dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) reste embryonnaire et symbolique sur ce sujet. En effet, ce document de référence de la vision du Cameroun en tant que pays émergent à l'horizon 2035, en ses pages 19, 81 et 126 préconise la mobilisation des ressources des diasporas, l'encouragement des Camerounais de l'étranger à investir au pays, la prise en compte des questions de genre, d'environnement et de biodiversité. Ce document intègre à peine les besoins et droits des migrants camerounais, de même qu'il n'évoque pas du tout les questions liées aux immigrés. Par ailleurs, il n'existe pas encore de document officiel de politique migratoire général pour le Cameroun, même si un comité a été mis en place par le gouvernement sur ce sujet depuis 2008 (OIM, 2009).

Le MINREX, en ce qui le concerne, préconise essentiellement deux situations d'intervention à propos de la diaspora dans ses textes réglementaires⁴ : l'organisation du rapatriement des dépouilles des Camerounais décédés à l'étranger et la latitude donnée aux autres ministères auprès de la diaspora sur des questions relevant de leurs domaines de compétence. On peut donc

3 Conférence du Pr. Joseph Owona, tenue le 13 Mai 2010 à l'Université de Douala où il propose de permettre constitutionnellement le vote de la diaspora, sa représentation à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

4 Décret N°2005/286 du 30 Juillet 2005 portant organisation du MINREX.

conclure qu'il n'existe pas de textes organisant la gestion de la migration de manière constitutive, centrale et coordonnée au Cameroun. Au contraire, on peut observer une quantité non négligeable de textes issus des dispositions particulières des organismes étatiques spécifiques ou des différents accords nationaux, bilatéraux, multilatéraux, régionaux réglementant la migration au Cameroun.

Pour s'adapter au contexte souvent fluctuant de la migration elle-même, le cadre légal et réglementaire de ce phénomène ne cesse d'évoluer. Ainsi, la nécessité d'assurer une meilleure gestion des flux d'immigrants au Cameroun a commandé les dispositions de la loi N°97/012 du 10 janvier 1997 fixant les conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun, elle-même précédée du décret N°90/1246 relatif au même objet. Plus tard interviendront les décrets de 2000 et 2007 fixant les modalités d'application de la loi susmentionnée. Elle définit les types de séjours des étrangers en territoire camerounais. La coopération que le Cameroun entretient avec les autres partenaires au développement à titre bilatéral ou multilatéral a également donné naissance à une multitude d'accords et de conventions dont l'objectif est de réglementer ou de faciliter les échanges entre ces différentes entités. Ces textes ont soit une portée générale, soit une portée spécifique à un domaine de la vie des Etats et des individus, soit ils sont spécifiquement relatifs au sujet de la migration. Mais dans tous les cas, il s'agit des domaines qui touchent à la migration ou du moins qui y ont une incidence.

Parmi ces textes, on peut citer par exemple :

- La charte de la Commission de la communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) dont le Cameroun fait partie, prévoit « la suppression progressive entre les Etats membres des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et au droit d'établissement » dans les articles 4, Al.2 du traité l'instituant ;
- L'ordonnance N°90/007 du 8 novembre 1990 portant code d'investissement du Cameroun, vise à faciliter l'installation des opérateurs économiques originaires de la CEMAC ;
- La loi N°90/031 du 10 août 1990, facilitant l'exercice du commerce au Cameroun par les ressortissants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;

- Le privilège accordé par l'enseignement supérieur aux immigrés originaires des Etats de la CEMAC en termes d'égalité de frais de scolarité avec les nationaux dans les universités d'Etat (Décret présidentiel n° 93/033 du 19 janvier 1993 modifiant certaines dispositions du décret n° 79/186 du 17 mai 1979, fixant les taux de paiement des droits universitaires) ;
- Les traités bilatéraux qui lient le Cameroun à la France, au Gabon, au Nigéria et au Mali ;
- La convention de sécurité sociale du 05 novembre 1990 entre le Cameroun et la France, révisée en 2003 et qui porte sur la facilitation des avantages sociaux divers pendant et après la migration ;
- La convention bilatérale franco-camerounaise du 26 juin 1976, relative à la circulation des personnes entre le Cameroun et la France ;
- La convention bilatérale franco-camerounaise du 24 janvier 1994 relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Cameroun et la France ;
- La convention ratifiée le 21 octobre 1976, par la France et le Cameroun afin d'éviter la double imposition et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique ; réciproques en matière fiscale. Cet accord a été publié au Journal officiel le 11 septembre 1979 ;
- L'accord de coopération signé entre le Cameroun et le Gabon en 1977, relatif aux travailleurs migrants. Il stipulait, entre autres, que les travailleurs immigrés recrutés au Cameroun par la partie gabonaise devaient au préalable faire tamponner leur contrat de travail par le Ministre camerounais du travail ;
- Le protocole d'accord du 6 février 1963, régissant le contrôle des mouvements des personnes et des biens entre le Cameroun et la République fédérale du Nigéria ;
- La convention d'établissement et de circulation des personnes entre la République du Cameroun et la République du Mali, signée à Bamako le 6 mai 1964 ;
- La convention en matière de nationalité entre le Cameroun et la République du Gabon du 14 avril 1978.

La coopération politique avec les pays voisins est créée principalement pour promouvoir l'intégration sous-régionale dans le cadre de la CEEAC et permettre la fluidité des flux migratoires entre le Cameroun et les pays voisins, notamment par le biais de (Sindjoun, 2004):

- L'hospitalité du gouvernement et des populations à travers les activités de promotion de l'intégration africaine, telle que la Semaine de l'Afrique, organisée par le MINREX ou encore l'accueil généreux réservé aux réfugiés depuis les années 1970 ;
- La prise en compte des immigrés dans le budget du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (MINATD) ou encore celui de la délégation générale à la sûreté nationale (DGSN).

Certains accords de réadmission sont en cours de négociation entre le Cameroun et certains Etats, comme la Suisse ou encore la France. Ces accords visent pour l'un, la réinsertion des Camerounais reconduits dans leur pays d'origine et, pour l'autre, le recours au test ADN dans le cas du regroupement familial.

Les accords de gestion concertée des flux migratoires et du développement solidaire entre le Cameroun et la France ont été signés le 21 mai 2009 et définissent les métiers ouverts ou restreints pour les migrants camerounais en France.

2.2 Sources de données sur migration et développement au Cameroun

Les sources écrites et orales de l'histoire du Cameroun prouvent que la migration est une pratique ancienne. Longtemps avant la colonisation, les populations se déplaçaient pour diverses raisons ; la migration est donc un phénomène aussi ancien que l'homme. Actuellement, les flux migratoires camerounais de plus en plus intenses traduisent un mouvement général des campagnes vers les villes et une tendance à l'émigration internationale, en particulier vers les pays africains et l'Europe. Malgré ces flux de plus en plus croissants, il n'existe réellement pas au Cameroun une enquête spécifique sur la migration ; les sources de données exploitables sont peu nombreuses et parcellaires.

Contrairement à de nombreux pays du continent et principalement ceux d'Afrique de l'Ouest, le Cameroun reste confronté à une insuffisance voire une quasi inexistence de sources de données relatives à la migration internationale et de sa contribution au développement. En dépit d'une périodicité élevée, une dizaine d'années pour ce qui est des recensements, les sources de données existantes renseignent, les unes uniquement sur le stock de migrants tandis que les autres n'y font simplement aucune allusion. Toutefois, l'on peut signaler l'existence de macro-données produites de façon annuelle par

des institutions nationales sur la migration internationale et le montant des envois de fonds de migrants en provenance et à destination du Cameroun. Cependant, cette source prend en compte uniquement les envois transitant par les canaux officiels ou formels, ce qui d'après l'avis de nombreux experts conduirait à une sous-évaluation du montant global. D'importantes sommes transiteraient encore par des canaux informels du fait notamment d'une faible bancarisation de la population et de la migration clandestine. Comme autre limite, cette source ne comptabilise pas les transferts en nature (bijoux, vêtements et autres biens de consommation). Par ailleurs, certaines formes d'aide sont considérées comme supplémentaires, mais non obligatoires dans les statistiques sur les transferts de fonds.

Au niveau micro, l'on note que la troisième Enquête Camerounaise Au près des Ménages (ECAM 3) réalisée en 2007 par l'Institut national de la Statistique (INS) reste à l'heure actuelle l'une sinon l'unique source de données d'envergure nationale qui, en plus de collecter des données sur la migration, s'est intéressée à la question des transferts de fonds des migrants à destination de leurs ménages d'origine. En effet, contrairement à ses prédécesseurs, l'ECAM 3 est la toute première à avoir procédé à une quantification de ces transferts. Cette quantification portait sur les 12 derniers mois précédant l'enquête et concernait les ménages ayant connu le départ pour l'étranger d'au moins un de leurs anciens membres au cours de la période comprise entre fin 2001 et la date de l'enquête. Comparativement aux enquêtes du même type réalisées par le passé dans d'autres pays tels que le Mali (1994), le Burkina Faso (1994 et 1998) et Madagascar (1993 et 1997), celle du Cameroun (2007) a en plus recueilli des données sur le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, la durée d'absence hors du ménage et le motif du départ du migrant : données essentielles dans l'étude des migrations.

Cependant, l'ECAM 3 présente des insuffisances qu'il est important de souligner ici. En permettant de mesurer l'importance des transferts dans le revenu des ménages, il n'en demeure pas moins que la méthode de quantification utilisée ne tient compte ni des transferts destinés à financer des projets de développement au niveau communautaire, ni des transferts d'épargne réalisés par les migrants dans une perspective de retour au pays. Aussi, bien qu'elle ait recueilli des données sur les caractéristiques des migrants, ces dernières ont été collectées non pas au moment de l'enquête, c'est-à-dire en 2007, mais uniquement au moment du départ du migrant, ce qui limite leur utilisation.

S'agissant des caractéristiques des migrants, l'ECAM 3 de 2007 a collecté des données sur les caractéristiques des émigrants (internes et internationaux) au moment de leur départ, notamment la destination, le motif de départ, l'âge, le sexe et le niveau d'instruction. Toutefois, au cours de cette opération, les informations sur l'activité économique et la situation matrimoniale des émigrants n'ont pas été collectées. Dans le cadre de l'approfondissement des données existantes, l'IFORD a mis en place un programme de recherche visant l'exploitation des sources existantes.

Enquête sur l'Emploi et le Secteur informel (EESI) 1 de 2005 a collecté des données permettant entre autres d'étudier l'insertion des immigrants (internes et internationaux) sur le marché de l'emploi, notamment dans le secteur informel.

D'autres sources existent, notamment les statistiques de certains ministères comme celui des relations extérieures ou de l'emploi et de la formation professionnelle. Les informations provenant du MINREX et rassemblées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) fournissent en 2010 une estimation de l'effectif des Camerounais de la diaspora.

L'OIM a édité le profil national 2009 sur la migration au Cameroun. Ce document rassemble de façon structurée des informations en provenance de différentes sources pour fournir un aperçu complet des tendances clés en matière de migration internationale et de développement socioéconomique.

En conclusion, il n'existe pas d'enquête spécifique sur la migration au Cameroun, les sources de données qui sont utilisées pour l'analyse du phénomène sont des données secondaires et les outils n'ont pas été conçus pour l'analyse du phénomène. Une collecte qui tienne compte de ces limites devra être envisagée pour les dépasser. Ces limites vont de la courte période d'observation à la non prise en compte de certaines variables (tels que statut matrimonial, situation socioéconomique avant et après la migration internationale, le processus migratoire) en passant par le mode d'administration du questionnaire (le répondant étant le chef de ménage et non le migrant).

3. Méthodologie

Ce chapitre traite de la méthodologie adoptée dans le cadre de cette étude, en abordant à la fois les éléments relatifs à l'organisation de la collecte, à sa mise en œuvre sur le terrain, de même que les méthodes d'exploitation et d'analyse des données qui ont été utilisées. L'étude sur « l'impact des migrations Sud-Sud sur le développement au Cameroun » a été menée à partir de deux approches : une approche quantitative avec l'administration des questionnaires individuels dans les ménages et un volet qualitatif utilisant la technique de l'entretien.

3.1 L'enquête quantitative

Cette section présente le volet quantitatif de cette étude à travers l'échantillonnage, le déroulement de la collecte sur le terrain et le traitement des données.

Echantillonnage

- Population cible

Dans le cadre de l'enquête quantitative, les populations cibles sont composées des membres des ménages inclus dans les échantillons comprenant ou non un migrant.

- Base de sondage

La base de sondage (population et ménages par village/quartier) était issue des données du 3ème Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH) réalisé en 2005 d'une part, et de l'Enquête camerounaise auprès des Ménages (ECAM 3) réalisée en 2007 d'autre part.

Les villages/quartiers, représentant ici les sections d'énumération ou zone de dénombrement, constituaient des unités primaires de sondage qui ont été toutes couvertes. Un dénombrement de l'ensemble des ménages des sections d'énumération a été effectué en collectant quelques informations permettant de décider de l'éligibilité du ménage (c'est-à-dire, avoir ou non un migrant dans le ménage), ainsi que des informations géographiques pour recontacter ces ménages. L'ensemble des villages/quartiers et ménages respectant ce critère d'éligibilité constituent la base de sondage pour le tirage systématique des ménages échantillon.

- Plan d'échantillonnage

A partir de la liste des ménages issus du dénombrement effectué, 15 ménages par village/quartier ont été sélectionnés par tirage systématique. Pour chaque village/quartier, ces ménages sont répartis, dans le cas idéal, ainsi qu'il suit :

- Dix ménages avec au moins un migrant (dont sept avec au moins un migrant Sud-Sud et trois avec au moins un migrant Nord-Sud) ;
- Cinq ménages sans migrants.

Toutefois, il importe de noter qu'au cas où les informations issues du dénombrement ne permettaient pas de respecter cette répartition idéale, le tirage était fait en respectant au maximum le nombre (dix) de ménages avec au moins un migrant quelle que soit sa nature, ou en sélectionnant tous les ménages avec au moins un migrant si leur nombre est inférieur à dix.

- Méthode de remplacement des unités d'enquête

Sur la base de la feuille de dénombrement qui liste les ménages remplissant le critère d'éligibilité, un ménage « n » à remplacer l'a été avec le ménage suivant « n+1 ». Si celui-ci était aussi indisponible, il était remplacé par le ménage « n-1 », et ainsi de suite.

- Répartition de l'échantillon

L'échantillon de l'étude sur l'impact de la migration Sud-Sud sur le développement au Cameroun est basé sur un tirage aréolaire, stratifié et à deux degrés.

Au premier degré, ont été sélectionnées des unités primaires de sondage à partir des poids d'émigration et d'immigration internationale de chaque département dans leur région d'appartenance et selon le milieu de résidence. Ces départements tirés ont servi ensuite de base de sondage pour le tirage de 82 villages/quartiers (71 urbains et 11 ruraux) lesquels ont été sélectionnés à probabilité proportionnelle à la taille.

Au second degré, un échantillon de ménages (15) dans chaque village/quartier, dont de préférence 10 avec au moins un migrant (dont sept avec au moins un migrant Sud-Sud et trois avec au moins un migrant Sud-Nord) et cinq sans migrant, a été tiré. Tous les membres de ces ménages tirés ont été identifiés à l'aide d'un questionnaire ménage.

- Pondération

Des coefficients de pondération ont été calculés et ajoutés à chaque fichier de données. Les coefficients des données sur les ménages ont été calculés comme étant l'inverse de la probabilité de sélection du ménage, calculée au niveau du domaine d'échantillonnage (région).

Les pondérations des ménages ont été ajustées pour tenir compte des non-réponses au niveau de chaque domaine, et ont été normalisés par un facteur constant de façon à ce que le nombre total extrapolé de ménages soit égal au nombre total de ménages non-pondéré.

Les coefficients de pondération pour les données sur les individus (membres du ménage) utilisent les pondérations non-normalisées des ménages, ajustés pour tenir compte des non-réponses au niveau du module concerné, et ont ensuite été normalisés de façon à ce que le nombre total extrapolé d'individus soit égal à son nombre total non-pondéré.

Pour les données sur les migrants absents, les migrants de retour et les immigrants, des coefficients de pondération ont été calculés avec la même approche que pour les individus : les pondérations non-normalisées des ménages ont été utilisées, ajustées pour tenir compte des non-réponses au niveau des modules correspondants, et enfin normalisées afin que le nombre total extrapolé corresponde au nombre total non-pondéré.

Déroulement de la collecte

La collecte des données quantitatives sur toute l'étendue du territoire national s'est déroulée du 4 août au 9 septembre 2012. Au total, cette collecte s'est faite dans 82 villages repartis dans les dix régions du Cameroun auxquelles s'ajoutaient les villes de Douala et de Yaoundé. L'ensemble des villages/quartiers tirés par région, département, arrondissement et canton est proposé dans le tableau A1.1 en annexe. Pour une efficience de la collecte, 11 équipes au total ont été constituées comprenant chacune un superviseur de terrain et deux agents enquêteurs. La répartition par région d'étude du nombre de localités, du nombre de ménages par localité, du nombre d'équipes par localité et nombre de jours de couverture pour chaque équipe de collecte est présentée dans le tableau A1.2. Précisons que les superviseurs de terrain de l'équipe de recherche devaient, à l'aide d'un système de contrôle ponctuel, minimiser les erreurs de terrain. Le rythme de travail de quinze ménages couverts par jour était exigé de chaque enquêteur. Des réunions hebdomadaires ont été organisées durant

toute la période de la collecte entre contrôleurs et responsables de l'enquête pour suivre l'état d'avancement des travaux, discuter des problèmes rencontrés par chaque équipe afin d'harmoniser les solutions à adopter par la suite et de s'assurer de l'effectivité et la bonne qualité de la collecte.

Analyse de l'impact des migrations

L'impact des migrations est étudié pour rendre compte des différences perceptibles dans le développement individuel et collectif du ménage et de ses membres restés au Cameroun. Nous examinerons tour à tour l'impact sur l'activité économique du ménage, les dépenses en éducation, en alimentation, en santé et sur l'épargne.

A cet effet, la méthode d'appariement des scores de propension sera utilisée avec comme variable de traitement « ménage avec migrant (absent, de retour, immigrant ou tout type de migrant (respectivement ensemble, Sud-Sud et Sud - Nord) ». Elle prend la valeur « 1 » si le ménage a le type de migrant étudié et « 0 » si le ménage n'a aucun migrant. La variable d'intérêt varie selon le type d'impacts à évaluer. Le milieu de résidence, les proportions calculées dans le ménage d'hommes, de grands groupes d'âges, de niveau d'éducation et les zones écologiques ont été utilisées comme variables de contrôle dans les différents modèles.

3.2 L'enquête qualitative

Cette section présente le volet qualitatif de cette étude à travers l'échantillonnage, le déroulement de la collecte sur le terrain et le traitement des données.

De l'organisation de l'enquête qualitative et de la population cible

L'enquête qualitative a permis de compléter et d'enrichir les données quantitatives. Après un atelier de trois jours de formation, quatre agents ont été retenus pour conduire l'enquête qualitative dans la ville de Yaoundé durant la période allant du 1er au 15 septembre 2012. Ainsi, 31 entretiens semi-directifs ont été menés auprès des acteurs clés ou des personnes ressources (les décideurs politiques ; les universitaires dans les domaines pertinents; les ONG travaillant avec les migrants ou dans les domaines politiques touchés par la migration ; les chefs d'entreprise; les responsables administratifs, tels que les gestionnaires des professions médicales; les chefs traditionnels et

leaders communautaires/d'opinion ; les organismes communautaires tels que les groupes religieux) susceptibles d'apporter un éclairage particulier sur la problématique de recherche notamment : un aperçu général sur les impacts de la migration, les politiques actuelles relatives à la migration et ses impacts, les axes prioritaires sur la manière de gérer les migrations et leurs impacts. Ces entretiens ont été complétés avec ceux réalisés auprès des ménages, soit 15 au total.

Exploitation/traitement des données qualitatives

Les données qualitatives, issues des entretiens, ont été transcrites au fur et à mesure que la collecte des données avançait. Les données ont été transcrites et saisies sous Word. Par la suite, une analyse thématique a été faite à l'aide de la méthode d'analyse de contenu, avant qu'on ne procède à une analyse transversale (analyse de contenu, analyse thématique) pour toutes les catégories de personnes interrogées.

3.3 Définition des concepts

Ménage : ensemble constitué par une ou un groupe de personnes apparentées ou non qui reconnaissent l'autorité d'une seule et même personne (le chef de ménage), vivent dans un même logement, prennent souvent leur repas en commun et subviennent en commun aux dépenses courantes.

Chef de ménage : personne reconnue comme tel et dont l'autorité est avérée sur les autres membres du ménage ; il pourvoit également aux besoins et dépenses du ménage. En règle générale, ce statut est attribué à la personne qui est supposée exercer au sein du ménage l'autorité morale et y détenir le pouvoir de décision.

« Vivre » dans un pays : résider dans un pays pendant une période continue de trois mois ou plus.

Immigrant : Un membre du ménage qui est né dans un autre pays, mais est venu vivre au Cameroun.

Migrants absents : Personnes qui vivaient habituellement dans le ménage mais l'ont quitté entre août 2002 et la date de l'enquête, pour aller vivre hors du Cameroun.

Migrant de retour : Membre du ménage qui est né ou a séjourné au Cameroun, mais qui a vécu dans un autre pays pendant trois mois ou plus.

Emigration : Départ du Cameroun pour vivre dans un autre pays.

Immigration : Départ d'un autre pays pour vivre au Cameroun.

Migrations Sud-Sud : Mouvement de migrants internationaux entre les pays qui n'atteignent pas un indice de développement humain (IDH) très élevé selon le classement du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD). Dans son Rapport 2010 sur le développement humain (RDH), les 47 pays classés par le niveau supérieur de leur IDH sont classés comme ayant atteint un très haut IDH et sont donc considérés comme des « pays développés ». Les autres pays de la liste du PNUD sont considérés comme appartenant au Sud et les mouvements de population entre ces pays se réfèrent aux migrations Sud-Sud.

4. Migrations internationales et développement au Cameroun

Ce chapitre présente une analyse de l'état de la question des liens entre migrations internationales et développement.

4.1 Les migrations internationales comme un enjeu des débats politiques et de développement

La question de l'émi-immigration est aujourd'hui au cœur des priorités politiques des Etats en Europe et en Afrique subsaharienne. Au Cameroun, comme dans bien d'autres sociétés africaines, on a assisté à l'irruption de nouveaux acteurs du fait migratoire, des acteurs du lien entre migration internationale et développement, et à de nouvelles formes de mobilités. Au-delà des changements dans les caractéristiques sociodémographiques des migrants (sexe, âge, statut familial, statut professionnel), cette complexification de la nouvelle dynamique migratoire s'exprime d'une part par la diversification des formes spatiales du mouvement migratoire (élargissement des destinations, multiplication des lieux d'émigration, enrichissement du processus migratoire par la multiplication des relais migratoires, la mobilité professionnelle des migrants) ; et d'autre part le contexte international et national des mobilités, l'intensification des échanges entre espaces du déplacement, entre autres. Concernant ce dernier aspect, la mobilité des personnes est devenue un vaste processus de transferts de biens, de capitaux, d'idées et de pratiques.

Les territoires et les sociétés sont continuellement travaillés par les pratiques des acteurs du fait migratoire. Qu'elle soit abordée du point de vue de la gestion des flux, de l'intégration des migrants dans la société d'accueil, du lien entre migration, changement social et développement humain ou de la diversification des formes migratoires (en termes de profil des populations migrantes, de temporalités et de réversibilité des flux, de recomposition géographique des espaces migratoires), la question migratoire reste un sujet d'actualité. Ceci amène à s'interroger sur l'apport des migrations pour le développement. Compte tenu de l'importance des flux d'émigration au départ du Cameroun et du contexte actuel de développement des migrations internationales, notamment l'importance des migrations Sud-Sud, on peut se demander dans quelle mesure l'émigration internationale peut apparaître comme une dynamique participative du développement humain et vers quelle transformation des modalités du développement elle conduit. Quelles sont les possibilités qu'offre l'environnement local pour le rapatriement de l'épargne et son investissement local? Ceci témoigne de la portée des formes migratoires

contemporaines et des types de lien entretenus avec le local (notamment les retours) sur le processus de développement local (Mimche et Tourere, 2009 ; Mimche, 2010).

La circulation des personnes est associée au transfert de compétences et de ressources pour deux raisons au moins. D'une part, la circulation migratoire est un support de la circulation monétaire. D'autre part, les transferts apparaissent souvent comme l'ancrage d'une relation entre milieu d'origine et pays d'immigration, c'est-à-dire une métaphore du retour au pays natal. Par conséquent, on peut comprendre pourquoi les migrants accordent une place de choix aux investissements dans les pays d'origine. De ce fait, la migration et le développement entretiennent des relations étroites spécifiques à des contextes sociopolitiques.

Le phénomène des migrations internationales est désormais une question d'importance qui se pose à l'échelle planétaire. Les fondements en sont multiples et touchent à la fois l'humain, le culturel, le social et l'économique. L'interpénétration des facteurs en jeu rend l'appréhension, l'analyse, et plus loin, la mise en place de dispositifs de facilitation ou de maximisation des bénéfices particulièrement difficiles tant pour les migrants, pour les pays de départ que pour les pays d'accueil. Il est commun de dire que les dynamiques de migration internationale sont porteuses d'enjeux sociaux forts, tant pour les sociétés émettrices des flux que pour les sociétés réceptrices. Bien qu'il ne soit en rien nouveau (comme en atteste la vaste bibliographie qui entoure de près ou de loin le thème), le fait a continué à prendre de l'importance dans un contexte de mise en relation multiforme des sociétés et des territoires que le processus de mondialisation sous-tend. Dans les pays du Nord, comme dans ceux du Sud, nombre de transformations socioterritoriales contemporaines résultent significativement des logiques multiformes de la mobilité, dont les migrations internationales font indiscutablement partie.

Au-delà de la simple mobilité des personnes, la migration est (surtout en Afrique) un vaste processus d'échanges, de transfert de biens, de capitaux, de technologies et de pratiques pour le développement. Les mouvements migratoires influencent notoirement l'organisation de régions ou sociétés entières, la nature de leur système de production et les processus de développement dans les pays de départ ou d'expansion dans les pays d'accueils.

Les relations entre migrations internationales et développement peuvent être considérées dans les deux sens, de façon dynamique, chaque composante pouvant influencer favorablement ou défavorablement sur l'autre. Les apports

potentiels en la matière sont tout de même à relativiser et les stratégies de développement ne peuvent être aucunement cantonnées à la dimension migratoire. Faut-il rappeler que le développement est un processus complexe, ancré dans une transformation profonde, endogène, des sociétés. L'aide au développement, pour peu qu'elle soit utile, ne fait pas le développement ; elle peut en être tout au plus le catalyseur.

Envisagés sous l'angle du développement économique et humain,⁵ les liens entre migration et développement se rapporteront notamment aux transferts financiers et à la possibilité d'accroître leurs impacts dans les pays de départ, aux expériences et savoir-faire acquis lors de migrations temporaires et leurs mobilisations dans les pays d'origine tant dans l'emploi salarié que dans le cadre de la création d'activité, aux rôles des diasporas.

Alors que les migrants ont été pendant longtemps perçus dans certains pays comme un danger à la stabilité sociopolitique, parce qu'étant partis à cause des idéaux démocratiques qu'ils défendaient, les perceptions des migrants semblent avoir quelque peu changé dans plusieurs pays africain. En effet, grâce au vent de la démocratisation dont le corollaire a été la promotion de la liberté d'association et d'expression, les autorités politiques semblent avoir compris que ces acteurs peuvent constituer un potentiel pour le développement de leur pays d'origine. Ceci peut se traduire par des changements institutionnels observés çà et là en Afrique où les institutions ont été mises en place pour prendre en compte les migrants. A titre d'exemple, on parle de plus en plus, dans les pays comme le Sénégal ou le Mali, de Maliens ou de Sénégalais de l'extérieur. Jadis considérés comme des déviants ou des hyper conformistes, les migrants internationaux sont aujourd'hui perçus comme des acteurs de développement local et ce statut leur est de plus en plus reconnu à travers les organisations sociales de la société civile qu'ils mettent en place pour soutenir

5 Le caractère globalisant du concept de développement avait conduit le PNUD à proposer en 1990 un nouveau concept dynamique qui essaie de prendre en compte l'ensemble des facettes du bien-être et de la qualité de vie des populations. Il s'agit du concept de développement humain, qui se définit comme étant « *un processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des possibilités qui s'offrent à chacun. En principe, elles sont illimitées et peuvent évoluer avec le temps. Mais quel que soit le stade de développement, elles impliquent que soient réalisées trois conditions essentielles :*

- a. *vivre longtemps et en bonne santé,*
- b. *acquérir un savoir,*
- c. *et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. »*

(PNUD, 1990 : 10).

L'indicateur de développement humain (IDH) intègre ainsi les trois dimensions prioritaires que sont la longévité (qualité de la vie et bien-être), l'éducation (dimension sociale) et les ressources (revenu, dimension économique).

le développement local. Au Sénégal, l'Etat a mis en place depuis quelques années le Ministère des Emigrés, puis le Conseil Supérieur des Sénégalais de l'Extérieur. Au Mali, il existe aussi le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur.

Au Cameroun, le service des Camerounais de l'extérieur au MINREX semble aussi avoir connu un regain de vitalité suite au discours de campagne du président Paul Biya en 2011, qui invitait ses compatriotes de tout bord à revenir contribuer aux initiatives de développement. Dans le but de renforcer davantage les liens avec sa diaspora, des réflexions qui sont engagées permettront : i) la création d'une structure étatique ou d'une structure associative telle que le Haut Conseil représentatif de la diaspora et d'une Agence nationale des Migrations ; ii) la mise en place de mesures incitatives à l'investissement (exonérations d'impôts, négociations de mesures fiscales incitatives à l'investissement avec les partenaires au développement) ; iii) la facilitation de l'accès au crédit pour attirer les investissements de la diaspora ; iv) la création d'un fond de garantie pour les projets et opérations concernant les Camerounais de l'étranger ; v) la réduction des coûts des transferts de fonds vers le Cameroun. Dans le but de mieux gérer les flux migratoires, y compris les migrations professionnelles, un certain nombre d'accords de partenariat ont été signés entre le Cameroun et certains partenaires au développement. Il s'agit par exemple de l'accord entre le Cameroun et le gouvernement français, relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire. Sur le plan de la migration professionnelle, cet accord stipule que, « *les deux Parties conviennent de développer entre elles des échanges des jeunes professionnels camerounais [sic !] ou français, âgés de 18 à 35 ans, déjà engagés ou entrant dans la vie active qui se rendent dans l'autre Etat pour améliorer leurs perspectives de carrière grâce à une expérience de travail salarié dans une entreprise qui exercent une activité de nature sanitaire ; sociale, agricole, artisanale, industrielle, commerciale ou libérale et approfondir leurs connaissances dans la société d'accueil* » (Accord France Cameroun relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire, signé en 2009 pour le gouvernement de la République française par le Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, et pour le gouvernement de la République du Cameroun par le Délégué à la présidence, chargé de la défense).

Depuis quelques années, les coopérations bilatérale et multinationale ont vu apparaître d'autres acteurs institutionnels dont les collectivités territoriales. Cette sphère politique doit désormais composer avec les ONG mais aussi plus récemment avec les organisations de solidarité internationale issues des

migrations. Dans le contexte actuel de la décentralisation, ces nouvelles formes de la coopération internationale montrent les enjeux à venir de la question du développement en Afrique. Ainsi, les pratiques des actions de développement des associations de solidarité internationale se diversifient et touchent à divers secteurs de la vie sociale : éducation, santé, eau et assainissement, parmi d'autres. Devenues élément constitutif du développement local, ces organisations de la société civile sont aussi portées par les organisations internationales pour combattre la pauvreté et accompagner leurs politiques d'*empowerment*. Les organisations de la société civile sont devenues pour les uns facteur de 'contre-pouvoir' et pour d'autres un enjeu majeur de partenariat avec les Etats, tout en dépendant des réalités démocratiques des pays du Sud mais aussi du Nord. Expression de ce qui est dénommé la 'coopération directe' entre sociétés, les organisations de solidarité internationale issues des migrations se positionnent désormais comme des acteurs important du développement local et dont les interventions peuvent contrarier les politiques publiques. Ce qui nécessite pour les Etats africains un encadrement institutionnel si l'on veut sauvegarder l'idéal de la cohésion sociale qu'elle risque à terme de compromettre.

Les associations de solidarité internationale sont aujourd'hui à un tournant ; la complexité croissante des enjeux, l'évolution des sociétés et l'éclatement des menaces, qu'elles soient sur la sécurité humaine ou de nature environnementale, demandent une adaptation de leurs pratiques. Composées de bénévoles, elles n'ont pas nécessairement le temps ni les capacités d'intégrer ces nombreuses dimensions, de renouveler leurs pratiques, d'échanger et de se former, de motiver de nouveaux bénévoles, d'imaginer des moyens nouveaux pour sensibiliser des publics souvent très sollicités. Elles ne peuvent être considérées comme des organismes relevant de l'action sociale puisque leurs activités sont essentiellement localisées dans le pays d'origine, elles ne peuvent pas non plus être considérées comme des instruments de la coopération puisque initiés par des émigrés. Elles assurent une interconnexion des pôles de la migration, c'est-à-dire les lieux d'immigration et les zones d'émigration à travers des activités de développement concerté et/ou de co-développement. Le contexte actuel de décentralisation constitue une opportunité pour instaurer un dialogue politique avec les migrants dans un environnement de dynamisme associatif. Avec un transfert par l'Etat de compétences particulières et de moyens appropriés aux collectivités territoriales décentralisées, la décentralisation offre « *un cadre politique susceptible de légitimer l'initiative des personnes émigrées, de leur conférer une nouvelle dimension, de favoriser leur insertion*

citoyenne [...] A certaines conditions, les notions d'intérêt collectif et de bien public introduites dans les villages à l'occasion des projets de développements impulsés par les associations d'émigrés : écoles, distribution d'eau potable, barrages, routes entraînent la recomposition des alliances, donnent forme et contenu à la politique des communes » (Quiminal, 2006 : 239).

4.2 Contribution des migrants au développement

Les migrations sont porteuses d'enjeux et potentiels pour les sociétés de départ des migrants comme pour les sociétés qui les accueillent. Dans ces sociétés, ces enjeux peuvent être examinés à plusieurs niveaux : individuel, du ménage ou sociétal et communautaire. Aujourd'hui les problématiques posées par les flux migratoires internationaux offrent un vaste champ d'analyse mobilisant une extrême diversité d'approches disciplinaires. La prise en compte des enjeux de développement soulevés par les mobilités et les migrations internationales ne sont pas actuelles dans le champ des sciences de la population. Elles sont anciennes, bien que les dynamiques sociales et culturelles et les effets non économiques des migrations dans les lieux d'émigration aient été peu explorées (Faret, 2004). Face au développement des flux migratoires et de leurs impacts sur le développement des communautés d'origine des migrants ou celle d'accueil, de nombreux travaux se sont focalisés sur les apports des migrations dans le développement des pays d'origine, en mettant de ce fait en parallèle les envois de fonds des migrants vers leurs pays d'origine autant avec les investissements directs étrangers (IDE) qu'avec l'aide publique au développement (APD) dont les écarts ne cessent de s'accroître (Baby-Colin et al., 2009 ; Adepoju, 2011), mais également d'autres formes de contributions immatérielles. Ainsi, plusieurs approches ont été développées pour mettre en relief les impacts des migrations sur le développement des pays de départ, y compris ceux en voie de développement. Dans une étude menée par IPPR, une approche méthodologique pour l'analyse des impacts des migrations est proposée à partir d'un ensemble d'indicateurs. D'après cette approche, les migrations peuvent influencer le développement humain à travers plusieurs dimensions, telles que l'économie, l'éducation, la santé, les relations de genre, la gouvernance, l'environnement (Chappell et Sriskandarajah, 2007). Par ailleurs, on suppose que lorsque les migrants retournent ils apportent des compétences et connaissances dans leurs pays (Haas, 2012). Ce qui amène plusieurs Etats et agences de développement à prendre conscience de la place qu'occupent les migrations dans les processus de développement dans les pays

en développement (Haas, 2012), avec notamment les effets des retours des migrants dans les communautés d'origine. C'est dans ce sens que Mimche et Tourere (2009) montrent que les migrations participent d'une dynamique de recomposition sociale et des territoires dans les zones affectées par ces flux.

Dans une publication récente sur les migrations au Sud, Baby-Colin, Cortes, Faret et Guétat-Bernard (2009) montrent que la construction de nouveaux territoires de la mobilité expriment la diversité des trajectoires migratoires depuis le Sud vers les pays d'autres pays du Sud et/ou du Nord à partir des logiques des organisations collectives et des réseaux qui se mettent en place pour soutenir les migrations internationales et leur contribution au développement ou encore sur les dynamiques socioculturelles associées au fait migratoire. Ainsi, les enjeux des migrations ne sont pas seulement économiques, mais touchent aux aspects sociaux, culturels, et politiques. Cette approche est fondée sur la notion de développement humain (Melde, 2012).

Dans un monde économiquement et socialement en crise, la migration est aujourd'hui plus que par le passé un thème très débattu tant dans le monde scientifique que politique, faisant même l'objet d'enjeux électoralistes dans de nombreuses sociétés occidentales. Confrontés au problème du chômage, les principaux pôles d'immigration que sont les pays développés n'hésitent plus à limiter l'entrée d'immigrants sur leur territoire à travers des politiques sélectives. Ceci n'est pas sans conséquence quand on sait le rôle important que joue la diaspora pour nombre de pays en développement. Selon la Division de la population des Nations unies, plus de 214 millions de personnes, soit 3,1 % de la population mondiale, vivent hors de leur pays de naissance. En 2010, la totalité des envois de fonds des migrants dans le monde est évaluée à 440 milliards de dollars E.-U. dont 325 milliards, soit 74 %, à destination des pays en développement. De loin supérieurs au montant de l'APD et quasiment aussi importants que celui des IDE, les envois de fonds représentent plus de 10 % du produit intérieur brut au niveau global (Banque mondiale, 2011a). Cependant, une partie très limitée est envoyé aux pays ACP, y inclus le Cameroun.

Comme précisé plus haut, dans la plupart des pays d'Afrique, la migration internationale contribue au développement du pays à la fois sur le plan économique, politique et humain ou social. C'est le cas du Maroc, qui a reçu six milliards de dollars E.-U. en 2006, soit 10 % de son PIB, mais aussi du Mali (12,5 % du PIB), du Lesotho (27 %) et des Comores (21 %) où ces transferts dépassent même le budget de l'Etat. Ils sont généralement supérieurs à l'aide au développement et aux IDE dans les pays récepteurs. Dans ces pays, des banques sont créées pour faciliter le transfert des ressources des pays

d'immigrations vers le pays d'origine. En Afrique centrale, le Rapport Zone franc 2005 de la Banque de France montre que les transferts de fonds des migrants ont pris beaucoup d'importance au cours de la dernière décennie. Au Cameroun, on est passé de 11 millions de dollars en 2000, à 77 millions de dollars en 2005 et à environ 167 millions de dollars en 2007. Les données de la Banque mondiale montrent que les envois de fonds de l'étranger vers le Cameroun représentaient 0,6 % du PIB en 2006,⁶ contre 0,1 % en 2000 et 0,5 % en 2005 (graphique 1.1). Si l'on tient compte des envois non déclarés, que ce soit par des canaux officiels ou informels, le volume réel de ces transferts est probablement plus élevé. En ce qui concerne le Cameroun en particulier, les transferts de fonds effectués par les émigrants camerounais étaient estimés à 167 millions de dollars en 2007, représentant seulement 0,8 % du PIB. En 2010, on les estime à 148 millions de dollars E.-U.⁷ (Banque mondiale, 2011a).

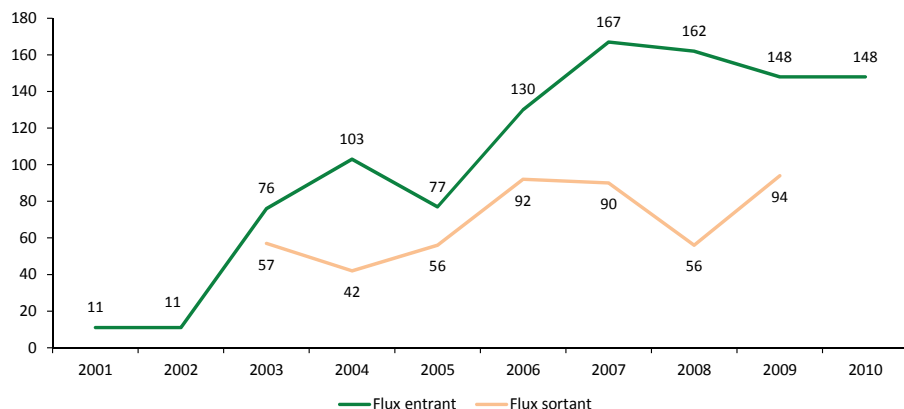
Cependant, le montant exact des transferts est souvent supposé être largement supérieur en raison des flux non enregistrés de fonds à travers les canaux formels et informels et aux transferts en nature, surtout ceux provenant des pays voisins. En effet, des études sur des couloirs migratoires spécifiques en Afrique (par exemple Tanzanie-Ouganda par OIM, 2009) ont établi que plus de 60 % des migrants préfèrent transférer à travers la voie informelle. Ceci veut dire que le montant des transferts entrant au Cameroun en provenance d'autres pays africains est très probablement plus élevé que ce qui est enregistré. Ceci dénote le besoin d'une recherche accrue sur le sujet. Par ailleurs, une autre raison qui pourrait être derrière le niveau bas des transferts est le manque de stratégies gouvernementales pour attirer les transferts à travers des mesures convenables. La préparation d'un cadre institutionnel et d'un environnement encourageants pourra amener les membres de la diaspora à prendre des décisions suffisamment informées.

Par ailleurs, il est important de souligner que le Cameroun n'est pas uniquement un pays bénéficiaire de transferts de fonds mais également un pays d'envois, bien que les entrées soient supérieures aux sorties. L'on peut observer que les envois du Cameroun à destination de l'étranger ont également connu une légère hausse en passant de 57 millions de dollars en 2003 à 94 millions de dollars en 2009 (Banque mondiale, 2011a).

6 www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances.

7 La baisse observée ici est consécutive à la crise financière de 2008.

Graphique 4.1 : Évolution des envois des fonds à destination/provenance du Cameroun (en millions de dollars E.-U.)



Source : Banque mondiale, 2011a.

Concernant les impacts, le secteur de la santé est l'un des plus touché par la migration au Cameroun. Quelques 572 médecins Camerounais et 1 338 infirmiers travaillaient dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) en 2000 (Buchan, 2008). En 2000, le taux d'émigration des diplômés du tertiaire est de 14,6 % avec des différences importantes entre les catégories socioprofessionnelles. A l'heure où l'Europe décide de procéder à une sélection sociale parmi les candidats à l'émigration internationale, les pays en développement doté d'un potentiel humain comme le Cameroun risquent d'être considérablement affectés, soit à cause des conditions de vie et de travail au niveau local, soit à cause des facilités d'accumulation du capital que propose le marché international du travail. Ce qui affecte particulièrement les secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de la santé et de la technologie. A terme, cette situation n'est pas sans conséquence sur le développement. Dans les migrations de personnel hautement qualifié, le secteur de la santé est particulièrement touché de même que l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Plusieurs études montrent que dans un contexte caractérisé par l'immigration choisie, une sélection est faite dans les secteurs clés de la vie économique. En conséquence, l'émigration internationale de professionnels de santé confronte les systèmes de santé africains à de nouveaux défis. On peut également souligner les effets des retours des migrants qui se sont formés à l'étranger ou qui ont acquis des expériences qu'ils mettent au profit de leurs pays d'origine. Mais cette dimension est très peu documentée.

La migration de retour est un domaine encore insuffisamment exploré en Afrique (Manga, 1994), principalement du fait d'une insuffisance de données. Il est donc difficile de faire ici un état des lieux sur ce phénomène. Du fait d'une causalité ambiguë, le lien entre la migration de retour et le développement n'est pas aussi évident qu'il ne le semble (Charbit, 2007). Si le développement du pays d'origine entraîne une diminution des flux migratoires, et par conséquent des transferts, d'après la théorie de la courbe en U renversée, ou théorie de la « *bosse migratoire* », une crise à l'étranger conduit au même effet, c'est-à-dire à une diminution des transferts et donc une moindre contribution au développement, voire à l'effet contraire. En effet, durant la crise pétrolière des années 1974, alors que les licenciements se sont traduits immédiatement par une diminution des transferts, tel n'a pas été le cas en Turquie. On a plutôt observé une augmentation des transferts à la faveur de la hausse du prix du pétrole.

En général, le retour des migrants, notamment les ressortissants les plus qualifiés, et leur réinsertion dans le pays d'origine favorisent le développement grâce au capital financier et humain dont ils se sont dotés à l'étranger. À l'aide des données de l'Enquête sur les Migrants de retour dans la région de Tanger-Tétouan au Maroc, Khachani (2011) montre que la crise de 2008 a incité de nombreux migrants marocains à quitter l'Espagne, deuxième destination après la France, pour retourner au Maroc. Malgré le fait que le revenu (épargne transférée au Maroc dans la perspective d'un retour éventuel) du migrant de retour soit affecté en priorité à la satisfaction de besoins fondamentaux de la famille, une partie de ce revenu est investie principalement dans l'immobilier, le commerce et la restauration. Par ailleurs, le retour des migrants dans leurs pays d'origine est tout aussi bénéfique au plan social, notamment sanitaire. Du fait de leur expérience à l'étranger, les migrants qui rendent visite à leurs familles d'origine ou rentrent au pays peuvent y rapporter certaines pratiques, par exemple l'habitude de boire de l'eau potable, de ne pas vivre dans les mêmes pièces que les animaux ou de pratiquer un bilan de santé annuel (PNUD, 2009). Toutefois, lorsque des maladies infectieuses sont susceptibles d'être contractées dans les pays d'accueil, le retour au pays peut présenter des risques significatifs pour la santé des familles restées sur place. Le risque de contracter le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou d'autres maladies sexuellement transmissibles peut être particulièrement élevé.

En 2006, la typologie des investissements réalisés dans la ville de Yaoundé par les migrants de retour, révèle que près de la moitié des investissements réalisés étaient du ressort du domaine de l'immobilier (47 %) quand seulement 26 % de

leurs investissements étaient consacrés à l'acquisition de boutiques (cafétéria, salon de coiffure, restaurant) à usage commercial (Seke et Ouedraogo, 2012).

Dans une étude récente, Mimche (2010) montre que les retours migratoires génèrent des dynamiques de développement local, en termes d'infrastructures, qui contribuent à la structuration de l'espace local et donnent lieu à de véritables dynamiques de transformations des territoires et des sociétés. Dans les régions des Grassfields du Cameroun, où on observe ces types de flux, les transformations sociospatiales se traduisent aussi dans les rapports sociaux qu'entretiennent les migrants avec l'espace et les nouvelles pratiques résidentielles. Deux modèles de comportements résidentiels divergents peuvent être relevés chez ces élites économiques :

- la tendance au repli identitaire par le développement des investissements mobiliers au sein de grandes concessions familiales d'une part et ;
- d'autre part l'émergence d'une conscience de classe dont la matérialisation est le retrait dans de nouveaux quartiers résidentiels en constitution dans les périphéries des villes.

Dans le premier cas, ces pratiques résidentielles sont des stratégies de mobilité sociale sur le plan traditionnel par l'acquisition de titres de noblesse (à travers l'héritage), alors que dans le second cas, la mobilité est procurée par cette identification de soi à un nouveau groupe de référence à savoir la classe bourgeoise principalement constituée d'intellectuels, d'hommes d'affaires et de hauts cadres de l'administration. Le développement de ces quartiers résidentiels devient un ethos de classe.

4.3 Migrations et dynamiques sociofamiliales

Les enjeux migratoires sont d'ordre économiques, (géo) politiques, mais surtout sociaux, familiaux et démographiques. La famille est le reflet de la société et constitue le lieu à partir duquel on peut comprendre les transformations sociales liées aux processus migratoires (Mimche, 2007). Face au développement quantitatif et qualitatif des migrations internationales, les familles du Sud connaissent des modifications profondes de traditions le plus souvent perçues comme « immuables » en Occident. Ainsi, les structures familiales sont aujourd'hui ancrées dans une dynamique de changement social, elle-même liée aux mutations (politiques, économiques, démographiques, culturelles, sociales et historiques) de la société globale sous-tendue par une logique de généralisation de flux migratoires. En conséquence le thème de

la famille occupe actuellement une place importante dans les discours sur la migration. Ainsi, de nombreux travaux ont relevé les interactions entre (im)migrations et changements sociaux ou familiaux, par rapport à l'intégration des migrants.

Dans toutes les sociétés, des formes particulières de familles émergent (familles monoparentales, familles recomposées, familles polynucléaires, familles sans co-résidence, familles conjugales, entre autres) sous l'effet des mobilités. Cette configuration a amené les spécialistes de la famille à penser à de nouveaux modèles familiaux et au devenir de la famille dans le contexte actuel de la mondialisation des flux migratoires. A propos du contexte contemporain, les travaux récents ont insisté sur la complexification des structures familiales. Les interactions famille-migration sont largement diabolisées : la famille serait un instrument de contournement des règlements (regroupement familial), un objet de transgression de la loi (mariages « blancs », mariages forcés), voire un obstacle à la bonne insertion des enfants (familles supposées démissionnaires, en particulier lorsqu'elles sont monoparentales ou polygames). Le développement des flux migratoires est un facteur de reconfiguration des familles dans la mesure où la migration perturbe la structure familiale. Les nouvelles formes de résidence entre membres des familles ou entre conjoints, l'évolution des statuts familiaux et bien d'autres indicateurs des changements familiaux tendent de plus en plus à être saisis comme une trajectoire d'institutionnalisation de nouvelles formes de familles. Cet état de fait conduit à soutenir que les structures familiales sont actuellement prises dans une dynamique économique, sociale, politique et démographique qui exige à brève échéance des transformations, des règles nouvelles.

Pour les sociétés de départ, les travaux ont généralement montré comment la migration peut apparaître comme une dynamique de changement familial, et vers quelle transformation des modalités de vie familiale elle conduit. Dans ce sens, les conséquences de l'émigration sur la société de départ sont particulièrement visibles au niveau des structures familiales. Gregory écrit à ce sujet que : *« Le départ de quelqu'un (ou de quelques-uns) est un défi pour le système de production et d'autorité, dans la mesure où le plus souvent les émigrants sont jeunes (entre 15 et 30 ans) et surtout de sexe masculin. Ce sont physiquement les plus productifs des hommes qui partent. Ce peut aussi être une menace pour l'autorité paternelle ou patriarcale : le jeune peut échapper plus facilement à la domination des aînés, accroître son autonomie, fonder même plus aisément une nouvelle famille. [...] En même temps, la migration peut être un élément de stabilisation dans les communautés rurales. [...] Les migrations africaines depuis la fin du XIX^{ème} siècle ont à la fois renforcé et*

changé la perception et la réalité des rôles masculins et féminins » (1988 : 387). Quant aux sociétés d'accueil, deux thèses principales se confrontent et tendent à montrer que les mélanges de cultures qu'induisent les migrations ont des retombées sociales, démographiques, économiques, politiques et familiales. La première, de nature optimiste, met l'accent sur le processus d'intégration des immigrants et de leurs familles, en termes d'acculturation des générations issues de l'immigration. La seconde permet de mettre en exergue la théorie de la « *désorganisation familiale* » et de la « *nucléarisation familiale* ». Cette approche s'est développée autour du concept « *d'assimilation* », phénomène produit par la situation d'immigration. Analysant les enjeux familiaux de l'immigration, plusieurs auteurs ont relevé les effets de l'assimilation sur la reproduction sociale et culturelle du groupe social de base. A titre d'illustration, les travaux sur les immigrés africains en Europe mettent en relief le risque de la « dislocation » familiale à travers un certain nombre d'indicateurs : la décohobitation familiale et conjugale, la diminution de l'autorité du père sur sa femme et sur ses enfants, l'effritement des rapports familiaux dû au déclin de la solidarité et de la socialisation familiale, la déchéance des langues maternelles des immigrés au profit du français et de l'anglais, entre autres. Les structures familiales changent au fur et à mesure qu'elles s'adaptent aux transformations politiques, économiques, sociales et culturelles imposées par le contexte d'immigration dans la société d'accueil.

Les migrations engendrent des contextes sociaux qui favorisent la persistance, la disparition progressive, la reconfiguration ou le développement de certaines formes de la famille. L'on assiste à la montée de nouvelles valeurs qui sont de moins en moins considérées comme des formes pathologiques d'action et de vie sociale. Ainsi, des pratiques telles que la sexualité pré-nuptiale donnent lieu à l'émergence des naissances préconjugales, des familles monoparentales, du phénomène de femmes chefs de ménages, et des interruptions volontaires de grossesse. De nouvelles formes de conjugalités et de résidences prennent corps et se formalisent dans la société. La décohobitation conjugale et familiale met la famille contemporaine face à de nouveaux défis (monoparentalité, santé de la reproduction des adolescents, éducation des enfants, entre autres). Le rythme et la brutalité des dynamiques familiales font penser à une crise de l'institution sociale de base ; crise que les tenants de l'école culturo-fonctionnaliste ont très tôt considérée comme sonnant le glas de la famille traditionnelle, consacrant ainsi la montée de la famille conjugale. Compte tenu de tout ce qui précède, l'on doit prendre en considération les dynamiques familiales dans l'analyse des dynamiques sociales, et surtout le vécu quotidien des immigrants à partir de cet élément fondamental de la société africaine qu'est la famille. Face aux

valeurs nouvelles que véhicule la société d'accueil des immigrants et surtout aux contraintes des dynamiques d'insertion sociale, la famille est confrontée à de nouveaux défis. Elle est tenue par conséquent de s'adapter.

Par ailleurs, la migration procure une sécurité sociale mais surtout économique au migrant mais également à sa famille restée au pays, grâce aux transferts qui en découlent. Au plan individuel, l'émigration constitue un moyen de réalisation sociale pour le migrant et un indicatif de réussite personnelle facilitant une certaine mobilité sociale. En effet, *« dans le monde rural, il devient un notable local dont l'avis sur différentes questions est demandé par les membres de la famille et de la tribu, et il est fréquemment sollicité pour préparer le départ d'autres membres de la famille »* (Khachani, 2007 : 213). Bien évidemment, ces transferts constituent un revenu pour le migrant une fois de retour dans son pays d'origine. Cependant, la migration peut être le fruit d'une stratégie familiale et non individuelle de diversification de revenus et de couverture dans un contexte d'imperfection du marché et d'incertitude : les transferts constituent dans ce cas précis un aspect endogène du processus migratoire (Straubhaar et Vadean, 2005). La migration assure ainsi une dispersion des sources de revenu et permet éventuellement l'adoption de techniques de production plus risquées que les techniques traditionnelles grâce au versement de transferts. Il s'agit d'un mécanisme de « coassurance », d'accord « mutuellement » bénéfique, car le financement du projet migratoire par la famille lui offre une protection contre d'éventuels chocs externes.

Conclusion partielle

Les migrations internationales constituent un véritable défi pour le monde contemporain. Elles sont devenues aujourd'hui un sujet d'une actualité brûlante dans toutes les sociétés comme en témoignent la place qu'elles occupent dans les débats politiques dans les pays du Nord et les initiatives politiques de développement dans les pays du Sud. Les fondements en sont multiples et touchent à la fois l'humain, le culturel, le social et l'économique. Par ailleurs, les enjeux qui sous-tendent ces migrations sont multiples et dépassent le simple cadre économique pour soulever des préoccupations de développement humain et politique. L'interpénétration des facteurs en jeu rend l'analyse, et même, la mise en place de dispositifs de facilitation ou de maximisation des bénéfices particulièrement difficiles tant pour les migrants, pour les pays de départ que pour les pays d'accueil. Le phénomène des migrations internationales est désormais une question d'importance qui se pose à l'échelle planétaire dans la mesure où la mobilité sous toutes ses formes a toujours été un mode de vie ou, plus souvent, une stratégie de survie.

Depuis les années 1990, les modifications de l'environnement économique, social et géopolitique ont remis en cause les politiques de développement et les théories sur lesquelles elles se fondaient. Dans le même temps, à travers leurs investissements et les transferts effectués vers les familles d'origine, les migrants devenaient des acteurs des transformations sociospatiales. Le rôle des migrants dans la promotion du développement se manifeste par les ressources humaines, économiques et culturelles drainées, créées, redistribuées, et par les enjeux créés dans les différents territoires d'origine et d'arrivée - sinon d'accueil. Les débats actuels sur l'ampleur et la portée des retombées des migrations ne prennent pas assez en compte les dynamiques différentielles des espaces, facteurs d'inégalités déterminantes des mobilités et peut-être accrues par elles, l'émergence de réseaux de migrants, les rôles respectifs des transferts, des réseaux locaux de financement et des investissements publics et surtout des remises non matérielles générés par les migrations et les retours des migrants dans leurs sociétés. Depuis longtemps, plusieurs théories des migrations en général ont montré les liens entre ces formes de mobilité humaine et les processus de développement à travers les logiques qui les motivent et les processus de transferts inhérents à ces formes de mise en commun des territoires, c'est à dire à la facilitation des échanges migratoires et des transferts facilités aussi par le contexte de mondialisation. Les transformations et la complexification des logiques et processus migratoires internationales à différentes échelles (régionales et intercontinentales) amènent à reconsidérer les interactions entre migrations internationales et développement des zones d'origine des migrants en Afrique. En effet, les mobilités internationales sont corrélées aux problématiques posées par les diverses formes de remises générées par ces flux. Les formes de transferts (en espèces, en nature, en équipements) qu'on observe justifient l'intérêt qu'il y a à prendre en compte de les usages et les enjeux des transferts matériels et immatériels générés par ces flux. Dans ce contexte, les sciences sociales doivent contribuer à l'analyse du rôle des migrants comme des acteurs du développement tout particulièrement aux échelles régionales et locales qu'impose la décentralisation administrative en cours. Ce qui invite à sortir les conceptions du développement des cloisons d'une vision économiste pour interroger le rôle des migrants internationaux dans la transformation des dynamiques sociales, politiques et culturelles de leurs localités d'origine (Mimche, 2010). Cette approche des liens entre migrations et développement est fondée sur l'idée selon laquelle les flux sont des vecteurs de transmission d'informations, de pratiques, de manières d'agir, de penser et de sentir entre les différents pôles migratoires, c'est-à-dire les lieux d'émigration et ceux d'immigration (Faret, 2004).

5. Les émigrants internationaux et leurs impacts sur le développement humain au Cameroun

Ce chapitre décrit le profil des émigrants, les motifs de leur migration, les conséquences et les impacts pour les émigrants eux-mêmes ainsi que pour leurs ménages de départ. Dans le cadre de cette étude, l'émigrant du ménage, encore appelé le migrant absent, fait référence à toute personne ayant quitté le ménage enquêté, au cours des dix dernières années, pour aller vivre dans un pays étranger et qui depuis lors réside toujours à l'étranger.

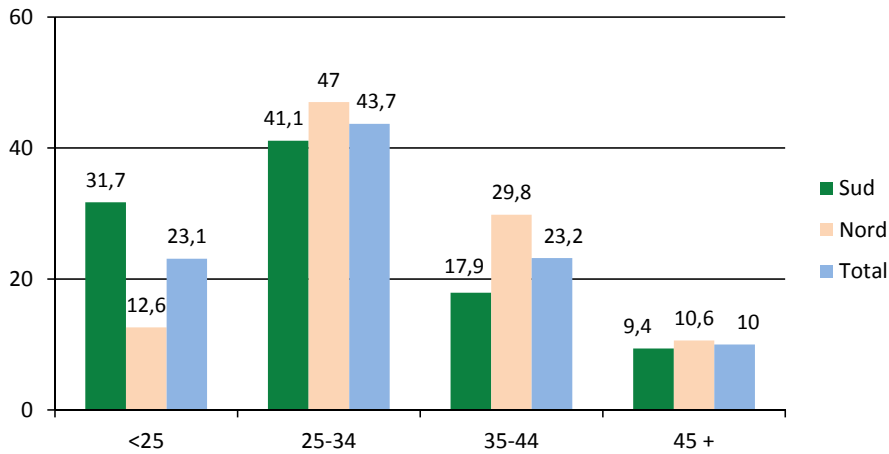
5.1 Profil des migrants absents et motif de la migration

Age et sexe des migrants absents

Les migrants absents sont généralement de jeunes adultes. Près de neuf migrants absents sur dix ont un âge inférieur à 45 ans. Cette tendance est observable quelle que soit la destination Nord ou Sud. Par ailleurs, il existe une association significative entre l'âge et la région de résidence des migrants absents. On constate par ailleurs que les migrants absents résidant au Sud sont relativement plus jeunes que ceux du Nord. En effet, la moyenne d'âge des migrants absents résidant au Sud est de 30,2 ans contre 33,8 ans pour ceux vivant au Nord (graphique 5.1).

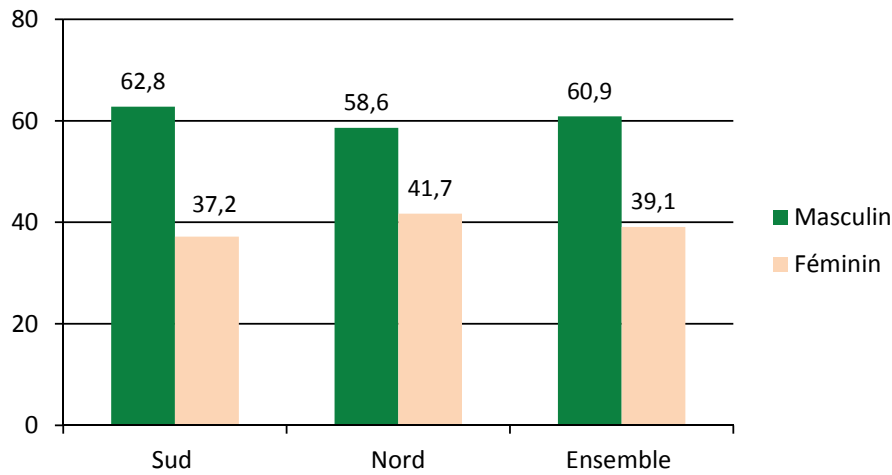
La répartition des migrants absents selon le sexe laisse constater une prédominance de la migration masculine. En effet, sur un total de 592 migrants absents rapportés par les ménages enquêtés, 60,9 % sont des hommes contre seulement 39,1 % de femmes (graphique 5.2). Il n'existe pas une différence significative de la répartition des migrants par sexe dans les deux principales zones de destination (Sud et Nord).

Graphique 5.1 : Répartition des migrants absents selon l'âge et le pays de résidence (en %)



Source : Données des auteurs - Sauf mention contraire, les sources des graphiques et des tableaux proviennent des données de l'enquête.

Graphique 5.2 : Répartition des migrants absents selon le sexe et le pays de résidence (en %)



Niveau d'éducation du migrant absent au départ et domaine de formation dans le supérieur

L'émigration draine une population relativement instruite. En effet, la majorité des migrants absents avaient un niveau d'éducation de secondaire (53 %) et 19,3 % un niveau supérieur au moment de leur départ. Très peu de migrants absents étaient partis sans niveau d'éducation (4,7 %) et seulement 2,1 % n'avaient fait qu'une école coranique (graphique 5.3).

On note une association significative entre le niveau d'éducation et la zone de résidence et le schéma observé précédemment change lorsqu'on considère la destination de ces migrants. Les migrants en direction du Sud ont un niveau d'éducation moins élevé que ceux migrant vers le Nord. Tandis que les migrants de niveau coranique et primaire sont de proportions résiduelles dans le Nord (respectivement 0,2 % et 6,2 %), ils sont proportionnellement importants dans le Sud (3,6 % et 31,1 %). Les niveaux secondaire et supérieur sont mieux représentés parmi les migrants en direction du Nord (respectivement. 59,6 % et 29,5 % contre 47,6 % et 11,1 % dans le Sud). Autrement, dit, l'élite intellectuelle se dirige plus souvent vers les pays du Nord que vers ceux du Sud.

Graphique 5.3 : Répartition des migrants absents selon leur niveau d'éducation et leur pays de résidence (en %)

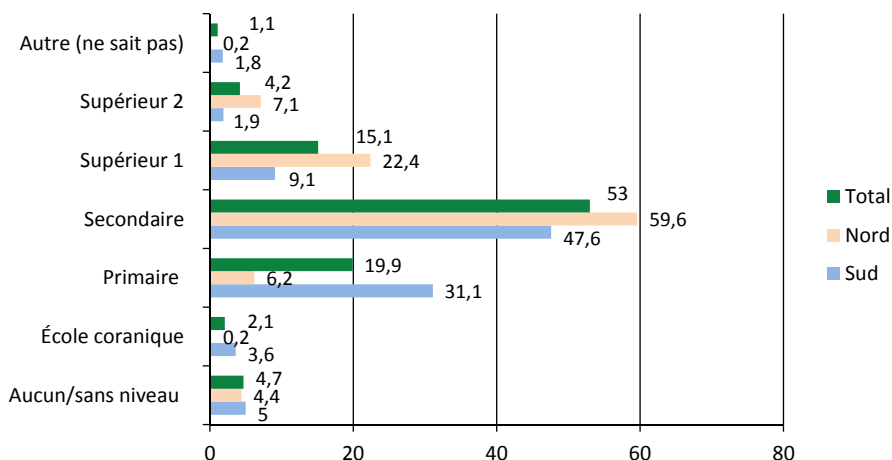


Tableau 5.1 : Répartition des migrants absents selon leur domaine de formation dans le supérieur et leur pays de résidence (en %)

Formation dans le supérieur	Zone de résidence		
	Sud	Nord	Ensemble
Médecine	5,1	17,5	13,6
Enseignement	0,0	0,7	0,5
Droit	17,0	6,5	9,8
Sciences sociales	10,1	15,2	13,6
Arts et lettres	18,3	12,1	14,1
Science	21,5	18,8	19,6
Ingénierie	13,7	13,7	13,7
Commerce	3,3	4,8	4,4
Autre	11,0	10,7	10,8
Total	100,0	100,0	100,0
Effectif total	37	108	145
$p=0,894$			

Pour les migrants absents de niveau supérieur, il a été rapporté que leurs domaines de formation étaient plus les sciences (19,6 %), les arts et lettres (14,1 %), les sciences sociales, la médecine et l'ingénierie (environ 13,6 % respectivement) (tableau 5.1). Le domaine de formation dans le supérieur ne semble pas être associé à la zone de résidence actuelle du migrant absent. Au Nord, comme au Sud, les migrants absents sont plus formés dans le domaine des sciences (18,8 % et 21,5 % respectivement). Cependant, il semble que la médecine est plus représentée au Nord (17,5 %) alors qu'au Sud ce sont les arts et lettres qui sont la deuxième formation la plus représentée (18,3 %).

Lien de parenté du migrant absent avec le chef de ménage

Il ressort du tableau 5.2 que parmi les membres du ménage, les enfants du chef de ménage sont les plus susceptibles de partir ou d'être envoyés à l'étranger. En effet, 38 % des migrants absents sont des enfants du chef du ménage qu'ils ont quitté. De plus, il existe une association entre le lien de parenté du migrant avec le chef de ménage enquêté et sa zone de résidence. Ainsi, les enfants du chef de ménage sont plus représentés dans les pays du Nord que dans le Sud (41,4 % contre 35,2 %). Le deuxième lien avec le chef de ménage le plus

représenté est celui de frère ou sœur du chef de ménage, déclaré pour 29,7 % des migrants absents. Cette fois, cette catégorie est plus représentée parmi les migrants absents résidant dans le Sud que parmi ceux vivant au Nord (33 % contre 25,6 %). En dehors de ces deux types de lien les plus représentés, on peut noter que certains migrants sont des neveux ou nièces du chef de ménage (8 %), beau-frère ou belle-sœur du chef de ménage (6,9 %). Les migrants absents sont parfois des conjoints du chef de ménage, même si leur proportion est moindre (2,9 %).

Tableau 5.2 : Répartition des migrants absents selon leur lien de parenté avec le chef de ménage et le pays de résidence (en %)

Lien de parenté avec le chef de ménage (CM)	Zone de résidence		
	Sud	Nord	Ensemble
Conjoint	3,1	2,6	2,9
Enfant	35,2	41,4	38,0
Petit enfant	1,9	1,9	1,9
Nièce/neveu	7,6	8,4	8,0
Père/mère	0,7	1,5	1,1
Frère/sœur	33,0	25,6	29,7
Beau-fils/belle fille	2,1	2,1	2,1
Beau-frère/belle sœur	8,4	5,1	6,9
Beau parent	0,7	1,4	1,1
Autre parent	4,9	9,3	6,9
Autre (à préciser)	2,2	0,7	1,6
Total	100,0	100,0	100,0
Effectif total	290,0	302,0	592,0
$p=0,096$			

Année de départ des migrants absents

Au cours de la période récente, l'émigration a été plus intense certainement à cause des effets de la crise financière globale, des désirs de scolarisation à l'étranger chez les jeunes et de la perception de l'émigration comme facteur de réussite sociale (Mimche et Tourere, 2009). En effet, selon les déclarations des répondants, 26,2 % des migrants absents auraient quitté le Cameroun entre 2010 et 2012 (tableau 5.3). Cependant dans l'ensemble, nous constatons une

faible variation de cette proportion dans le temps. Elle passe de 19,2 % au cours de la période 2004-2005, à 17,2 % des départs en 2006-2007 puis à 19,3 % au cours de la période 2008-2009. Le passage de 18 % au cours de la période 2008-2009 à 31 % au cours de la période 2010-2012 pour l'émigration Sud-Sud peut être une indication de l'impact de la crise en Europe sur les mouvements migratoires qui ont dépassé les mouvements vers le Nord récemment.

Tableau 5.3 : Répartition des migrants absents selon leur année de départ et le pays de résidence (en %)

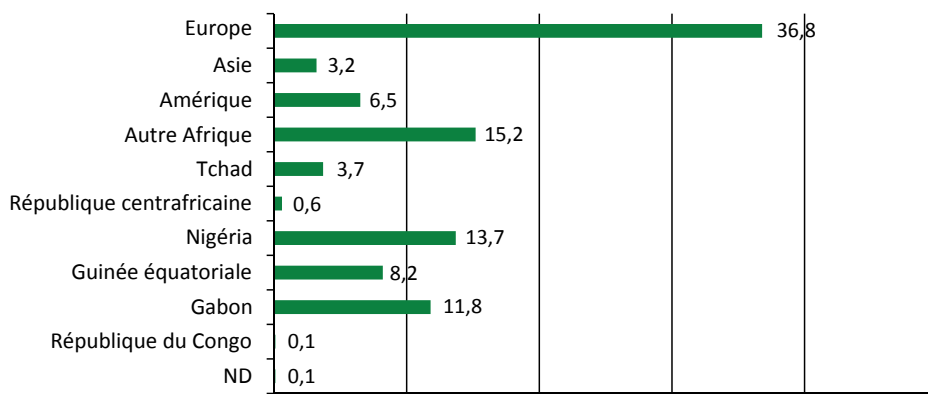
Année de départ	Zone de résidence		
	Sud	Nord	Ensemble
2001	2,4	4,1	3,2
2002-2003	16,2	13,6	15,0
2004-2005	15,5	23,6	19,2
2006-2007	16,8	17,7	17,2
2008-2009	18,2	20,7	19,3
2010-2012	31,1	20,3	26,2
Total	100,0	100,0	100,0
Effectif total	289,0	302,0	591,0
$p=0,114$			

Pays de résidence actuel des migrants absents

L'Afrique est la principale région de résidence actuelle des émigrants (environ 53 %). Toutefois, les destinations sont variées, même si on observe que la plupart des pays d'accueil sont des pays voisins. Parmi les pays africains cités, le Nigéria est le pays qui accueille le plus de migrants camerounais, avec 13,7 %, suivi par le Gabon avec 11,8 % et par la Guinée équatoriale avec 8,2 %. Le Tchad est le quatrième pays qui accueille actuellement les migrants camerounais (3,7 %). Les autres pays de l'Afrique accueillent 15,2 % des migrants absents. Ce résultat est l'expression de l'importance de l'émigration intra-régionale et du fait que le Cameroun partage ses frontières avec plusieurs autres pays.

En dehors d'Afrique, les pays d'Europe constituent la deuxième région de résidence des Camerounais à l'étranger (36,8 %), suivis de loin par l'Amérique (6,5 %) et l'Asie (3,2 %) (graphique 5.4).

Graphique 5.4 : Répartition des migrants absents selon leur pays de résidence actuelle (en %)



Raisons de la migration des migrants absents

Les raisons de départ des migrants absents exprimées par les enquêtés sont diverses, mais certaines sont plus prépondérantes (tableau 5.4). Globalement, la recherche d'emploi stable constitue la raison la plus souvent évoquée par les enquêtés. Un peu moins de la moitié des migrants absents avaient entre autres raisons de départ la recherche d'emploi stable (45,2 %). Cette raison est prioritairement partagée par les migrants absents, quel que soit leur zone de résidence, avec une prépondérance significative parmi les migrants absents résidant au Nord (46,6 % contre 44 %). Globalement, la deuxième raison la plus récurrente est relative à la poursuite des études (38,4 %). Cette raison est moins importante parmi les migrants partis dans les pays du Sud par rapport aux migrants partis au Nord (31,3 % contre 46,9 % dans le Sud). Les migrants résidant au Sud privilégient l'espoir d'un gain plus accru d'argent comme deuxième raison la plus importante (34,1 %, contre 16,7 % chez ceux du Nord).

Les raisons familiales sont également importantes parmi les raisons de départ. Près d'un migrant absent sur dix (9,9 %) serait parti pour des raisons de mariage qui, au regard du contexte camerounais deviennent une des stratégies utilisées par les femmes pour émigrer vers les pays développés particulièrement. Les autres raisons familiales concernent le fait de suivre les autres membres de la famille déjà à l'étranger, évoqué pour 6,6 % des migrants absents. Par ailleurs, l'effet d'imitation est clairement évoqué pour 2,4 % des migrants absents, tandis que la conquête de la liberté et de la sécurité sont évoquées pour quelques migrants (respectivement 1,7 % et 0,5 %).

Tableau 5.4 : Répartition des migrants absents selon leur raison de départ et leur pays de résidence actuel (en %)

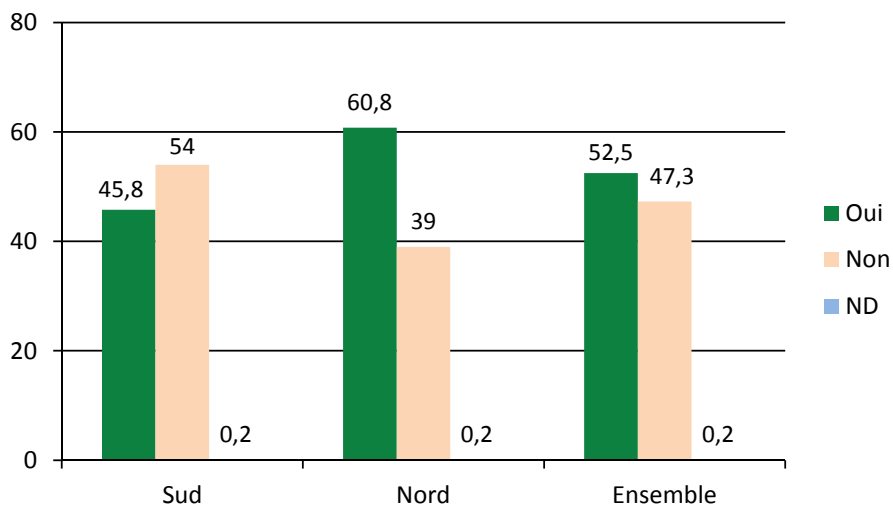
Raison de départ	Zone de résidence		
	Sud	Nord	Ensemble
Recherche emploi stable	44,0*	46,6	45,2
Etudes	31,3***	46,9	38,4
Apprendre une autre langue	1,6	2,7	2,1
Acquérir des compétences	6,6	11,4	8,8
Espoir de gain accru d'argent	34,1**	16,7	26,2
Espoir d'envoyer de l'argent au ménage	5,1	12,4	8,4
Parti pour la sécurité	0,7	0,3	0,5
Victime de discrimination dans ce pays	0,5	0,0	0,3
Conquête de liberté	0,4	3,2	1,7
Parti avec d'autres membres de la famille pour y vivre	1,0**	0,1	0,5
Parti pour le mariage	8,8	11,2	9,9
Rejoindre d'autres membres de la famille	7,7	5,2	6,6
Parti pour bien faire comme d'autres	3,2	1,4	2,4
Une autre raison	3,8	7,4	5,4
Seuil de significativité : * $p < 0,10$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$			

5.2 Conséquences de l'émigration

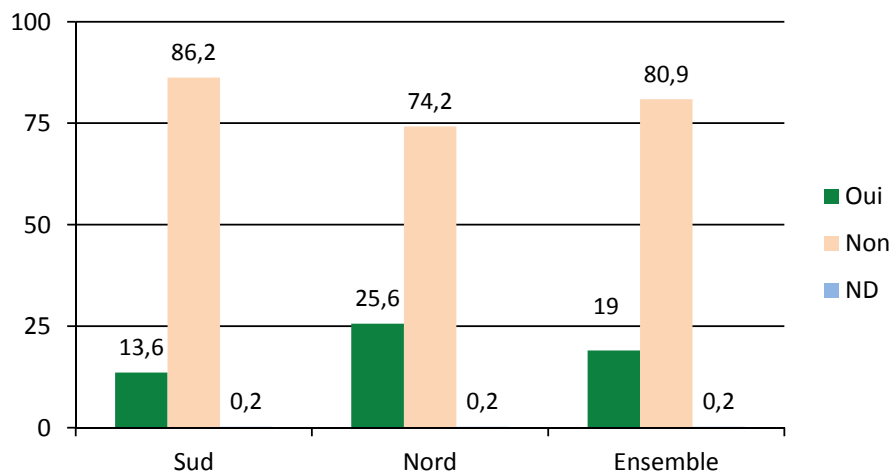
Envois de fonds et d'aides en provenance du migrant absent

L'émigration ne donne pas systématiquement lieu à des transferts de fonds ou des envois d'aide en nature au ménage resté au pays de la part des migrants. En effet, seuls 52,5 % des migrants absents ont envoyé de l'argent à leur ménage d'origine au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Les migrants résidant au Nord sont prépondérants dans l'envoi d'argent aux ménages restés au pays. En effet, près de six migrants absents sur dix résidant dans les pays du Nord ont effectué des transferts d'argent à leur ménage (59,9 %), contre 45,8 % des migrants résidant dans les pays du Sud (graphique 5.5). Il en est de même de l'envoi d'aide (tout ce qui est non financier : biens matériels, produits alimentaires ou autres biens) qui est effectué par près d'un migrant absent sur cinq (19 %) (graphique 5.6). Une fois encore, les migrants résidant dans le Nord sont proportionnellement plus importants à le faire (25,6 % contre 13,6 %).

Graphique 5.5 : Répartition des migrants absents selon leur situation d'envoi de fonds suivant leur zone de résidence (en %)



Graphique 5.6 : Répartition des migrants absents selon leur situation d'envoi d'aide suivant leur zone de résidence (en %)



Montants des transferts et aides envoyés par migrant absent aux ménages

Si nous considérons l'ensemble des migrants absents ayant effectué des transferts en direction de leur ménage d'origine, il ressort que la moyenne des transferts d'argent effectués au cours de la période de référence s'élève à 609 824 FCFA par migrant absent (tableau A3.1). Par ailleurs, la moyenne d'envois par migrant du Sud au cours des 12 derniers mois est significativement inférieure à celle obtenu parmi les migrants résidant dans les pays du Nord (435 903 FCFA contre 766 940 FCFA). On peut observer que les migrants du Sud envoient le plus souvent des montants inférieurs à 100 000 FCFA (28,2 %), tandis que les migrants du Nord envoient plus régulièrement des montants à partir de 500 000 FCFA (43,9 %). Ces résultats peuvent refléter le fait qu'il existe une différence de niveau de salaire entre les migrants absents résidant au Nord et ceux résidant au Sud (tableau A3.2).

L'aide reçue par les ménages par migrant absent suit le même schéma. Elle vaut en moyenne 613 726 FCFA au cours des 12 derniers mois et était plus importante pour les migrants du Nord (784 377 FCFA) par rapport aux migrants résidant au Sud (370 600 FCFA).

Les transferts de fonds reçus par ménage s'élèvent en moyenne à 723 278 FCFA au cours des 12 derniers mois. A l'échelle du ménage, l'émigration semble plus rentable pour le ménage lorsque le migrant absent réside dans les pays du Nord. Cette moyenne est significativement plus importante pour les ménages des migrants absents résidant au Nord (909 328 FCFA) par rapport aux ménages des migrants du Sud (502 719 FCFA). Les valeurs moyennes des aides reçues par ménage en provenance des migrants absents ne sont pas significativement différentes d'une zone de résidence à l'autre. Leur moyenne est estimée à 656 034 FCFA au cours des 12 derniers mois.

Montants des transferts et aides reçus par migrant absent en provenance des ménages

Les ménages ne sont pas que des bénéficiaires des transferts envoyés par les migrants absents, mais ils envoient à leur tour des transferts et des aides à ces derniers. Les envois du ménage en direction de leurs migrants s'élèvent à 452 613 FCFA en moyenne par ménage au cours des 12 derniers mois dans l'ensemble. La valeur approximative des aides quant à elle est estimée à 98 082 FCFA par ménage au cours de la même période. Les migrants résidant au Nord coûtent individuellement plus cher à leurs ménages que ceux résidant dans les pays du Sud. En effet, même si la moyenne d'envois des fonds des ménages par migrant est globalement égale à 365 587 FCFA, elle est significativement

différente d'une zone à l'autre et s'élève à 261 359 FCFA par migrant vivant dans les pays du Sud et à 672 767 FCFA par migrant résidant dans le Nord (tableau A3.1). Il en est de même pour la valeur approximative moyenne des aides envoyés par les ménages par migrant.

5.3 Profil des migrants absents et montants des transferts

Education des migrants absents et envoi des fonds

Le montant des transferts de fonds est associé au niveau d'éducation du migrant absent à son départ et ce montant croit avec le niveau d'éducation. En effet, tandis que les migrants sans niveau ont envoyé une moyenne de 78 914 FCFA au cours des 12 derniers mois, ceux du niveau primaire ont envoyé en moyenne 553 394 FCFA. Ces montants croissent jusqu'à 1 642 121 FCFA pour les migrants absents partis avec un niveau de supérieur 2 (tableau 5.5). Parmi les migrants absents résidant dans les pays du Nord, on note une association entre le niveau d'éducation au départ et le montant des envois. Ici également, le montant moyen envoyé au cours des 12 derniers mois semble croître avec le niveau d'éducation au départ. Parmi les migrants absents résidant au Nord, ceux sans niveau ont envoyé en moyenne 145 004 au cours des 12 derniers mois. Les migrants de niveau coranique ont envoyé 200 000 FCFA. Ceux de niveau primaire ont quant à eux envoyé en moyenne 203 448 FCFA et ceux du secondaire 653 416 FCFA. A contrario, il n'existe pas une association entre le montant moyen envoyé par migrant et son niveau d'éducation au départ parmi les migrants absents du Sud.

Tableau 5.5 : Montant moyen reçu du migrant absent selon son niveau d'éducation (en FCFA)

Niveau d'éducation le plus élevé atteint	Zone de résidence					
	Ensemble		Sud		Nord	
	N	Moyenne	n	Moyenne	n	Moyenne
Aucun/sans niveau	8	78 914	4	49 403	4	145 004
Ecole coranique	5	54 938	4	35 921	1	200 000
Primaire	32	553 394	24	598 830	8	203 448
Secondaire	162	554 884	75	429 030	87	653 416
Supérieur 1er cycle	63	775 107	12	359 751	51	897 450
Supérieur 2ème cycle	11	1 642 121	3	1 082 679	8	1 684 099
Autre (à préciser)	2	168 662	1	50 000	1	300 000
ND	1	1 000 000	0	-	1	1 000 000
Total	284	609 824	123	435 903	161	766 940
	$p = 0,0016$		$p = 0,4520$		$p = 0,0625$	

Groupe d'âges des migrants absents et envoi des fonds

Globalement, le montant envoyé par les migrants absents n'est pas associé à leur âge. Ceci est également le cas parmi les migrants absents résidant dans les pays du Nord. Toutefois, il existe une relation entre l'âge et l'envoi des fonds parmi les migrants absents résidant au Sud. Les montants envoyés décroissent avec l'âge jusqu'à 45 ans, âge auquel les montants d'envoi augmentent à nouveau. En effet, les migrants absents de moins de 25 ans ont envoyé en moyenne 616 891 FCFA au cours de la période de référence. Ceux âgés de 25 à 34 ans en ont envoyé 329 441 FCFA et ceux âgés de 35 à 44 ans 191 762 FCFA. Pour leur part, les migrants absents de 45 ans et plus en ont envoyé 803 965 FCFA (tableau 5.6).

Sexe des migrants absents et envoi des fonds

Les envois de fonds des migrants de sexe masculin semblent un peu plus importants que ceux provenant des femmes, laissant penser que les femmes gagnent moins que les hommes. Or, ce léger écart n'est pas statistiquement significatif, tant au niveau global, que pour les zones de résidence des migrants. En effet, globalement, les migrants absents de sexe masculin ont envoyé

614 511 FCFA au cours de la période de référence, tandis que les femmes en ont envoyé 603 060 FCFA (tableau 5.7).

Tableau 5.6 : Montant moyen reçu du migrant absent selon son groupe d'âges (en FCFA)

Groupe d'âges	Zone de résidence					
	Ensemble		Sud		Nord	
	N	Moyenne	n	Moyenne	n	Moyenne
Moins de 25 ans	29	573 628	19	616 891	10	386 337
Entre 25 et 34 ans	148	611 999	67	329 441	81	840 231
Entre 35 et 44 ans	67	634 004	22	191 762	45	875 493
Plus de 45 ans	40	602 980	15	803 965	25	466 199
Total	284	609 824	123	435 903	161	766 940
	$p = 0,9938$		$p = 0,0364$		$p = 0,4081$	

Tableau 5.7 : Montant moyen reçu du migrant absent selon son sexe (en FCFA)

Sexe	Zone de résidence					
	Ensemble		Sud		Nord	
	N	Moyenne	n	Moyenne	n	Moyenne
Masculin	175	614 511	78	356 714	97	869 969
Féminin	109	603 060	45	564 822	64	633 259
Total	284	609 824	123	435 903	161	766 940
	$p = 0,9281$		$p = 0,1394$		$p = 0,2302$	

Date de départ des migrants absents et envoi des fonds

On observe une différenciation de la valeur des transferts avec l'année de départ sans que l'on puisse établir une relation claire. Au niveau global, il n'existe pas de relation entre l'année de départ du Cameroun et les envois de fonds au ménage. Ce constat est également observé dans la zone du Sud. Autrement dit, il n'existe pas une différence significative des moyennes des fonds transférés selon les années de départ. Toutefois, dans la zone du Nord, ce rapport est significatif et les envois semblent croître avec l'ancienneté à l'étranger. On peut donc penser que les migrants absents vivant au Nord sont mieux intégrés sur le marché du travail avec le temps. En effet, la moyenne des envois des migrants partis entre 2002 et 2003 est estimée à 1 623 530 FCFA au cours des 12 derniers mois. Ceux partis entre 2004 et 2005 ont une moyenne

estimée à 732 882 FCFA, tandis que ceux partis entre 2006 et 2007 ont une moyenne de 438 071 FCFA. Par ailleurs, les migrants partis entre 2010 et 2012 ont envoyé 443 527 FCFA (tableau 5.8).

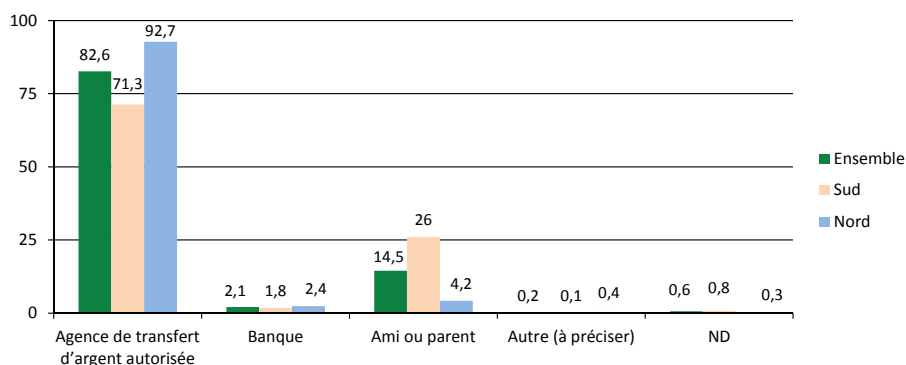
Tableau 5.8 : Montant reçu des migrants absents selon l'année de départ (en FCFA)

Année de départ	Zone de résidence					
	Ensemble		Sud		Nord	
	N	Moyenne	n	Moyenne	n	Moyenne
2001	13	587 913	5	296 477	8	764 993
2002-2003	34	1 175 588	8	265 171	26	1 623 530
2004-2005	56	600 646	23	405 693	33	732 882
2006-2007	56	356 372	29	291 751	27	438 071
2008-2009	62	720 504	24	597 568	38	819 982
2010-2012	63	491 789	34	525 589	29	443 527
Total	284	609 824	123	435 903	161	766 940
	$p=0,252$		$p=0,6881$		$p=0,0165$	

Méthodes utilisées pour l'envoi des fonds par les migrants

Les agences de transfert autorisées sont les moyens les plus utilisés pour l'envoi de fonds par les migrants. Parmi les migrants absents qui ont eu à effectuer des transferts d'argent à leur ménage d'origine, 82,6 % ont utilisé ce moyen. Une proportion considérable a eu recours à des parents ou des amis pour envoyer des fonds (14,5 %) (graphique 5.7). La méthode d'envoi de fonds par les migrants absents est associée à la zone de résidence actuelle. C'est ainsi que les migrants résidant au Nord sont encore plus portés vers les agences de transfert d'argent autorisées que les migrants du Sud (92,7 % contre 71,3 %). Par contre les migrants absents résidant dans le Sud sont plus enclins à utiliser les amis et parents pour les envois que ceux du Nord (26 % contre 4,2 %). L'utilisation des banques est relativement rare pour ce service, seuls 2,1 % des migrants absents y ont recours pour envoyer de l'argent à leurs ménages.

Graphique 5.7 : Distribution (en %) des migrants absents selon la principale méthode utilisée pour envoyer de l'argent au ménage enquêté



Fréquence d'envoi de l'argent par les migrants

L'envoi des fonds se fait beaucoup plus sur une base occasionnelle. Globalement, la fréquence d'envoi des fonds prépondérante est celle des cas d'urgence ou des occasions spéciales (tableau 5.9). Cette fréquence concerne 47,7 % des migrants absents. Ces données mettent en évidence le fait que les transferts d'argent des migrants absents à leurs ménages d'origine constituent une stratégie de diversification des ressources. Le recours aux migrants absents se fait le plus souvent dans les situations critiques comme un appui sûr en périodes d'urgence. Ces transferts sont alors de véritables relais des fonds réguliers du ménage. Il existe une association entre les fréquences d'envoi et la zone de résidence du migrant absent. C'est ainsi que les migrants du Sud ont eu proportionnellement plus d'envoi occasionnel que les migrants du Nord (53,8 % contre 42,3 %). Il est à noter que la deuxième fréquence la plus importante est en général la fréquence mensuelle. En effet, dans l'ensemble, 14,2 % des migrants envoient mensuellement des fonds à leurs ménages. Cette tendance est également observable spécifiquement chez les migrants résidant dans le Sud. Pour leur part, les migrants absents résidant au Nord auraient comme deuxième plus importante fréquence d'envoi le rythme bimestriel (16,5 %).

Tableau 5.9 : Distribution des migrants absents selon leur fréquence d'envoi d'argent aux ménages enquêtés et le lieu de résidence (en %)

Fréquence d'envoi d'argent	Zone de résidence actuelle		
	Ensemble	Sud	Nord
Hebdomadaire	2,5	3,9	1,2
Bimensuel	2,5	3,1	1,8
Mensuel	14,2	12,8	15,3
Tous les deux mois	12,8	8,5	16,5
Tous les six mois	8,1	5,2	10,7
Chaque année	11,6	11,8	11,5
Cas d'urgence ou occasions spéciales	47,7	53,8	42,3
ND	0,7	0,8	0,6
Total	100,0	100,0	100,0
Effectif total	310	135	175
$p=0,086$			

5.4 Impacts de l'émigration (départ des membres du ménage) et des envois des fonds

Cette section mesure et évalue les impacts économiques et sociaux de l'expérience de la migration sur les ménages des migrants absents en comparaison avec les ménages sans migrant.

Impact sur l'activité économique

Le départ de membres du ménage a un impact négatif sur la proportion des indépendants parmi les personnes de 12 ans⁸ et plus dans le ménage. Cette proportion serait significativement réduite de 3,6 % au sein des ménages ayant des migrants absents, comparée aux ménages sans migrant (tableau A3.4). Cela pourrait confirmer l'idée répandue de l'inertie des membres des ménages ayant des migrants absents et bénéficiant des transferts de fonds réguliers pour leur survie. Par ailleurs, la proportion des salariés parmi les membres du ménage d'au moins 12 ans ne change pas significativement du fait de l'existence d'un migrant absent. Autrement dit, l'existence d'un migrant absent du ménage n'influence pas les chances d'accéder à un emploi salarié pour les membres du ménage.

8 Pour des raisons d'analyse, l'âge de début d'activité a été fixé à 12 ans pour tenir compte du travail des plus jeunes qui est une réalité liée au contexte camerounais.

En considérant la zone de résidence du migrant absent, nous constatons que l'émigration des membres du ménage vers le Sud n'influence pas la proportion des individus exerçant un emploi personnel payant (indépendants) au sein du ménage, encore moins celle des individus exerçant un emploi rémunéré (salariés). Par contre, la proportion d'indépendants dans le ménage est influencée par l'émigration d'un membre du ménage vers les pays du Nord. Ainsi, cette proportion est réduite de 4,9 % dans les ménages ayant un migrant absent dans le Nord, par rapport aux ménages n'ayant pas de migrant. On peut donc penser qu'il n'y a pas une grande dépendance vis-à-vis des transferts des migrants dans des pays du Sud puisque ces derniers n'exercent pas très souvent des activités leur procurant un revenu très important.

Impact sur les dépenses en éducation

D'une manière globale, l'émigration d'un membre du ménage est associée à un accroissement des dépenses annuelles d'éducation du ménage. En effet, les ménages ayant des membres partis à l'étranger dépensent en moyenne 116 000 FCFA de plus que les ménages sans migrant (tableau A3.4). Cette observation vaut encore plus pour les ménages ayant des migrants absents dans les pays du Nord. En effet, ces ménages ont dépensé annuellement en moyenne 132 000 FCFA de plus que les ménages n'ayant pas de migrant.

Impact sur les dépenses en alimentation

L'émigration des membres du ménage est associée à l'accroissement des dépenses en alimentation dans le ménage. Dans l'ensemble, les ménages ayant des migrants absents ont dépensé en moyenne 5 250 FCFA de plus que les ménages sans migrants au cours de la semaine qui a précédé l'enquête (tableau A4.1). En rapport avec les résultats de la section 5.4.1, cette association est valable pour les ménages ayant des migrants absents dans le Nord mais pas pour les ménages avec des migrants dans le Sud. Ces derniers ont dépensé en moyenne 4 387 FCFA de plus que les ménages n'ayant pas de migrant au cours de la dernière semaine. Autrement dit, les ménages ayant des migrants absents dans les pays du Sud n'ont pas dépensé différemment en matière d'alimentation que les ménages sans migrant au cours de la dernière semaine.

Impact sur les dépenses en santé

L'émigration des membres du ménage n'affecterait pas significativement les dépenses en matière de santé du ménage (tableau A3.4), qu'il s'agisse de migrant absent résidant dans les pays du Sud ou du Nord.

Impact sur l'épargne

Les ménages ayant des migrants absents ont une épargne plus accrue mensuellement. En effet, ils épargneraient 15 045 FCFA de plus que les ménages sans migrants. En matière d'épargne, les ménages ayant des migrants dans les pays du Nord ont une fois de plus une différence significative de comportement par rapport aux ménages sans migrant, contrairement aux ménages ayant des migrants absents dans les pays du Sud. Les ménages ayant des migrants absents résidant dans les pays du Nord ont épargné, au cours du dernier mois, 28 739 FCFA de plus que les ménages sans migrant.

Conclusion partielle

Il ressort de ces analyses que les migrants absents de leur ménage sont en majorité des jeunes adultes et des hommes. Ils sont généralement instruits, mais les plus instruits se rendent plus souvent dans les pays du Nord que du Sud. L'Afrique est la principale région de résidence actuelle des émigrants avec plus de la moitié des migrants absents. Parmi les pays africains, le Nigéria est le pays qui accueille le plus ces migrants, suivi du Gabon et de la Guinée équatoriale.

Au rang des raisons de départ des migrants, la recherche d'emploi stable constitue la principale. Elle est suivie par les études pour les migrants absents partis dans les pays du Nord et par l'espoir d'un gain d'argent accru pour les migrants absents résidant dans le Sud. Un peu plus de la moitié des migrants effectuent des transferts de fonds en direction de leur ménage et la moyenne de ces transferts a été de 604 824 FCFA par migrant absent au cours des 12 derniers mois. Il existe une différenciation des montants envoyés en fonction de la zone de résidence du migrant. D'une manière générale, les envois en provenance des migrants absents des pays du Nord sont plus élevés que ceux provenant des migrants absents du Sud.

Le montant des transferts est associé au niveau d'éducation du migrant à son départ, de même qu'à son âge, notamment pour les migrants résidant dans les pays du Sud. Ce montant est également associé à l'année de départ,

notamment pour ceux résidant au Nord. Cette enquête n'a pas montré une différence du montant des transferts en fonction du sexe.

Les agences de transfert autorisées sont le moyen le plus couramment utilisé pour l'envoi de fonds, surtout par les migrants résidants dans le Nord. Les migrants absents résidant dans le Sud partagent ce premier moyen avec l'utilisation des amis et des parents pour l'envoi de fonds. L'impact de l'émigration sur l'activité économique des membres du ménage est négatif dans la mesure où cette émigration tend à réduire la proportion de travailleurs indépendants du ménage, notamment dans les ménages ayant des migrants résidant dans le Nord. Par contre, l'existence de migrant absent pour un ménage a un effet positif sur les dépenses en éducation, en alimentation et sur l'épargne qui se voient accrue dans les ménages ayant au moins un migrant absent. Cet impact semble valable uniquement lorsque le migrant réside dans le Nord. Néanmoins, la migration Sud-Sud peut signifier une stratégie de diversification des risques importante.

6. Migrants internationaux de retour et leurs impacts sur le développement humain au Cameroun

Afin de saisir l'impact de la migration de retour sur le développement humain au Cameroun, ce chapitre présente d'abord les caractéristiques sociodémographiques des migrants de retour, puis, leur histoire migratoire et leurs raisons de migrer ; enfin il présente les conséquences surtout économiques de ce type de migration avant de déterminer leurs impacts sur le développement.

6.1 Profil des migrants de retour et motif de la migration

Les caractéristiques tels que l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, la situation d'activité, les destinations, les raisons de la migration ainsi que les trajectoires migratoires influencent la décision et la fréquence des transferts financiers et matériels (aliments, autres produits). Ces caractéristiques associées aux expériences migratoires permettent de saisir l'impact socioéconomique de la migration de retour. Un migrant de retour est une personne qui est née au Cameroun et qui y habite actuellement, mais qui, à un moment donné, a vécu dans un autre pays pour trois mois ou plus.

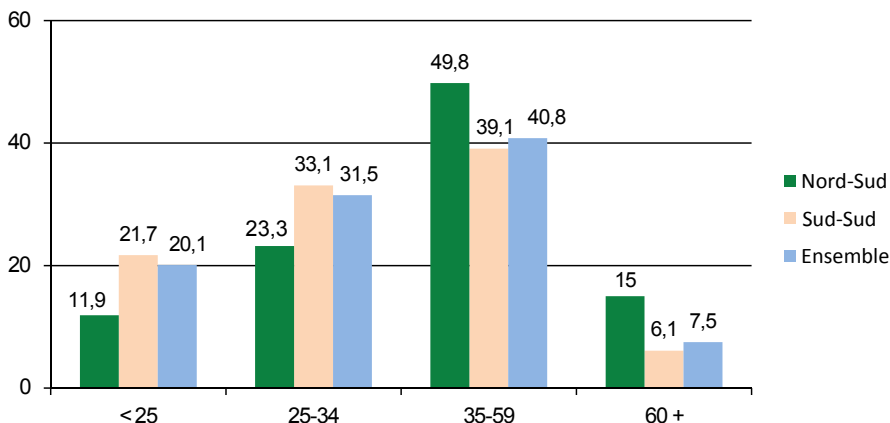
Caractéristiques sociodémographiques des migrants de retour

Les caractéristiques sociodémographiques des migrants de retour tels que l'âge, le sexe, le lien de parenté avec le chef de ménage, le niveau d'instruction, le statut matrimonial, la situation d'activité avant le départ permettent de dresser le profil des migrants avant le départ du Cameroun et peuvent justifier leurs raisons/motivations de la migration.

- Age

Dans l'ensemble, les migrants de retour au Cameroun sont majoritairement des actifs appartenant à la tranche d'âges 35-59 ans (40,8 %). Ils sont suivis des jeunes de 25-34 ans (31,5 %), des jeunes de moins de 25 ans (20,1 %) et des personnes de plus de 60 ans (7,5 %) (graphique 6.1). Une analyse selon le type de migration montre que les migrants de retour Sud-Sud sont plus jeunes (21,7 % ont moins de 25 ans contre 11,9 % pour les migrants de retour du Nord) ou encore 54,8 % des migrants de retour Sud-Sud ont moins de 35 ans contre 35,2 % des migrants de retour Nord-Sud de la même tranche d'âges.

Graphique 6.1 : Répartition des migrants de retour par groupe d'âges (en %)



- Sexe

Les hommes effectuent plus la migration de retour que les femmes. Ce résultat peut se justifier par la place que le mariage occupe dans les facteurs de l'émigration féminine en général. Le graphique 6.2 ci-après révèle que 69,7 % des migrants de retour sont des hommes contre 30,3 % de femmes. Cette tendance observée globalement (migration générale de retour) reste identique tant pour la migration Sud-Sud que pour la migration Sud-Nord. Mais il semble y avoir plus de femmes dans les migrations Sud-Sud (32 % contre 23 % pour les migrations Sud-Nord).

- Lien de parenté avec le chef de ménage

Quelle que soit le type de migration considérée, la tendance observée pour le lien de parenté avec le chef de ménage (CM) est presque identique. Les chefs de ménages (58,5 % pour l'ensemble contre 59,1 % pour les migrations Sud-Sud et 55,6 % pour les Sud-Nord), les enfants du CM (20,7 % pour l'ensemble contre 21,1 % pour les Sud-Sud, 18,2 % pour les Nord-Sud) et les frères/sœurs du CM (6,5 % pour l'ensemble contre 4,5 % pour les Sud-Sud contre 17,3 % pour les Nord-Sud) sont les plus impliqués. Les conjoints du CM sont 11,5 % dans l'ensemble soit 12,3 % pour les Sud-Sud et 7,4 % pour les Sud-Nord.

Graphique 6.2 : Répartition des migrants de retour par sexe (en %)

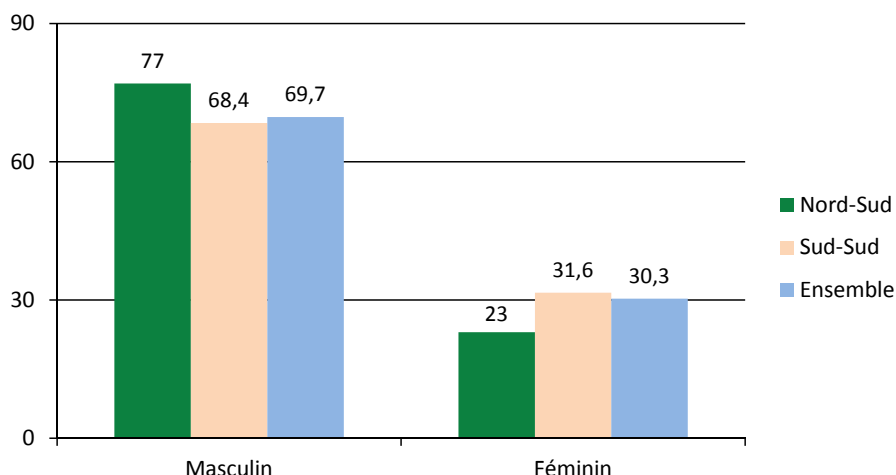


Tableau 6.1 : Répartition des migrants de retour par lien de parenté avec le chef de ménage (en %)

Lien de parenté avec le chef de ménage	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Chef de ménage	58,5	59,1	55,6
Conjoint	11,5	12,3	7,4
Enfant	20,7	21,1	18,2
Nièce/Neveu	1,1	1,3	0,0
Frère/Sœur	6,5	4,5	17,3
Beau fils/Belle fille	0,1	0,1	0,0
Autre parent	1,6	1,6	1,5
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

- Niveau d'instruction atteint au retour

Dans l'ensemble et dans la migration Sud-Sud, les migrants sont majoritairement de niveau secondaire : on note 45,3 % pour l'ensemble contre 47,5 % pour les migrations Sud-Sud. Les migrants de retour Nord-Sud (40,1 %) sont majoritairement de niveau supérieur 1.

Tableau 6.2 : Répartition des migrants de retour par niveau d'instruction atteint (en %)

Niveau d'instruction	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Aucun/sans niveau	5,7	6,4	2,1
Ecole coranique	4,3	4,4	4,1
Primaire	20,9	22,8	10,7
Secondaire	45,3	47,5	33,7
Supérieur 1er cycle	17,8	13,6	40,1
Supérieur 2ème cycle	4,1	3,4	7,9
Autre	0,2	-	1,5
ND	1,6	1,9	-
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

Tableau 6.3 : Répartition des migrants de retour par statut matrimonial (en %)

Statut matrimonial	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Marié	49,0	48,7	50,7
Union libre	9,3	9,2	9,7
Séparé	1,4	1,7	-
Divorcé	1,5	1,5	1,2
Veuf (ve)	2,4	1,8	5,2
Célibataire	36,5	37,1	33,2
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

- Statut matrimonial

Quelle que soit la migration considérée, la tendance observée ici est presque la même. Les migrants de retour sont beaucoup plus mariés (49 % pour l'ensemble contre 48,7 % pour les migrations Sud-Sud et 50,7 % pour les Nord-Sud). Viennent ensuite les célibataires (36,5 % pour l'ensemble, 37,1 % pour les Sud-Sud et 33,2 % pour les Nord-Sud), ceux qui vivent en union libre (9,3 % pour l'ensemble, 9,2 % pour les Sud-Sud et 9,7 % pour les Nord-Sud).

- Principale activité avant de quitter le Cameroun

Juste avant de quitter le Cameroun, plus d'un quart des migrants de retour étaient des étudiants ou suivaient une formation, quelle que soit la migration considérée. Aussi, le tableau 6.5 ci-après montre que pour la migration générale (respectivement Sud-Sud et Nord-Sud) 36,8 % (respectivement 38,3 % et 29,2 %) de ces migrants travaillaient pour leur propre compte avant de quitter le Cameroun ; 22,6 % (respectivement 20,3 % et 17,1 %) exerçaient un travail rémunéré.

Le nombre de chômeurs qui migrent vers le Nord est plus élevé que celui des chômeurs qui se dirigent vers les pays du Sud. On note en effet, pour la migration Sud-Sud, 6 % les migrants de retour qui étaient chômeurs juste avant de quitter le Cameroun contre le double pour les migrants Sud-Nord.

Les proportions des inactifs et des retraités sont faibles quelle que soit le type de migration considérée.

- Secteur d'activité avant le départ du Cameroun

Avant leur départ à l'étranger, 21,8 % des migrants de retour exerçaient un travail rémunéré ou travaillaient à leur propre compte dans la vente en gros et en détail. Par ailleurs, 15 % de ces migrants de retour exerçaient dans l'agriculture, la foresterie ou la pêche, 14,2 % dans la restauration ou le commerce et 8,9 % dans le transport et l'entreposage (tableau 6.5).

Tableau 6.4 : Répartition des migrants de retour par principale activité avant de quitter le Cameroun (en %)

Principale activité avant de quitter le Cameroun	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Ecole/Formation	29,1	28,5	32,0
Travail rémunéré	19,8	20,3	17,1
Travail pour son propre compte	36,8	38,3	29,2
Sans emploi et à la recherche	7,0	6,0	12,0
Sans emploi et non à la recherche	1,7	1,6	1,8
Travail non rémunéré	1,1	1,3	-
Retraité	1,2	-	7,4
Autre	2,7	3,1	0,4
ND	0,6	0,8	-
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

Une analyse selon le type de migration révèle que les migrants de retour Sud-Sud étaient majoritairement dans la vente en gros et en détail (23,1 %), dans l'agriculture, la foresterie ou la pêche (15,2 %) et dans la restauration et le commerce (13,9 %). Les migrants de retour Nord-Sud, quant à eux, étaient principalement dans le secteur de la restauration/commerce (15,9 %), dans la vente en gros et en détail (13,3 %) et dans l'agriculture, la foresterie ou la pêche (13,3 %). Il importe de relever que 10,9 % des migrants de retour Nord-Sud étaient des étudiants avant leur départ contre seulement 1,6 % des migrants de retour Sud-Sud (tableau 6.5).

Tableau 6.5 : Répartition des migrants de retour par secteur d'activité avant de quitter le Cameroun (en %)

Secteur d'activité avant le départ du Cameroun	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Agriculture, foresterie et pêche	15,0	15,2	13,3
Fabrication	7,4	6,7	11,9
Electricité/gaz/eau/gestion des déchets	1,6	1,8	-
Travaux publics	4,3	5,0	-
Vente en gros et en détail	21,8	23,1	13,3
Transport et entreposage	8,9	9,8	2,5
Restauration et commerce	14,2	13,9	15,9
Information et communication	1,4	1,1	3,5
Finance et assurance	2,2	1,6	6,3
Immobilier	2,4	1,8	6,5
Service professionnel, scientifique et technique	6,0	6,2	5,1
Services administratifs et d'appui	4,3	5,0	-
Services de sécurité	0,4	0,5	-
Education	2,8	1,6	10,9
Santé et social	1,6	1,9	-
Art, spectacle et loisir	0,4	-	3,3
Autre	4,0	3,5	7,4
ND	1,1	1,3	-
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

Histoire migratoire

L'histoire migratoire concerne d'une part les trajectoires migratoires et d'autre part les occupations des migrants de retour pendant leur séjour à l'étranger.

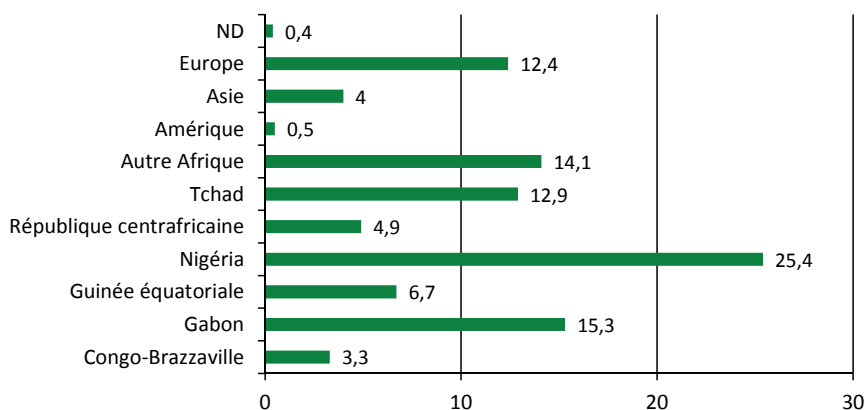
- Trajectoires migratoires

Il ressort du graphique 6.3 que les migrants de retour résidaient le plus souvent dans les pays de la sous-région. Cet intérêt se justifierait par le rapprochement de ces pays et des facilités d'accès (souvent sans besoin de passeport) par rapport aux pays du Nord. Les destinations africaines les plus sollicitées par ces migrants, et où ils ont passé le plus de temps lors de leur dernière sortie, sont le Nigéria (25,4 %), le Gabon (15,3 %), le Tchad (12,9 %), la Guinée équatoriale (6,7 %), la République centrafricaine (4,9 %), la République du Congo (- 3,3 %) et les autres pays d'Afrique (14,1 %). Ce résultat montre la structure de l'émigration camerounaise et l'importance des migrations intra-régionales. Hors du continent, les pays européens (12,4 %) sont les plus sollicités, suivis des pays asiatiques (4 %). Les tendances observées sont presque identiques pour les plus longs séjours de la vie de ces migrants à l'étranger.

- Occupations pendant le séjour à l'étranger

Quelle que soit la zone de destination considérée, un peu plus de deux migrants de retour sur cinq possédaient un emploi rémunéré pendant leur séjour à l'étranger (graphique 6.4). Dans l'ensemble, parmi ceux qui n'exerçaient pas une activité rémunérée, 23,5 % étaient dans une école de formation ; 9,1 % étaient inactifs ; 4,3 % des chômeurs et 1,2 % des retraités (tableau 6.6).

Graphique 6.3 : Origine des migrants de retour au Cameroun (en %)



Graphique 6.4 : Distribution des migrants de retour selon la possession d'un emploi rémunéré à l'étranger (en %)

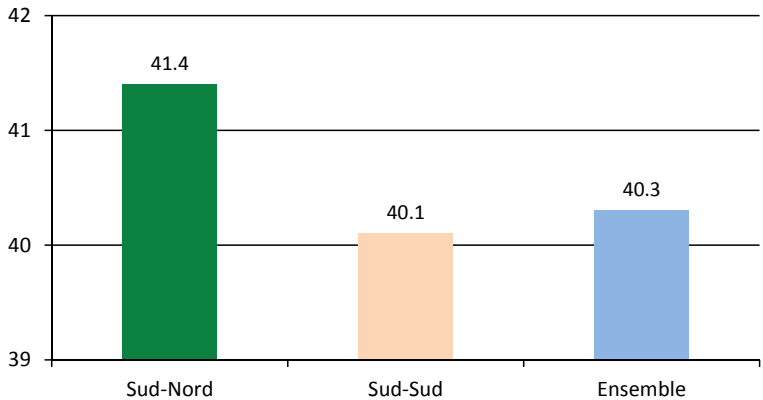


Tableau 6.6 : Répartition des migrants de retour selon principale activité exercée à l'étranger (en %)

Principale activité exercée à l'étranger	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Ecole/Formation	23,5	23,3	24,8
Travail rémunéré	28,8	28,4	31,0
Travail pour son propre compte	23,0	24,3	16,2
Sans emploi et à la recherche	4,3	4,0	6,1
Sans emploi et non à la recherche	9,1	9,7	6,0
Travail non rémunéré	2,7	3,2	-
Retraité	1,2	-	7,5
Autre	7,4	7,2	8,4
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

Parmi les 40,3 % des migrants de retour qui exerçaient un travail rémunéré à l'étranger, 31,9 % faisaient respectivement dans l'offre de service ; 24 % avait un emploi primaire ; 17 % étaient dans les métiers qualifiés et spécialisés ; 12 % étaient des cadres supérieurs ; 10,5 % exerçaient plus précisément dans la production, la fabrication et l'utilisation des machines (tableau 6.7). Seulement 4,3 % des migrants de retour exerçaient un emploi administratif ou de secrétariat. Il n'y avait presque pas de chefs d'entreprise/manager (0,4 %).

En ce qui concerne la migration Sud-Sud, parmi les 40,1 % des migrants de retour qui exerçaient un travail rémunéré à l'étranger, on note principalement 34,2 % dans l'offre de service ; 24,3 % dans les emplois primaires ; 17,4 % dans les métiers qualifiés et spécialisés ; 10,2 % comme cadres supérieurs. Pour ce qui est de la migration Nord-Sud, 22,3 % des migrants de retour étaient des cadres supérieurs, 22 % exerçaient un emploi primaire pendant leur séjour à l'étranger contre 18,6 % dans les offres de service et 16,3 % dans la production, fabrication et utilisation de machines. On constate ainsi que dans les pays du Sud, les migrants de retour étaient majoritairement dans l'offre de service alors que dans les pays du Nord, ils sont majoritairement des cadres supérieurs.

Pour ce qui est des revenus des migrants de retour à l'étranger, le tableau 6.8 ci-après montre que 80,4 % des migrants avaient à l'étranger un revenu supérieur à ce qu'ils gagnaient au Cameroun avant leur départ ; 10,6 % gagnaient à peu près le même revenu qu'ils avaient au pays avant leur départ et seulement 9 % avaient un revenu inférieur à celui qu'ils avaient avant leur départ.

Il en ressort également que 87,3 % des migrants de retour Sud-Nord avaient à l'étranger un revenu supérieur à ce qu'ils gagnaient au Cameroun avant leur départ, contre 79,2 % pour leurs concitoyens qui s'étaient plutôt dirigés vers les pays du Sud. Par ailleurs, 11,7 % des migrants de retour Sud-Sud (contre seulement 4,4 % des migrants de retour Sud-Nord) gagnaient à peu près le même revenu que celui qu'ils avaient au pays avant leur départ. Ces résultats se justifiaient par le fait que le salaire minimum dans les pays du Nord est généralement plus élevé que celui des pays du Sud.

Par rapport à leur niveau de vie avant le départ du Cameroun, 56,6 % des migrants de retour dans l'ensemble ont déclaré être plus satisfaits à l'étranger, dont 57,4 % pour la migrants Sud-Sud et 73,7 % pour les migrants de retour du Nord (tableau 6.9). Pour 13,9 % de ces migrants pris dans l'ensemble (18,8 % pour le Sud-Sud et 10,5 % pour le Nord-Sud), la migration n'a pas amélioré leur niveau de vie pendant que 28,7 % (dont 22,6 % pour le Sud-Sud et 15,9 %) pour le Nord-Sud trouvaient que leur vie à l'étranger était plutôt moins satisfaisante que celle qu'ils menaient avant de quitter le pays.

Tableau 6.7 : Répartition des migrants de retour selon leur occupation à l'étranger (en %)

Occupation à l'étranger	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Manager/chef d'entreprise	0,4	0,4	-
Cadre supérieur	12,0	10,2	22,3
Emploi administratif et de secrétariat	4,3	3,9	6,6
métiers qualifiés et spécialisés	17,0	17,4	14,3
Offre de service	31,9	34,2	18,6
Production, fabrication et utilisation de machine	10,5	9,5	16,3
Emploi primaire	24,0	24,3	22,0
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

Tableau 6.8 : Répartition des migrants de retour selon leur revenu à l'étranger (en %)

Revenu à l'étranger	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Plus	80,4	79,2	87,3
Moins	9,0	9,1	8,4
A peu près le même	10,6	11,7	4,4
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

Tableau 6.9 : Répartition des migrants de retour selon leur appréciation de leur niveau de vie à l'étranger par rapport leur niveau de vie au Cameroun avant leur départ (en %)

Perception du niveau de vie à l'étranger	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Oui, nettement meilleur	38,6	36,6	48,7
Oui, un peu meilleur	21,4	20,8	25,0
Similaire	17,4	18,8	10,5
Non, un peu pire	15,8	16,3	13,1
Non, nettement pire	5,7	6,3	2,8
ND	1,0	1,2	-
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

Raisons du départ et du retour

Les raisons de départ permettent de saisir les motivations qui ont poussé les migrants de retour à partir.

- Raisons de départ

Si pour les migrants Sud-Sud, l'espoir de gagner plus d'argent (24,4 %), la recherche d'un emploi stable (24,1 %) étaient les principales motivations de leur mouvement, les raisons scolaires/académiques (33 %) étaient ce qui avait motivé le plus le départ des migrants vers le Nord (tableau 6.10). Comme d'autres motivations importantes de la migration vers le Nord, on peut également citer la recherche d'un emploi stable (26,2 %) et l'espoir de gagner plus d'argent (23,8 %).

- Raisons de retour

Parmi les raisons qui ont poussé les migrants de retour à rentrer au pays, le tableau 6.11 ci-dessous montre que les principales motivations dans l'ensemble et pour les migrants Sud-Sud sont d'abord liées à la famille (19,4 % pour l'ensemble contre 21 % pour les migrations Sud-Sud), à la fin du contrat de travail particulier (14,7 % pour l'ensemble contre 14,2 % pour les Sud-Sud), à la non-satisfaction à l'étranger (13,4 % pour l'ensemble contre 14,1 % pour les migrants Sud-Sud), à l'épargne réussie (11,3 % pour l'ensemble contre 10,1 % pour les Sud-Sud), à la fin des études (7,6 % contre 7,5 % pour les migrants Sud-Sud).

Ce sont plutôt l'épargne réussie (17,8 %), la fin du contrat de travail particulier (17,3 %), l'expulsion (13,3 %) et les raisons familiales (11,3 %) qui justifient le retour au bercail des migrants de retour Nord-Sud.

Tableau 6.10 : Répartition des migrants de retour selon leur raison de départ (en %)

Raisons de départ des migrants de retour	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Recherche d'emploi stable	24,4	24,1	26,2
Etudes	20,6	18,2	33,0
Apprendre une autre langue	1,7	1,9	0,6
Acquérir des compétences	10,5	10,5	10,8
Espoir de gagner plus d'argent	24,3	24,4	23,8
Espoir d'épargner	10,4	10,8	8,2
Etre en mesure d'envoyer de l'argent au pays	6,6	6,0	9,5
Je n'avais pas l'impression de vivre en sécurité	1,0	1,2	-
Conquête de liberté	0,3	0,4	-
Quitter avec d'autres membres de la famille pour y vivre	7,7	9,2	-
Mariage	1,4	1,3	1,6
Parce que d'autres membres de la famille y sont déjà	13,2	14,4	7,0
Une autre raison	24,3	24,4	23,7

Tableau 6.11 : Répartition des migrants de retour selon leur raison de retour (en %)

Raisons de retour des migrants de retour	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
'J'ai décidé de rentrer parce que j'ai réussi à avoir de l'argent'	11,3	10,1	17,8
'J'ai décidé de rentrer parce que j'avais l'intention de rentrer à la fin du contrat'	14,7	14,2	17,3
'J'ai décidé de rentrer parce que j'ai achevé mes études'	7,6	7,5	8,2

Raisons de retour des migrants de retour	Migration générale	Migration Sud-Sud	Migration Nord-Sud
'J'ai décidé de rentrer parce que j'étais obligé par la famille'	7,4	7,9	4,6
'J'ai décidé de rentrer parce que la personne avec qui je suis parti est également rentrée'	7,7	8,8	2,2
'J'ai décidé de rentrer parce que ma relation sentimentale dans le pays d'accueil a pris fin'	5,1	4,4	9,1
'J'ai décidé de rentrer parce que je n'étais pas légalement autorisé à vivre dans le pays d'accueil'	7,0	7,4	5,3
'J'ai décidé de rentrer suite à une expulsion'	6,2	4,8	13,3
'J'ai décidé de rentrer parce que ma vie n'était pas comme je l'espérais'	13,4	14,1	9,9
'J'ai décidé de rentrer pour la retraite'	0,0	0,0	0,0
'J'ai décidé de rentrer pour des raisons familiales'	19,4	21,0	11,3
'J'ai décidé de rentrer parce que je me sens appartenir à mon pays'	7,2	7,8	4,2
'J'ai décidé de rentrer parce que j'ai raté le mode de vie dans ce pays'	3,7	3,9	2,4
'J'ai décidé de rentrer pour commencer un nouvel emploi/ entreprise'	5,7	5,5	6,4
'J'ai décidé de rentrer attiré par des programmes gouvernementaux plus attrayants'	0,5	0,2	2,2
J'ai décidé de rentrer pour d'autres raisons	22,8	23,5	19,3
J'ai décidé de rentrer à cause de xénophobie et discrimination dans le pays d'accueil	6,1	5,0	11,8

6.2 Conséquences de la migration de retour

Les envois de fonds des migrants peuvent contribuer à la croissance et à l'expansion de l'économie nationale. En effet, plusieurs ménages survivent ou améliorent leur niveau de vie à partir des fonds que les migrants leur envoient régulièrement (Banque mondiale, 2006 ; Adam et Page, 2005). Dans cette section, les envois de fonds sont examinés à partir de l'expérience des migrants de retour interviewés. L'attention sera portée entre autres sur les bénéficiaires de ces envois de fonds, les moyens utilisés pour les effectuer, ainsi que le nombre des bénéficiaires.

Bénéficiaires des fonds envoyés par les migrants de retour

Comme l'indique d'autres recherches évoquées dans le chapitre III, il ressort du graphique 6.5 que quelle que soit la zone de destination, un peu plus du tiers des migrants de retour envoyaient de l'argent aux membres de leur ménage actuel quand ils vivaient à l'étranger. On note une proportion importante des migrants Sud-Nord : 42 % contre 32,9 % des migrants Sud-Sud. Toutefois, ces résultats montrent également que les transferts ne proviennent pas de tous les migrants comme on a tendance à le penser. Comme l'indiquent les résultats de l'enquête qualitative, la capacité des migrants à envoyer des fonds à la famille restée au pays peut donc dépendre de plusieurs facteurs : activité exercée par le migrant dans le pays d'accueil, son autonomie financière, la durée de résidence dans le pays d'accueil, l'importance de ses charges familiales au pays, entre autres. Ces facteurs de différenciations peuvent justifier les disparités observées entre les migrants dans le Sud et ceux dans le Nord en termes de transferts de fonds vers leur pays d'origine et contribuer à relativiser la thèse sur le lien entre migration et développement.

Il est important de noter qu'à part les transferts d'argent qui ont été considérés ici, les migrants peuvent également transférer des biens en nature (qui ne sont pas collectés ici) et des biens non-matériels (tels que connaissances, et style de vie) présentés à la section suivante.

Les analyses montrent également que pendant qu'ils vivaient à l'étranger, les migrants de retour au Cameroun n'envoyaient pas seulement des fonds à leur propre ménage, mais également aux autres. On note ainsi que 21 % des migrants de retour dans son ensemble, soit 19 % des migrants de retour Sud-Sud et 31 % des migrants de retour Sud-Nord transféraient des fonds aux personnes vivant dans d'autres ménages pendant leur séjour à l'étranger.

Graphique 6.5 : Pourcentage de migrants de retour qui envoyaient de fonds à partir de l'étranger à leur ménage

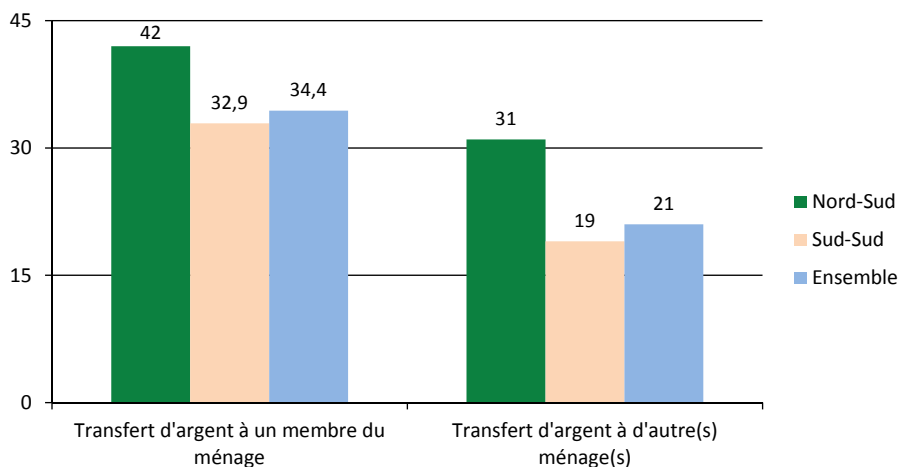


Tableau 6.12 : Nombre de ménages ayant bénéficié des fonds des migrants de retour pendant leur séjour à l'étranger (en %)

Nombre d'autres ménages ayant bénéficié des fonds migrants de retour	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
1	25,7	30,1	10,5
2	29,3	27,4	35,9
3	18,0	17,9	18,4
4	5,9	5,4	7,4
5	3,1	-	13,7
6	3,0	3,8	0,0
9	4,4	1,6	14,1
10	1,3	1,7	0,0
12	1,2	1,6	0,0
ND	8,1	10,4	0,0
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

En ce qui concerne le nombre de ménages qui ont bénéficié des envois de fonds des migrants de retour, le tableau 6.12 montre que la majorité des migrants de retour envoyaient de l'argent, quand ils vivaient à l'étranger, principalement à un autre ménage (25,7 % pour l'ensemble contre 30,1 % pour les Sud-Sud et 10,5 % pour les Sud-Nord), à deux autres ménages (29,3 % pour l'ensemble contre 27,4 % pour les Sud-Sud et 35,9 % pour les Sud-Nord), à trois autres ménages (18 % pour l'ensemble contre 17,9 % pour le Sud-Sud et 18,4 % pour les migrants Sud-Nord) (tableau 6.12).

Fuite et gain de cerveaux

La fuite des cerveaux a souvent été identifiée comme le principal coût de la migration vers les pays d'origine comme le Cameroun (Crush et Frayne, 2007 ; Lowell et Findley, 2002 ; Lowell, 2002). La fuite de cerveaux définit la perte de compétences professionnelles, techniques et de gestion que le processus de migration provoque, lorsque ces compétences ne sont pas remplacées par l'immigration (Logan, 1999 ; Crush, 2000).

Les analyses précédentes ont révélé que les motivations d'étude ou de formation avaient justifié le mouvement de 20,4 % des migrants de retour enquêtés. Normalement, ces derniers devraient rentrer au pays à la fin de leurs études. Tel n'est toujours pas le cas ; certains migrants choisissent de rester et de chercher à mieux vivre à l'étranger. Ainsi, les conséquences de la migration de retour ne se limitent pas seulement aux transferts de fonds, mais elles portent également sur la fuite et le gain de cerveaux.

Un peu plus d'un quart des migrants de retour ont obtenu des diplômes ou de nouvelles qualifications à l'étranger. Ceci indique que pour la majorité de ces migrants, l'acquisition de formation à l'étranger n'était pas leur priorité avant ou après la migration.

Parmi les 46 % de migrants de retour qui ont le niveau d'éducation secondaire, 19,8 % (tous migrants Sud-Sud) l'ont à l'étranger (tableau 5.13). 15,7 % des migrants de retour avec un niveau supérieur premier et second cycle, ont obtenu leur diplôme à l'étranger avec une forte proportion parmi les migrants Sud-Nord (40,4 % contre seulement 11,9 % des migrants Sud-Sud). Il est également important de noter que, quel que soit la zone de destination considérée, près de 60 % de ces migrants ont acquis une qualification professionnelle à l'étranger.

Tableau 6.13 : Répartition des migrants de retour par le plus haut niveau d'éducation/de qualification qu'ils ont reçu à l'étranger (en %)

Plus haut niveau d'éducation/de qualification reçu à l'étranger	Migration totale	Migration Sud-Sud	Migration Sud-Nord
Primaire	6,1	7,1	0,0
Secondaire	19,8	22,8	0,0
Supérieur	15,7	11,9	40,4
Professionnelle	57,7	57,4	59,6
Autre	0,7	0,8	0,0
Pourcentage total	100,0	100,0	100,0

Deux raisons principales ont été renseignées par les migrants de retour qui avaient fait des études ou suivi des formations alors qu'ils vivaient à l'étranger. La première consistait à acquérir de nouvelles compétences et seconde était liée au fait que la qualification qu'ils avaient avant la migration n'a pas été reconnue par le système d'emploi du pays d'accueil. La deuxième raison est aussi importante que la première, parce que sans une qualification d'enseignement reconnue par le pays d'accueil, le migrant pourrait être handicapé dans le marché de travail, dans la concurrence pour des emplois décent garantissant de bon revenu.

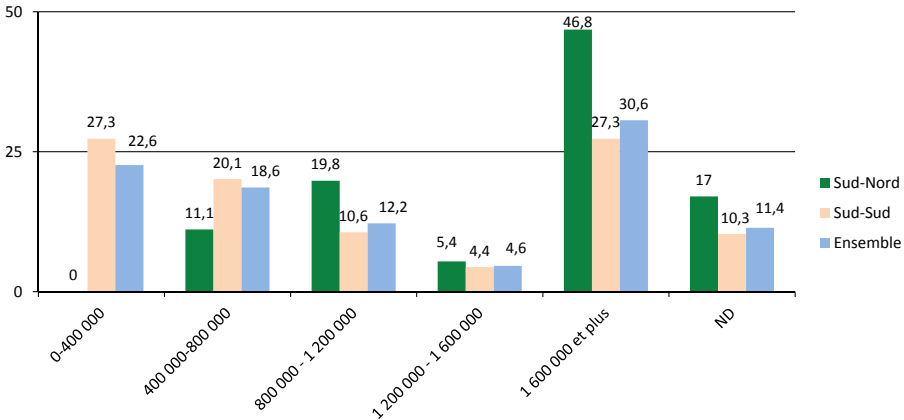
Atouts des migrants au retour

Les fonds et biens que les migrants de retour rapatrient peuvent constituer un atout majeur à leur installation. Ils peuvent même jouer un rôle important dans la croissance économique nationale. La présente section porte essentiellement sur cet aspect et sur les valeurs approximatives des biens rapatriés.

- Rapatriement des fonds au retour

Près de la moitié des migrants de retour (43,7 %) ont rapatrié des fonds. Parmi ceux-ci, 30,6 % ont rapatrié au moins 1 600 000 FCFA pour les migrants pris dans leur ensemble contre 27,3 % pour les migrants Sud-Sud et 46,8 % pour les migrants Nord-Sud (graphique 6.6).

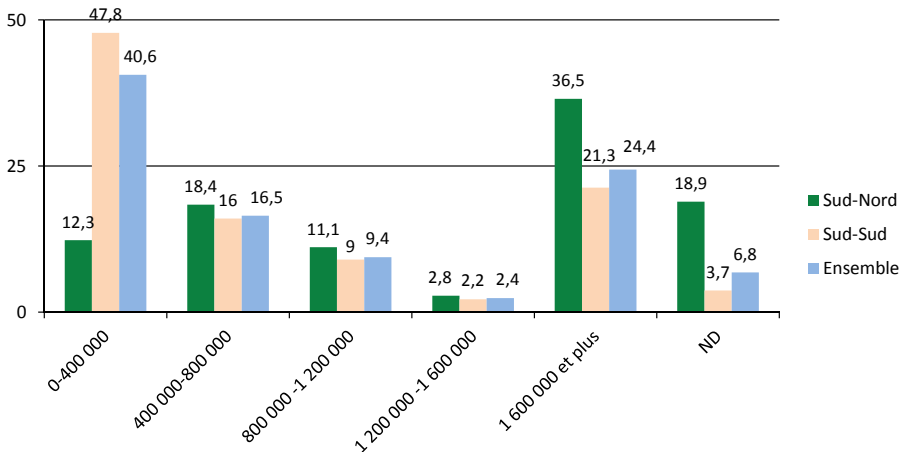
Graphique 6.6 : Répartition (en %) de migrants de retour par montants rapatriés (en FCFA)



- Rapatriement des biens au retour

Près du tiers des migrants de retour ont rapatrié des biens en nature. La majorité des migrants de retour (40,6 %) et des migrants de retour Sud-Sud (47,8 %) ont rapatrié des biens d’une valeur approximative inférieure à 400 000 FCFA (graphique 6.7). Tandis que 36,5 % des migrants de retour Nord-Sud ont rapatrié des biens dont la valeur est d’au moins 1 600 000 FCFA.

Graphique 6.7 : Répartition (en %) de migrants de retour par valeurs approximatives des biens rapatriés (en FCFA)



6.3 Impacts de la migration

Cette section mesure et évalue les impacts économiques de l'expérience de la migration sur les ménages des migrants de retour et des migrants absents ; ainsi que son impact sur la participation au marché du travail.

Impacts économiques

Pour mesurer les impacts économiques de l'expérience migratoire sur les ménages des migrants de retour et des migrants absents, l'accent sera particulièrement mis sur la pauvreté matérielle et la dépendance des migrants. La pauvreté matérielle est mesurée en termes de dépenses alimentaires, de statut de logement, de l'épargne, de dépenses scolaires et de dépenses de santé.

Le tableau A4.1 montre que la migration dans son ensemble tout comme la migration Sud-Sud et la migration Sud-Nord ont un impact significatif sur les dépenses alimentaires aussi bien dans les ménages avec migrants de retour que dans ceux avec migrants de retour ou migrant absent. En effet, dans l'ensemble, les ménages avec des migrants de retour dépensent 4 312 FCFA de plus que les ménages sans migrants. De leur côté, les ménages avec des migrants de retour et des migrants absents dépensent 4 867 FCFA de plus que les ménages sans migrants. Dans le cas de la migration Sud-Sud, les ménages avec migrant de retour (respectivement avec migrant de retour ou absent) dépensent 3 443 FCFA (respectivement 3 519 FCFA) de plus que les ménages sans migrant. Pour ce qui est de la migration Sud-Sud, les ménages avec migrant de retour (respectivement avec migrant de retour ou absent) dépensent 8 813 FCFA (respectivement 7 414 FCFA) de plus que les ménages sans migrant. L'impact de la migration Nord-Sud sur les dépenses alimentaires semble légèrement supérieur à celui de la migration Sud-Sud et à celui de la migration prise dans son ensemble.

La migration a un impact significatif sur le statut de logement des ménages avec migrant de retour ou absent. Cette représentativité tiendrait surtout à la migration Sud-Nord, la migration Sud-Sud n'ayant pas un impact significatif. La migration Sud-Nord a seulement un impact significatif dans les ménages retour que dans les ménages de retour. L'impact de la migration Sud-Sud sur les épargnes s'est révélé quant à lui non-significatif, quel que soit le type de ménage (ménage avec migrant de retour ou ménage avec migrant de retour et migrant absent). La migration Nord-Sud impacte plus significativement que dans les ménages retour. En effet, les ménages avec migrants de retour

Nord-Sud et migrants absents épargnent 40 393 FCFA de plus que les ménages sans migrants.

Dans l'ensemble, les ménages avec migrants de retour épargnent 19 177 FCFA de plus que les ménages sans migrants. Les ménages avec migrants de retour Nord-Sud dépensent 250 000 FCFA de plus que les ménages sans migrants, alors que les ménages avec migrants de retour Nord-Sud et migrants ensemble, en moyenne, dépensent 130 000 FCFA de plus.

Au niveau des dépenses scolaires, la migration Sud-Sud n'a d'impact que pour les ménages ayant à la fois les migrants de retour et les migrants absents. En effet, ces derniers dépensent 73 612 FCFA de plus que les ménages sans migrant.

Le tableau A4.1 montre également que l'impact de la migration sur la santé est significatif. Cette significativité qui tient forcément à la migration Sud-Sud n'est ressentie que dans les ménages avec migrants de retour. Ces derniers dépensent 6 603 FCFA de plus que les ménages sans migrants. Pour la migration totale, cet écart est estimé à 5 680 FCFA. La présence de migrants de retour Nord-Sud ne semble pas avoir d'impact sur la santé de leur ménage.

Impacts sur la participation au marché de travail

La participation au marché du travail est mesurée par le pourcentage de membres salariés ou des travailleurs autonomes dans le ménage. L'expérience de la migration a un impact significatif aussi bien sur la proportion des salariés que sur celui des travailleurs autonomes dans les ménages avec migrants de retour uniquement (tableau A4.2). L'impact de la migration Sud-Sud est presque identique à celui de la migration Sud-Nord. En effet, la proportion des salariés dans les ménages avec migrant de retour uniquement est 5 % (respectivement 5,5 %) plus élevée que celle observée dans les ménages sans migrant dans le cas de la migration Sud-Sud (respectivement migration générale). Par contre dans les ménages avec migrant retour et/ou absent, l'augmentation de la proportion des salariés est 4 % plus élevée pour la migration Sud-Sud contre 2,8 % plus élevée pour la migration générale.

Dans les ménages où l'on ne retrouve que des migrants de retour, la probabilité d'avoir des individus qui s'auto-emploient est plus élevée dans le cas où le migrant résidait dans un pays du Sud que dans le cas où il résidait dans un pays du Nord. La proportion des travailleurs autonomes, pour la migration Sud-Sud, est 5,8 % plus élevée dans ces ménages que les ménages sans migrant ; contre

seulement 4,3 % plus élevée pour la migration générale. En considérant les ménages avec migrant retour et/ou absent, cet impact devient non-significatif quel que soit la migration. Le tableau A4.2 révèle aussi que la migration de retour Nord-Sud n'a aucun impact sur la participation des migrants au marché de travail au Cameroun.

Conclusion partielle

En somme, les migrants de retour au Cameroun sont majoritairement des jeunes hommes de moins de 35 ans, qui sont chef de leur ménage, de niveau d'éducation secondaire, mariés. Ils exerçaient une activité pour leur propre compte ou suivaient une formation avant de quitter le Cameroun. Les destinations sous régionales (Nigéria, Gabon, Tchad, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Congo) en Afrique, et les pays européens hors d'Afrique étaient les plus sollicités par ces migrants.

Nombre de ces migrants de retour possédaient un emploi rémunéré durant leur séjour à l'étranger. Toutefois, plus de quatre migrants sur cinq ont affirmé qu'ils avaient à l'étranger un revenu supérieur à ce qu'ils gagnaient au Cameroun avant leur départ. Ils sont rentrés au pays principalement pour des motivations familiales. Les résultats de cette recherche montrent également que la présence d'un migrant de retour et/ou absent a un impact significatif sur les dépenses alimentaires, le statut de logement, les épargnes et l'éducation pour les migrations en direction du Nord ; et sur les dépenses alimentaires, les dépenses scolaires, les dépenses de santé et sur la participation des membres du ménage au marché de travail pour les migrations en direction des pays du Sud.

7. Les immigrants internationaux et leurs impacts sur le développement humain au Cameroun

Ce chapitre traite des impacts de l'immigration sur le développement au Cameroun. Il aborde successivement le profil des immigrants et les motifs de la migration, les conséquences et les impacts de l'immigration au Cameroun.

7.1 Profil des immigrants et motif de la migration

Caractéristiques sociodémographique des immigrants

Comme l'indique le tableau 7.1, les immigrants enquêtés sont en majorité de sexe masculin (60,6 %). Compte tenu de l'importance de l'immigration sous régionale dans l'immigration au Cameroun, on peut penser que la migration dans la sous région est surtout masculine. Les résultats indiquent également que les répartitions des enquêtés par groupe d'âges quinquennaux présentent une allure assez régulière, les proportions de chaque groupe d'âges diminuant régulièrement au fur et à mesure que l'on avance vers les âges élevés. Les proportions varient de 14 % à 20-24 ans à 0,7 % à 75 ans et plus. En moyenne, les immigrants ont 30,4 ans. Cet âge moyen⁹ se situe à 33 ans chez les hommes contre 26,6 ans chez les femmes. L'âge médian¹⁰ des immigrants se situe à 29 ans et vaut 30 ans et 24 ans respectivement chez les hommes et les femmes.

On constate qu'environ un immigrant sur deux (49 %) était marié au moment de l'enquête, plus d'un tiers (37 %) étaient célibataires, 5,7 % étaient en union consensuelle quand 8 % étaient en rupture d'union (divorcées, séparées ou veuves). S'agissant du niveau d'instruction, les proportions d'immigrants ayant atteint les niveaux d'instruction secondaire et supérieur (respectivement 18,4 % et 6,4 %) sont nettement moins élevées que celles n'ayant reçu aucune instruction formelle (23,7 %) et celles ayant atteint le niveau primaire (35,7 %).

9 L'âge moyen, ou moyenne d'âge, désigne la moyenne de l'âge des immigrants.

10 L'âge médian est l'âge « x » tel qu'il divise la population des immigrants en deux groupes d'effectifs égaux, l'un composé uniquement des individus d'âge supérieur à « x », l'autre des individus d'âge inférieur à « x ». En d'autres termes, c'est l'âge pour lequel on atteint 50 % des immigrants classés par ordre croissant d'âge.

Tableau 7.1 : Répartition des immigrants selon le sexe, le groupe d'âges, l'état matrimonial et le niveau d'instruction

Caractéristiques	Pourcentage total	Effectif
Sexe		
Masculin	60,6	174
Féminin	39,4	113
Total	100,0	287
Groupe d'âges		
Moins de cinq ans	1,7	5
5-9 ans	9,1	26
10-14 ans	7,0	20
15-19 ans	9,1	26
20-24 ans	14,3	41
25-29 ans	10,8	31
30-34 ans	11,5	33
35-39 ans	7,3	21
40-44 ans	7,7	22
45-49 ans	5,6	16
50-54 ans	5,9	17
55-59 ans	4,2	12
60-64 ans	4,2	12
65-69 ans	1,0	3
75 ans et plus	0,7	2
Total	100,0	287
Age moyen (années)		
Masculin	33,0	174
Féminin	26,6	113
Total	30,4	287
Age médian (années)		
Masculin	30,0	174
Féminin	24,0	113
Total	29,0	287

Etat matrimonial		
Marié	49,0	121
Union libre	5,7	14
Séparé	2,4	6
Divorcé	2,0	5
Veuf (ve)	3,6	9
Célibataire	37,2	92
Total	100,0	247
Niveau d'instruction		
Aucun/sans niveau	23,7	67
Ecole coranique	15,9	45
Primaire	35,7	101
Secondaire	18,4	52
Supérieur	6,4	18
Total	100,0	283

D'après le tableau 7.2, au cours des sept derniers jours précédant l'enquête, près de la moitié (43,4 %) des immigrants enquêtés exercent un emploi personnel payant (secteur formel et secteur informel). Une proportion relativement élevée (18,2 %) est sans emploi et n'en cherche pas alors que 15 % fréquentent un établissement scolaire ou suivent une formation et 13,5 % exercent un emploi rémunéré. On constate qu'au moment de l'enquête, 36,2 % des immigrants vivaient dans un ménage à faible niveau de vie alors qu'à l'opposé 45,3 % de leurs homologues vivaient dans des ménages riches.

Tableau 7.2 : Répartition des immigrants selon la principale activité au cours des sept derniers jours et le niveau de vie du ménage

Principale activité au cours des sept derniers jours	Pourcentage	Effectif
A l'école	15,0	41
Emploi rémunéré	13,5	37
Emploi personnel payant	43,4	119
Sans emploi mais à la recherche	1,5	4
Sans emploi et non à la recherche	18,2	50
Travail non rémunéré	4,0	11
Retraite	0,4	1
Autre	4,0	11
Total	100,0	274
Niveau de vie du ménage	Pourcentage	Effectif
Pauvre	36,2	104
Moyen	18,5	53
Riche	45,3	130
Total	100,0	287

Histoire migratoire

L'histoire migratoire révèle qu'il y a cinq ans, près de sept immigrants sur dix (70,1 %) résidaient déjà au Cameroun. En outre, moins d'un immigrant sur cinq (18,1 %) avaient déjà vécu dans d'autres pays que le Cameroun ou leur pays d'origine pendant trois mois ou plus. Parmi ces derniers, 17,3 % ont vécu au Nigéria, 10 % au Tchad, 7,7 % au Gabon, 3,8 % en Guinée équatoriale et 1,9 % en République du Congo et en République centrafricaine respectivement.

Par ailleurs, la moitié (51,9 %) des immigrants a vécu pendant trois mois ou plus dans d'autres pays africains que ceux cités ci-dessus (tableau A5.1). Depuis leur arrivée au Cameroun, 23,6 % des immigrants ont eu à changer de localité de résidence à l'intérieur du pays. 55,9 % d'entre eux ont précédemment résidé en milieu urbain alors que 44,1 % ont résidé en milieu rural avant de s'installer au lieu de résidence au moment de l'enquête.

Raisons d'arrivée, condition d'obtention du premier emploi au Cameroun et raisons probables de départ du Cameroun

La décision de commun accord avec d'autres membres de la famille est la raison la plus évoquée (43,2 %) par les immigrants pour justifier leur présence au Cameroun. Toutefois, une proportion non négligeable des immigrants avance la raison sécuritaire (36,2 %) alors que 18,8 % et 17,1 % affirment respectivement que c'est la recherche d'un emploi stable et le gain de plus d'argent qui ont favorisé leur migration au Cameroun. Les migrations d'ordres linguistiques (1,7 %), les migrations matrimoniales (4,2 %) et les migrations d'ordres scolaires (5,2 %) sont dans de faibles proportions avancées comme des raisons d'arrivée du Cameroun.

S'agissant des conditions d'accès au premier emploi au Cameroun, 35 % des immigrants déclarent avoir obtenu leur emploi par l'intermédiaire d'amis ou de membres de la famille à leur arrivée au Cameroun tandis que 21,3 % ont obtenu le leur par l'intermédiaire d'un ami ou par la famille étant encore dans un autre pays. Dans une faible proportion (6,2 %), l'employeur du pays où vivait l'immigrant a permis l'obtention de son premier emploi (tableau 7.3). En ce qui concerne la probabilité de départ des immigrants du Cameroun, près de sept sur dix (66,2 %) ont déclaré qu'il n'est pas probable qu'ils quittent ce pays alors que trois sur dix (29,3 %) déclarent vouloir partir. Toutefois, 4,5 % des immigrants n'ont pas pu se prononcer sur l'éventualité d'un probable départ. Parmi ceux qui déclarent vouloir partir, 20,9 % sont hésitants et 8,3 % préparent activement un départ.

Tableau 7.3 : Pourcentage des immigrants selon les raisons d'arrivée, les conditions d'obtention du premier emploi et les raisons probables de départ du Cameroun

Raisons d'arrivée	Pourcentage	Effectif
Rechercher un emploi stable	18,8	54
Etudier et obtenir des qualifications	5,2	15
Parler une autre langue	1,7	5
Acquérir d'autres compétences utiles	5,9	17
Gagner plus d'argent	17,1	49
Envoyer de l'argent à des gens laissés derrière	6,3	18
La sécurité est meilleure ici	36,2	104
Victime de discrimination au lieu antérieur d'habitation	11,5	33
Plus de liberté à faire ce que je voulais	7,0	20
Décision de commun accord avec d'autres membres de la famille	43,2	124
Venu(e) pour me marier	4,2	12
Rejoindre des membres de la famille	17,4	50
Autre	6,3	18
Total	-	287
Conditions d'obtention du premier emploi au Cameroun	Pourcentage	Effectif
Par mon employeur dans le pays où je vivais	6,2	5
Un ami ou un membre de la famille ici m'a aidé à trouver du travail alors que je vivais encore dans un autre pays	21,3	17
Dans un autre pays	35	28
Grâce à une agence d'emploi	3,8	3
Directement par une annonce	3,8	3
Pas en mesure de trouver du travail	18,8	15
Autre	11,2	9
Total	100,0	80

Raisons probables de départ	Pourcentage	Effectif
Pas du tout probable, je me sens chez moi	38,3	110
Pas très probable, je ne me vois pas quitter	27,9	80
Possible, selon la façon dont les choses se passent	20,9	60
Fort probable, je pense à partir à l'instant	0,7	2
Très probable, je prépare activement mon départ	6,6	19
Oui, je prépare activement mon départ	1,0	3
Ne sais pas	4,5	13
Total	100,0	287

7.2 Conséquences de l'émigration

Les conséquences de l'émigration sont abordées pour les immigrants au travers de la cohabitation avec leurs enfants de même que leur appartenance et leur participation aux activités d'associations ou d'organismes basées au Cameroun.

Cohabitation avec les enfants

Près d'un immigrant sur cinq (19,2 %) déclarent ne pas vivre avec ses enfants dans le ménage où il vit actuellement. En effet, 40 % des enfants de ces derniers vivent dans un autre ménage au Cameroun quand 56,6 % et 3,6 % de leurs progénitures vivent respectivement dans le pays de naissance des immigrants et dans d'autres pays que le Cameroun ou leur pays de provenance (tableau 7.4).

Tableau 7.4 : Répartition des immigrants selon la cohabitation avec leurs enfants et le lieu où vivent les enfants non cohabitant (en %)

Ont des enfants non cohabitants	Pourcentage	Effectif
Oui	19,2	55
Non	80,8	232
Total	100,0	287
Lieu où vivent les enfants non cohabitant	Pourcentage	Effectif
Dans un autre ménage au Cameroun	40,0	22
Dans mon pays de naissance	56,4	31
Ailleurs	3,6	2
Total	100,0	55

Appartenance à des associations ou organismes

Près d'un immigrant sur cinq (19,5 %) soutient appartenir à une association ou organisme basé au Cameroun. Toutefois, seuls 10,7 % de ceux-ci perçoivent un paiement pour leur travail avec ces associations ou organismes. Ce qui laisse apparaître que la majorité (89,3 %) des immigrants qui prennent part à de telles activités le font de manière désintéressée sans recherche de contrepartie financière (tableau 7.5).

D'ailleurs, on note que le travail bénévole (60 %) est le domaine d'intervention de prédilection de ces associations ou organismes dans la mesure où ils interviennent également dans le domaine du secours aux sinistrés (32,8 %) et celui de la politique/gouvernance (5,5 %).

Il existe deux principales cibles géographiques des activités de ces associations/organismes que sont le Cameroun (67,9 %) et les pays d'origine des immigrants (30,4 %) tant ces cibles concentrent à elles seules près de neuf activités sur dix de ces associations/organismes.

Tableau 7.5 : Répartition des immigrants selon leur appartenance à des associations/organismes et typologie de ces associations/organismes (en %)

Appartenance à des associations ou organismes	Pourcentage	Effectif
Oui	19,5	56
Non	80,5	231
Total	100,0	287
Perception d'un paiement pour votre travail avec cette association ou organisme	Pourcentage	Effectif
Oui	10,7	6
Non	89,3	50
Total	100,0	56
Domaine d'intervention de cette association ou organisme	Pourcentage	Effectif
Le travail bénévole	60,0	33
Les secours aux sinistrés	32,8	18
L'activité politique/Gouvernance	5,5	3
Autres domaines	16,4	9
Total	-	55
Cible géographique des activités de cette association ou organisme	Pourcentage	Effectif
Cameroun	67,9	38
Mon pays d'origine	30,4	17
Autre pays	1,8	1
Total	100,0	56

7.3 Impacts de la migration

Les impacts des migrations au Cameroun sont présentés au tableau A5.2 et A5.3 en terme d'impacts de l'immigration d'une part et d'impacts de la migration (émigration, immigration, retour) d'autre part.

En effet, le tableau A5.3 permet la comparaison entre ménages n'ayant aucun migrant en leur sein (418) et les ménages ayant uniquement des immigrants (128). Quant à l'impact de la migration présenté au tableau A5.2, il est perçu à travers la comparaison entre les ménages n'ayant aucun migrant en leur sein

(418) et les ménages ayant tout type de migrants (migrants absents, migrants de retour) quelque soit leur provenance ou destination (817), ceux ayant tout type de migrants issus du Sud (588) et ceux ayant tout type de migrants issus du Nord (274).

Impacts de l'immigration

- Impacts économiques

L'impact économique de la migration est perçu à travers trois types de variables : la proportion des indépendants ainsi que la proportion de salariés parmi les membres du ménage âgés de plus de 12 ans et l'épargne au cours du dernier mois.

S'agissant de la proportion des indépendants parmi les membres du ménage âgés de 12 ans et plus, elle est significative dans le cas des ménages ayant uniquement des immigrants en leur sein. Ainsi, la présence d'un immigrant dans un ménage y accroît de 10,4% la proportion d'individus indépendants. Cependant, on note que la présence des immigrants n'influence en rien la proportion de salariés parmi les 12 ans et plus qui s'y trouve de même qu'elle n'influence en rien l'épargne au cours du dernier mois du ménage.

- Impacts sur l'éducation

On note une relation non significative entre l'accroissement des dépenses annuelles d'éducation des ménages ayant des immigrants en leur sein même si ceux-ci comparés aux ménages n'ayant aucun migrant en leur sein dépensent en plus 49 200 FCFA.

- Impacts sur la santé

On note une diminution des dépenses mensuelles de santé des ménages ayant uniquement des immigrants en leur sein. En effet, comparés aux ménages n'ayant aucun migrant en leur sein, les ménages ayant uniquement des immigrants en leur sein, dépensent en santé 9 000 FCFA de moins.

- Impacts sur les dépenses alimentaires

Lorsque qu'un ménage n'ayant aucun migrant en son sein effectue une dépense en alimentation d'1 FCFA, le ménage ayant uniquement des immigrants en dépense 46. Toutefois, cette relation entre l'accroissement des dépenses alimentaires des ménages et la présence des immigrants en son sein est non significative.

Impacts de la migration

- Impacts économiques

Les trois types de variables sont ici étudiés. La présence de tout type de migrants au sein des ménages n'influence en rien la proportion des indépendants ou la proportion de salariés parmi les membres du ménage âgés de 12 ans et plus. Ce même constat est vérifié au sein des ménages qu'il s'agisse de migrants issus du Sud ou issus du Nord.

S'agissant de l'épargne au cours du dernier mois, il s'accroît de 21 760 FCFA dans les ménages ayant tout type de migrant (absents, retour, immigrants), de 16 457 FCFA dans les ménages ayant tout type de migrant issu du Sud et de 43 133 FCFA au sein des ménages ayant tout type de migrant provenant du Nord.

- Impacts sur l'éducation

On note un accroissement des dépenses annuelles d'éducation des ménages ayant tout type de migrants, essentiellement avec des migrants dans le Nord. En effet, au cours des 12 derniers mois, les ménages ayant tout type de migrants ont dépensé en éducation 148 000 FCFA de plus que les ménages sans migrants. Cet écart, non significatif dans le cadre de la migration Sud-Sud, est de 67 982 FCFA en faveur des ménages ayant tout type de migrants dans le cadre de la migration totale.

- Impacts sur la santé

Au cours du dernier mois précédant l'enquête, on constate que les ménages ayant tout type de migrant et ceux ayant des migrants provenant du Sud dépensent moins de 957 FCFA et 3 685 FCFA respectivement que les ménages n'ayant aucun migrant en leur sein ; toutefois, ce résultat n'est pas significatif. Par contre, au seuil de 10 %, les résultats révèlent que les ménages ayant tout type de migrant provenant du Nord dépensent moins de 7 525 FCFA que les ménages n'ayant aucun migrant en leur sein au cours du dernier mois précédant l'enquête.

- Impacts sur les dépenses alimentaires

Comparés aux ménages n'ayant aucun migrant en leur sein, les ménages ayant tout type de migrant en leur sein, dépensent en alimentation plus de 4 286 FCFA, ceux ayant des migrants provenant du Sud et du Nord dépensent en alimentation plus 3 801 FCFA et 6 144 FCFA respectivement. Cela revient à dire que, d'après ces résultats, la présence des migrants, qu'ils soient des migrants absents, de retour ou des immigrants et qu'ils proviennent du Sud ou du Nord induit un accroissement des dépenses d'alimentation dans les ménages.

Conclusion partielle

En somme les immigrants sont en majorité des hommes (61 %), des personnes qui travaillent à leur propre compte (43 %) et vivent dans des ménages à faible niveau de vie (36,2 %). Une proportion non négligeable des immigrants avance la raison sécuritaire (36,2 %) quand 18,8 % et 17,1 % affirment respectivement que c'est la recherche d'un emploi stable et le gain de plus d'argent qui ont favorisé leur migration au Cameroun. En ce qui concerne la probabilité de départ des immigrants du Cameroun, près de sept sur dix (66,2 %) ont avancé qu'il n'est pas probable qu'ils quittent le pays.

Près d'un immigrant sur cinq (19,2 %) déclare ne pas vivre avec ses enfants dans le ménage où il vit actuellement et affirme appartenir à une association ou un organisme basé au Cameroun (19,5 %).

L'immigration ne semble pas avoir d'impact sur la proportion de salariés parmi les membres du ménage âgés de 12 ans et plus ; les dépenses d'éducation, l'épargne du ménage au cours du dernier mois, et les dépenses d'alimentation du ménage au cours de la dernière semaine. On note cependant une diminution des dépenses mensuelles de santé des ménages ayant uniquement des immigrants en leur sein (9 000 FCFA) et un accroissement de 10,4 % la proportion d'individus indépendants.

En considérant tout type de migrant au sein des ménages, il ne semble pas avoir d'impact sur la proportion des salariés ou d'indépendant parmi les membres du ménage âgés de 12 ans et plus par rapport aux ménages sans migrant. Seuls les ménages ayant des migrants absents qui vivent actuellement dans le Nord ou des immigrants provenant des pays du Nord engendrent un accroissement annuel moyen de 148 000 FCFA des dépenses en éducation. Il semble avoir un accroissement des dépenses en alimentation dans les ménages, au cours de la dernière semaine (ensemble 4 286 FCFA, Sud 3 801 FCFA et Nord 6 114 FCFA) sans la distinction du type de migration. Au cours du dernier mois précédant l'enquête, on constate qu'au seuil de 10 %, les résultats révèlent que les ménages ayant tout type de migrants provenant du Nord dépensent en santé moins de 7 525 FCFA que les ménages n'ayant aucun migrant en leur sein (ensemble et Sud non significatif). S'agissant de l'épargne au cours du dernier mois, il s'accroît de 21 760 FCFA dans les ménages ayant tout type de migrants (absents, retour, immigrants), de 16 457 FCFA dans les ménages ayant tout type de migrants issus du Sud et de 43 133 FCFA au sein des ménages ayant tout type de migrants provenant du Nord.

8. Opinions sur la migration

Les impacts des migrations varient selon le type de migration et selon que l'on considère la société d'accueil ou celle de départ. Ainsi, les impacts peuvent être à la fois économiques, sociaux, culturels, c'est-à-dire matériels et immatériels. Ce chapitre traite des opinions et des perceptions des impacts des migrations sur le développement au Cameroun et priorités politiques actuelles y relatives.

8.1 Aperçu général des impacts de la migration sur le développement

De façon générale, les perceptions des impacts des migrations sont diverses. Elles traduisent à la fois l'idée que la migration peut constituer un atout pour le développement d'un pays ou d'une société, mais aussi l'idée que la migration peut avoir les effets négatifs sur son développement. Ces impacts sont ainsi l'expression des principaux apports de la migration traduits par les projets initiés par les émigrants camerounais, les migrants de retour, les immigrants et dans une certaine mesure les réfugiés. Il s'agit donc d'impacts sociaux et immatériels des migrations, mais également des impacts matériels, économiques ou financiers des migrations au Cameroun. En outre, les perceptions qui sont analysées dans cette section mettent en relief l'idée que la migration reste un phénomène complexe entraînant aussi des problèmes dans différents aspects de la vie sociale, à la fois dans la société d'accueil des migrants et dans leurs sociétés d'origine.

Principaux apports de la migration au Cameroun

- Projets initiés par les migrants

D'après les données recueillies, les impacts des migrations peuvent ainsi s'observer sur le plan économique, culturel, social, et familial. Ils se matérialisent à travers des transferts matériels et immatériels. A travers ces transferts, les migrants peuvent promouvoir le développement de leur localité et contribuer à l'amélioration des conditions de leur famille. Dans certains cas, les migrants peuvent s'associer entre eux pour contribuer au développement de leur localité d'origine en construisant des infrastructures sociales comme des écoles, des hôpitaux, des orphelinats.

Les transferts d'argent opérés par les migrants vers leur pays d'origine participent à la réduction de la pauvreté, car pour les migrants professionnels par exemple,

la migration elle-même induit souvent une amélioration des salaires. A ce titre, des enquêtés ont évoqué l'exemple de grands projets développés dans les pays africains qui ont drainé des flux d'experts et entraîné l'amélioration de leurs revenus. Le Cameroun bénéficie alors des investissements locaux portés par ses migrants dans les microprojets sociaux et communautaires tels que l'assainissement de l'eau, l'agriculture, les routes rurales. A titre d'illustration, un responsable a souligné que : « *J'ai eu à observer un grand investissement [économique] par les migrants dans les régions dans les microprojets, je peux dire quoi ? Assainissement dans l'eau, l'agriculture, les routes rurales, les trucs comme ça.* » (Responsable, ONG)

- Impacts sociaux et immatériels des migrations

La migration permet le renforcement des capacités et l'éducation. En outre, elle permet le transfert des connaissances, des technologies et de l'innovation économique, des échanges et complémentarité des compétences professionnelles. D'autres effets de la migration sont de grande envergure, allant jusqu'à la facilitation de l'intégration sous régionale et africaine. Parce que la migration permet le brassage de la population, elle renforce les échanges d'expériences culturelles. Elle est donc un facteur de métissage et de recomposition socioculturelle. Elle peut paraître comme un facteur d'acculturation et d'assimilation culturelle. En tant que facteur d'acculturation, la migration peut stimuler des changements dans les valeurs chez les migrants et ainsi constituer un facteur de changement des mentalités dans la société de départ des migrants. A ce titre, un migrant de retour rencontré affirme que « *Moi par exemple j'ai changé, je suis devenu plus adepte de la propreté. Avant de partir j'étais de ceux qui pouvaient jeter des peaux de banane un peu partout sur la voie publique. Au Maroc, j'ai appris que c'est quelque chose de complètement tabou, proscrit, la police n'a même pas besoin de mettre des panneaux, ils sont comme ça, ils ont ça dans leur nature. Rien que sur ce plan, je peux dire que j'ai beaucoup changée et sur bien d'autres plans aussi.* » (Homme, migrant de retour).

En tant que facteur d'assimilation, les migrations sont au cœur des recompositions familiales dans la mesure où elles facilitent le développement des identités transnationales.

Les effets des migrations revêtent également un caractère symbolique. Dans les régions affectées par les flux d'émigrations, les investissements générés par ces flux constituent à la fois un capital symbolique pour la famille du migrant mais aussi pour toute sa communauté. Le fait pour une famille ou une communauté de disposer de migrants apparaît comme un facteur de

stratification sociale et de différenciation sociale. De ce point de vue, on peut penser que dans le contexte de la décentralisation administrative actuelle, les inégalités de développement entre collectivités territoriales et village peuvent traduire les inégalités observées dans leur potentiel migratoire. De part leur rôle dans les initiatives locales de développement, les migrants sont porteurs d'enjeux multiples pour les sociétés émettrices et réceptrices des flux. En tant que facteur d'une réussite collective, la migration a très souvent suscité une mobilisation communautaire dans son financement. Ainsi, lorsque les migrants parlent des avantages de la migration, ils lui reconnaissent des avantages matériels, mais aussi des bienfaits psychologiques ou symboliques notamment pour la famille restée au pays. C'est cette idée qui ressort de l'entretien avec cette immigrée originaire de la République démocratique du Congo :

« Quand j'étais encore au pays je voyais les gens qui retournaient au pays achetaient des maisons, tantôt ils utilisaient comme maison de location ou maison de commerce, certains rentraient avec des minibus pour faire le taxi, comme chez nous ce n'est pas plein de taxi comme ici ce sont des longs bus qui partent d'un quartier à l'autre. [...]Hum tu sais même si tu es couché à l'hôpital on te dit que l'argent sort de l'étranger je vais attraper une guérison d'abord (rire) oui subite avant que la maladie s'aggrave encore. Tu peux avoir un montant de 10 000 francs aujourd'hui et on t'envoie 50 000 francs, ça va t'aider à mieux gérer le quotidien avant que tu retournes dans la même souffrance de gérer 10 000 francs par jour donc quand il y a un argent que tu n'attendais pas qui arrive du coup ça soulage et la vie change un peu. »

Principaux problèmes posés par la migration au Cameroun

Au regard des faiblesses institutionnelles et des politiques visant à gérer les flux, les migrations peuvent constituer un obstacle au développement. Dans certaines régions, ces flux ont souvent conduit à des tensions foncières entre ceux qui se disent autochtones et ceux qui arrivent. On a souvent observé ces conflits dans les zones où s'installent les réfugiés au Nord du Cameroun. Par ailleurs, la diversité et les différentes activités économiques réalisées par les migrants et les autochtones ont été aussi au cœur de ces conflits. Les perceptions des personnes interrogées mettent aussi en évidence que sur le plan sécuritaire, les migrations, notamment l'arrivée de populations étrangères au Cameroun, peuvent constituer une source d'instabilité et d'insécurité. De ce point de vue, plusieurs enquêtés pensent que les migrations accentuent le risque de criminalité et la menace terroriste. Les migrations sont aussi au cœur du développement de certains fléaux comme le trafic d'organes humains, le trafic de stupéfiants, le commerce de la drogue, parmi d'autres.

Source de perturbation de la vie familiale, les migrations contribuent aux changements observés dans les structures sociales de base comme la famille et la communauté. A travers les changements observés dans les structures familiales et résultantes des migrations, elles influent sur les relations de genre et les statuts des acteurs familiaux en participant à des changements dans les valeurs traditionnelles liées aux relations intergénérationnelles. La migration présente aussi des effets négatifs qui se matérialisent en risques et problèmes causés par ce phénomène notamment : la fuite des cerveaux affecte particulièrement des secteurs comme l'éducation et la santé.

La migration Sud-Sud fait face à certains problèmes liés soit à l'absence de réglementation ou de conventions, soit à l'ignorance de cette réglementation, ou enfin le refus d'appliquer ladite réglementation par ceux-là mêmes qui sont en charge de le faire dans leurs différentes fonctions et même la tendance « *des migrants sans papiers* » à échapper à la norme. A ce vide s'ajoute la porosité des frontières, entraînant souvent « la prolifération des réseaux de passeurs ». L'image qui est généralement assignée au migrant reste sous-tendue par un certain nombre de préjugés et de stéréotypes, c'est-à-dire par exemple de celui d'un usurpateur ou d'un envahisseur. Ces stéréotypes sont la cause de la xénophobie et peuvent engendrer des conflits sociaux. Les problèmes qui en découlent sont les conflits culturels et économiques, la marginalisation, ainsi que les problèmes d'intégration.

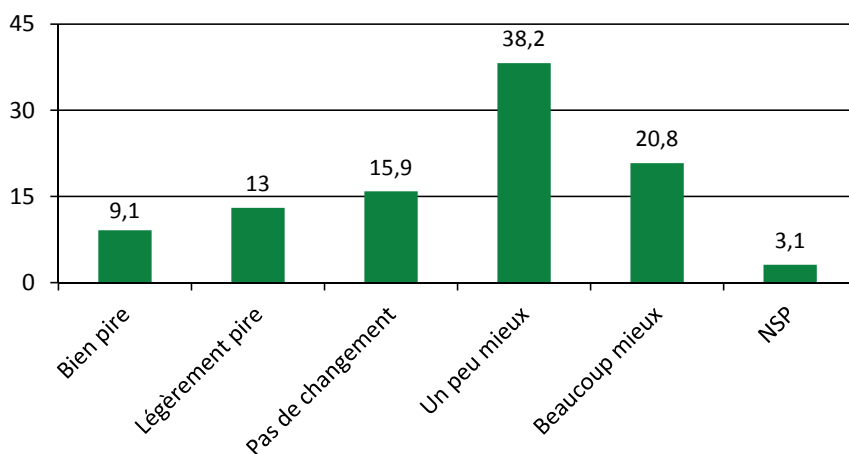
8.2 Perception de l'impact de l'émigration sur la qualité de vie

L'émigration peut être motivée par diverses raisons ; parmi celles-ci les raisons économiques occupent très souvent une place importante. Ainsi, la perception de l'impact de l'émigration sur le Cameroun montre qu'il s'agit d'un facteur de développement dans la mesure où 38,2 % et 20,8 % des chefs de ménage enquêtés pensent respectivement qu'elle influence un peu mieux et beaucoup mieux la vie nationale. Par contre, environ 22 % d'entre eux ont déclaré que l'émigration a une influence négative sur la vie nationale. En revanche, 15,9 % ont déclaré que l'émigration n'apporte pas de changement sur la qualité de vie nationale.

Les raisons qui justifient ces perceptions sont diverses. D'après 45,5 % des chefs de ménages enquêtés, l'influence positive de l'émigration se justifie par le fait que ceux qui partent envoient de l'argent à leurs amis et à leurs familles. En outre, 25 % des chefs de ménage pensent que ceux qui partent acquièrent

des compétences et des ressources et 28,4 % ont déclaré que l'argent envoyé réduit la pauvreté au pays alors que 13,9 % et 11,5 % d'entre eux déclarent respectivement que l'argent envoyé par les émigrants permet d'investir et d'épargner. D'après 6,4 % des chefs de ménages, les devises étrangères envoyées renforcent l'économie locale. Toutefois, d'après certains des chefs de ménages enquêtés, les effets négatifs de l'émigration peuvent se traduire au niveau de la famille et de la fuite des cerveaux. Ainsi, 14,1 % des chefs de ménage pensent que la migration entraîne un déficit de compétences alors que 8,9 % affirment que l'émigration entraîne l'éclatement des familles. On observe également que d'après 6,2 % des enquêtés, l'émigration est un facteur de la fuite des cerveaux au Cameroun. Ces dernières perceptions traduisent le fait que les migrations ont aussi des effets négatifs notamment sur la société d'origine (tableau A6.1).

Graphique 8.1 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'impact de l'émigration sur la qualité de la vie au Cameroun (en %)

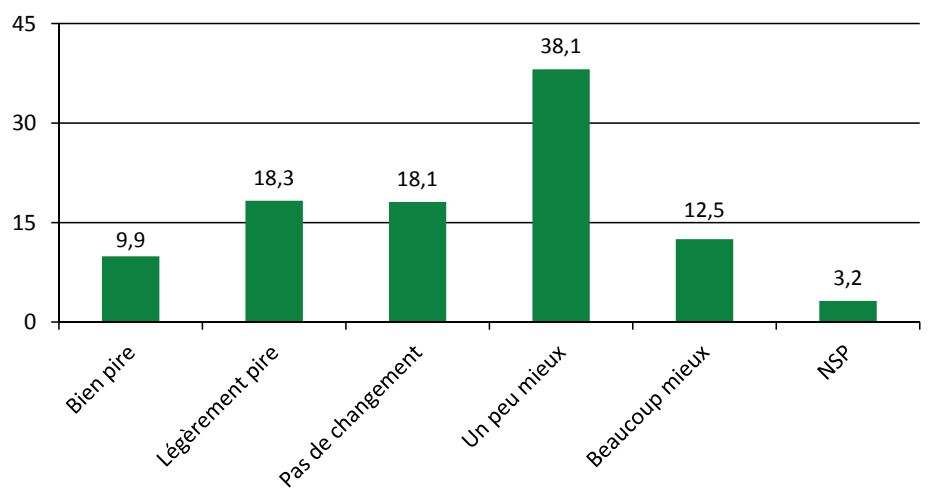


8.3 Perception de l'impact de l'immigration sur la qualité de la vie

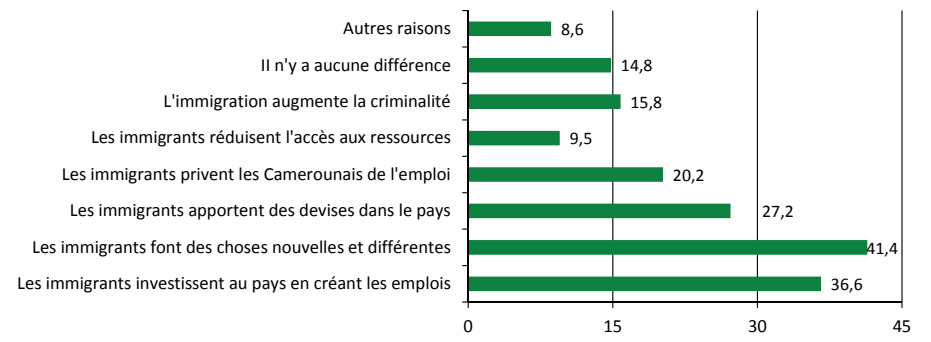
Le développement des flux d'immigrants de part le monde a suscité diverses perceptions du migrant dans la société d'accueil. D'après les résultats de l'enquête, 50,6 % des chefs de ménage enquêtés pensent que l'immigration influence positivement la vie au Cameroun. En effet, 38,1 % et 12,5 % ont respectivement affirmé que l'immigration influence un peu mieux et beaucoup mieux la vie au Cameroun. En effet, l'immigration peut constituer selon certains

enquêtés, une source de transferts de technologies et de connaissances. Elle offre aussi plus d'opportunités que d'inconvénients. D'après les résultats de l'enquête, 28,2 % d'entre eux ont déclaré que l'immigration influence négativement la vie au Cameroun. Cette perception peut se justifier par le fait que l'immigration peut avoir des effets sur la cohésion sociale, mais également sur le marché du travail. Pour 9,9 % des chefs de ménage enquêtés, cette influence négative est bien pire alors que pour 18,3 %, elle est légèrement pire (graphique 8.2).

Graphique 8.2 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'impact de l'immigration sur la qualité de la vie au Cameroun (en %)



Graphique 8.3 : Répartition des enquêtés selon les raisons données pour justifier leur perception de l'influence de l'immigration sur la vie au Cameroun (en %)



Plusieurs raisons ont été avancées pour justifier les perceptions de l'influence de l'immigration sur la vie au Cameroun. Ainsi, 41,4 % des chefs de ménage enquêtés affirment que les immigrants font des choses nouvelles et différentes ; 36,6 % ont déclaré que les immigrants investissent au pays en créant les emplois et 27,2 % ont déclaré que les immigrants apportent des devises dans le pays. Par contre, on note que 20,2 % des enquêtés ont déclaré que les immigrants privent les Camerounais d'emploi. Par ailleurs, 15,8 % ont déclaré que l'immigration augmente la criminalité et 9,5 % que les immigrants réduisent l'accès des Camerounais aux ressources (graphique 8.3).

En effet, d'après les données qualitatives, les flux d'immigrants constituent pour la vie nationale un facteur d'intégration africaine dans la mesure où les migrants se déplacent avec des traditions, des valeurs culturelles qu'ils peuvent transmettre à la société d'accueil. Parmi les principaux transferts culturels observés ces dernières années d'après quelques enquêtés, on peut citer les transferts religieux. D'après les opinions de plusieurs enquêtés, la montée des fondamentalismes religieux dans certaines régions du pays est en effet corrélée aux mobilités et migrations internationales. Plusieurs enquêtés ont relevé le fait que les migrations observées en direction du Cameroun ont conduit à un remodelage de l'univers religieux avec comme conséquence le développement de nouvelles formes d'expression des croyances religieuses. La montée des fondamentalismes et de nouvelles Eglises a été plusieurs fois relevée comme l'une des expressions des conséquences de l'immigration sur la vie nationale. Par conséquent, ces perceptions peuvent aussi produire des changements dans les rapports sociaux, les relations de genre, les relations intergénérationnelles au sein de la famille et des communautés. L'actualité récente du phénomène « Boko Haram¹¹ » dans la partie septentrionale du Cameroun peut être considérée comme révélatrice des enjeux socioculturels de l'immigration pour le Cameroun.

En revanche, la nature des flux et les raisons qui les motivent font plus penser que l'immigration est un « danger » à cause notamment des transferts. En effet, plusieurs enquêtés ont souligné le fait que la plupart de subsahariens qu'on retrouve au Cameroun exerce dans les commerces. De ce point de vue, les ressources qu'ils génèrent sont expatriées vers leurs pays d'origine pour y servir de levier de développement. Cependant, l'activité commerciale des étrangers, par exemple de nationalité nigériane, reconnus dans les domaines

11 Il s'agit d'une secte islamiste du Nord du Nigéria dont les ramifications vont au delà des frontières de ce pays et s'étendent dans plusieurs pays voisins comme le Cameroun, le Bénin, le Niger, le Tchad, etc.

des pièces détachées automobiles et de motocyclettes ne profite au Cameroun qu'en termes de taxes et impôts divers ou de location des entrepôts et autres boutiques au marché Mbopi à Douala par exemple pour le stockage et la vente de ces produits. Mais cette activité enrichit les immigrants de par les bénéfices générés et surtout augmente leur potentiel d'affaires car ils réinvestissent dans le montage des petites et moyennes entreprises (PME) de fabrication des produits manufacturés comme les sandalettes dans leur pays d'origine, pour le cas du Nigéria par exemple et reviennent vendre au Cameroun. La déclaration d'un haut commis du Ministère de la culture à ce propos est fort révélatrice :

« Mais les Nigériens, quand vous allez à Calabar, à Lagos, à Kano, vous voyez que ceux qui vivent au Cameroun réinvestissent dans leur pays mais ce sont des investissements économiques et non des investissements familiaux pour aider les petits frères, acheter à manger, scolariser, acheter des habits, c'est aller créer des petites entreprises et ce sont celles-ci qui mettent en place un certain type de produit qu'ils revendent aux Camerounais. [...] Je prends le cas des Nigériens qui sont au Cameroun, ils font des investissements, ils effectuent des transactions dans le pays d'accueil, regardez un peu dans la ville de Douala, même s'ils évoluent beaucoup plus dans le secteur informel, ils produisent certains bénéfices à l'épargne nationale. Mais généralement, il y a ce qu'on appelle l'investissement retour. Après avoir investi au Cameroun dans les domaines d'activités génératrices des dividendes, ils ont des bénéfices et ceux-ci sont réinvestis maintenant dans les pays d'origine par exemple ils construisent des maisons à Calabar, à Lagos. Ils mettent en création des PME qui sont à la base même de la fabrication de plusieurs produits, objets quotidiens que l'on utilise à Douala par exemple les babouches, sandalettes fabriquées au Nigéria. »

8.4 Perception de l'impact des réfugiés sur la qualité de la vie

Avec sa relative stabilité sociopolitique, le Cameroun a joué un rôle fondamental dans l'organisation de l'asile de plusieurs communautés en Afrique, notamment avec l'appui du HCR et de nombreux autres organismes humanitaires. Fuyant les conflits et les persécutions, ou poussés par le désespoir, un grand nombre d'Africains se retrouve aujourd'hui au Cameroun. Ainsi, le Cameroun est devenu une destination privilégiée et une « terre d'asile » pour nombre de réfugiés cherchant à éviter la persécution. Ils se retrouvent en nombre important dans les grandes villes, mais particulièrement dans les régions de l'Est et du Grand Nord. Cet afflux peut entraîner des conflits sociaux et des problèmes sécuritaires dans les régions où les réfugiés décident de s'installer. C'est la raison pour laquelle lors de l'enquête, il a été demandé aux chefs

de ménages leurs opinions sur l'impact des réfugiés sur la qualité de vie au Cameroun. D'après les résultats de l'enquête, près de la moitié des chefs de ménage enquêtés (48,9 %) pensent que l'afflux des réfugiés n'apporte pas de changement dans la vie nationale. Par contre, 16,3 % ont déclaré que l'afflux des réfugiés a une incidence négative et 13 % que cet afflux a une incidence très négative. D'après 16,7 % des chefs de ménage, l'afflux des réfugiés a un impact positif sur la vie nationale.

L'idée communément partagée selon laquelle les réfugiés viennent d'un contexte de conflit suscite aussi de la peur chez plusieurs enquêtés. En effet, d'après certaines personnes interrogées dans le cadre de l'enquête qualitative, les réfugiés peuvent susciter la dynamique conflictuelle dans la société d'accueil et créer un climat d'insécurité. Dans ce sens, l'image du réfugié est restée dans certain cas négative et généralement assignée à celle d'un « acteur du mal » par certains enquêtés. Ainsi, les gens pensent généralement à un éventuel risque que présentent des réfugiés venus s'installer au Cameroun pour la stabilité du pays (tableau A6.2).

S'agissant des raisons qui justifient les perceptions de l'impact des réfugiés sur le Cameroun, on observe que 44,5 % des chefs de ménage affirment qu'il n'y a aucune différence ou changement avec l'afflux de réfugiés. Par contre, 22,1 % des chefs de ménage enquêtés déclarent que les réfugiés augmentent la criminalité alors que 12 % ont affirmé que les réfugiés privent les Camerounais de l'emploi et 11,5 % que les réfugiés réduisent l'accès des Camerounais aux ressources. On observe également que d'après respectivement 16,5 % et 9,9 % des chefs de ménage, les réfugiés font des choses nouvelles et différentes et apportent des devises au Cameroun (tableau A6.3).

8.5 Opinions sur la migration

Cette section traite des opinions relatives à la migration. Il s'agit d'une part des opinions des chefs de ménage sur la vie au Cameroun en général, lesquelles opinions peuvent constituer des facteurs indirects de l'émigration, et d'autre part des opinions des migrants de retour sur divers aspects de la vie nationale.

Opinion des chefs de ménages sur la migration

Diverses questions ont été posées aux chefs de ménages enquêtés afin de connaître leurs opinions sur la vie sociopolitique nationale. S'agissant du cadre de vie au Cameroun, la majorité des enquêtés a déclaré que le Cameroun

est un bon endroit pour vivre (84,2 %). Par contre, seuls 10,8 % des chefs de ménages pensent que la Cameroun n'est pas un endroit pour vivre. Ce qui peut constituer un facteur d'émigration. En revanche, 56,5 % des chefs de ménage ont déclaré qu'ils vivraient dans un autre pays s'ils avaient le choix alors que 35,4 % accepteraient de vivre continuellement dans ce pays (tableau A6.4).

S'agissant de la perception de la manière dont le pays est géré, on constate que les opinions sont très contrastées. Ainsi, 14,7 % des chefs de ménage ne sont ni d'accord, ni en désaccord avec cette opinion. Toutefois, la proportion des chefs de ménage ayant déclaré qu'ils ne sont pas fiers de la façon dont le pays est géré est de 46,6 % alors que celle des chefs de ménage qui en sont heureux est de 36,8 % (tableau A6.4).

S'agissant de la préservation du patrimoine et de l'identité culturelle du pays, après avoir vécu à l'étranger, près de 91,1 % des chefs de ménage ont à présent un sentiment plus fort maintenant qu'il y a un besoin de protéger le mode de vie traditionnel, c'est-à-dire l'identité culturelle locale. En revanche, 68,8 % d'entre eux pensent que les gens s'entendent dans leur communauté (tableau A6.4). Dans le domaine de la promotion du genre, 81,9 % des chefs de ménage enquêtés pensent qu'il est nécessaire que le Cameroun fasse plus d'efforts pour veiller à ce que les hommes et les femmes soient traités de manière égale dans ce pays. Seuls 10,8 % des enquêtés ont un avis contraire. S'agissant du traitement réservé aux différents groupes ethniques, 93,7 % des chefs de ménage enquêtés pensent qu'il est aussi nécessaire de faire plus d'efforts afin de garantir un traitement égal à toutes ces composantes socioculturelles de la nation (tableau A6.4).

Des questions ont également été posées sur la perception de la participation des populations au processus de prises de décisions, tant au sein de la vie sociopolitique nationale qu'au niveau des institutions familiales. Au regard des résultats obtenus, on note que la majorité des enquêtés souhaitent qu'il y ait plus d'implication des acteurs sociaux dans les processus de prise de décisions dans ces différentes sphères de la vie sociale. Ainsi, 88,1 % des chefs de ménage pensent que les gens ont besoin d'être impliqués dans les processus de prises de décisions politiques par le gouvernement du Cameroun alors que 88,8 % d'entre eux pensent que les gens ont besoin d'être impliqués dans les prises de décision au niveau des familles.

Opinions des chefs de ménages sur l'impact des migrations

Lors de l'enquête, des questions avaient été posées aux enquêtés afin d'apprécier leur perception de l'impact des migrations. Le tableau A6.5 fournit des renseignements sur les informations obtenues. Il en ressort que plus de la moitié des chefs de ménage enquêtés pensent que la fuite des cerveaux a un impact négatif sur les services publics (52,7 %). S'agissant de la perception de l'impact des transferts, près de 49 % des chefs de ménages pensent que l'argent envoyé par les migrants rend les gens paresseux car ils ne veulent plus travailler. Par contre, la majorité des enquêtés a déclaré que recevoir de l'argent des migrants permet aux gens d'être plus entreprenant. On observe également que 64,4 % pensent que les Camerounais vivants à l'étranger fournissent un soutien important à la communauté. Dans le même ordre d'idée, 71,1 % des chefs de ménages pensent que les Camerounais vivants à l'étranger sont plus susceptibles d'investir au Cameroun alors que 61,3 % d'entre eux ont déclaré que ceux qui ont vécu à l'étranger aident le pays dans la vie politiques et les questions sociales (tableau A6.5).

On observe aussi que les migrants ont un impact sur les désirs de partir chez ceux qui sont restés au pays dans la mesure où la majorité des chefs de ménages enquêtés (83,1 %) pensent que beaucoup de gens veulent partir à l'étranger à cause de ce que leur racontent les migrants. De ce point de vue, les migrants influencent les personnes restées au pays en leur présentant les avantages comparatifs de la migration. Par ailleurs, 79,2 % des chefs de ménages pensent que parce que les gens voient des personnes qualifiées migrer, ils sont enclins à étudier parce qu'ils pensent que l'éducation les aidera à migrer également (tableau A6.5).

En outre, 61,3 % des chefs de ménages pensent que lorsque des gens qui ont vécu à l'étranger reviennent, ils participent au développement en aidant le pays à travers leur implication dans la vie politique et les questions sociales. Dans la même perspective, 71,1 % des chefs de ménages pensent que les Camerounais vivant à l'étranger sont plus susceptibles d'investir au Cameroun. Dans le cadre de l'enquête qualitative, un des impacts financiers de la migration Sud-Sud les plus évoqués concerne le transfert des fonds ayant des utilisations multiples dans les pays d'origine : on peut citer tour à tour le soutien aux besoins sociaux de la famille tels que le paiement des frais de scolarité, des frais médicaux, la construction de maisons d'habitation, l'achat de voitures, des vêtements, entre autres. Il est ici question de montrer que les migrants contribuent aux transferts de ressources vers leurs localités d'origine. Plusieurs enquêtés ont relevé le fait qu'aujourd'hui, les formes de transferts sont multiples et induisent

différentes formes de contributions des migrants au développement de leur localité d'origine. Lorsque les travailleurs camerounais migrent à l'étranger, ils accroissent leurs revenus ; ce qui leur permet d'investir au Cameroun et de subvenir aux besoins de leurs familles (nutrition, santé, éducation, logement, entre autres).

Opinions des migrants de retour sur le Cameroun

Les migrants de retour peuvent constituer un appoint pour le développement d'un pays. A travers le capital culturel qu'ils ramènent de leur migration et de l'ensemble des expériences acquises et vécues, ils peuvent constituer des acteurs majeurs dans les changements de part leur perception de la façon dont les choses sont gérées dans leur pays. En effet, après avoir vécu à l'étranger, la perception que le migrant a de la gestion du pays peut changer, compte tenu de la comparaison qu'il peut faire entre son pays d'origine et la société d'accueil. Lors de l'enquête, des questions ont été posées aux migrants de retour pour savoir si en vivant à l'étranger ils ont changé leurs opinions sur certains aspects du développement social au pays. Ainsi, des questions ont porté sur leur perception de la gouvernance, la gestion de la corruption, la perception des questions liées au genre, entre autres.

Il a été demandé aux migrants de retour s'ils pensent qu'après avoir vécu à l'étranger la manière dont le pays est géré leur paraissait satisfaisante. Les résultats obtenus montrent que 41,3 % des migrants de retour n'est pas satisfaite de la façon dont le pays est géré. En effet, on observe que seuls 42,5 % des migrants de retour déclarent qu'ils sont satisfait de la façon dont le pays est géré ; 13 % ne sont ni satisfaits, ni insatisfaits. Des avis recueillis, il ressort un important besoin de sauvegarder le mode de vie traditionnel dans la mesure où 88,9 % des enquêtés déclarent qu'ils ont ce fort sentiment après leur retour. La problématique de l'émancipation féminine et de l'égalité de genre semble également être au cœur des enjeux de la migration de retour. En effet, d'après la majorité des migrants de retour (79,8 %) il est important que des efforts doivent être faits pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Dans le même ordre d'idée, on constate que 94,3 % des enquêtés sont préoccupés pas la lutte contre la corruption pour laquelle il serait également important d'entreprendre des initiatives pour enrayer ce fléau. En outre, une très grande majorité des migrants de retour (93,8 %) ont déclaré qu'ils pensent qu'il est important de promouvoir les droits humains au Cameroun. Enfin, 82 % des migrants de retour pensent qu'il faut faire plus d'efforts pour s'assurer que les immigrants soient traités équitablement (tableau A6.6).

Politiques actuelles et actions prioritaires relatives à la migration et à ses impacts sur la vie nationale

Face au développement des migrations, le Cameroun a mis sur pied une commission pour élaborer une politique nationale en la matière. Toutefois, dans les différents ministères qui travaillent sur les migrations, il existe des actions ponctuelles et des programmes qui visent la gestion des migrations et leur prise en compte dans les initiatives de développement. Ainsi, on peut citer le forum « *Draw A Vision Of Cameroon* » (DAVOC) par exemple. En outre, en 2008, le Cameroun a élaboré une loi sur les réfugiés. Du point de vu communautaire, la CEMAC a récemment pris un certain nombre d'initiatives et de dispositions juridiques en vue de réguler les déplacements des citoyens des pays membres. En revanche, la plupart de ces textes ne sont très souvent pas suffisamment diffusés. Par conséquent, ils sont très peu connus des acteurs œuvrant dans le domaine de la migration en général.

En termes d'actions prioritaires, l'enquête a révélé que d'après les personnes interrogées, un certain nombre d'actions pourraient être envisagées si le gouvernement souhaite que la migration ait plus d'impact sur la vie nationale. Le tableau A6.7 reprend les principaux axes suggérés par les enquêtés. Il en ressort que seuls 14,6 % des chefs de ménages pensent que le gouvernement pourrait réduire la criminalité et améliorer la sécurité dans le pays. Par contre, 51,7 % pensent qu'il est nécessaire de créer plus d'emploi alors que 42,8 % déclarent qu'il est nécessaire de créer plus d'emplois rémunérés. On note que la proportion de chefs de ménages qui souhaiteraient que le gouvernement facilite la mise en place des entreprises est assez faible (27,9 %) alors que depuis quelques années, l'initiative privée est de plus en plus encouragée à travers les politiques publiques de développement et la stratégie nationale de développement. Bien que dans des pays affectés par des crises, notamment dans les pays européens, les gouvernements encouragent les gens à s'implanter à l'étranger, les résultats de l'enquête montrent que seuls 4,2 % des chefs de ménages pensent que le gouvernement devrait faciliter des contrats de travail à l'étranger pour les citoyens du pays. Alors que dans certains pays comme le Mali, le Sénégal et le Maroc les migrants occupent une place importante dans les stratégies locales de développement et que des dispositifs ont été mis en place pour encourager leur participation au développement national, les résultats de l'enquête montrent que seuls 12,6 % des chefs de ménages pensent que le gouvernement devrait encourager les Camerounais de la diaspora à venir investir au pays. Dans le même ordre d'idée, seuls 4,1 % des enquêtés pensent qu'il est important que le gouvernement soutienne les

diasporas. Or, aujourd'hui on est en mesure de penser que les migrants ne peuvent pas réellement soutenir les initiatives de développement national s'ils ne sont pas soutenus au niveau stratégique le plus élevé, c'est-à-dire au niveau gouvernemental. Comme pour d'autres axes qui viennent d'être évoqués, on note également que très peu d'enquêtés pensent qu'il est nécessaire de mettre en place des politiques plus restrictives d'immigration ou celles visant à rendre plus libérale les entrées et les sorties du territoire national.

Dans l'ensemble, on peut penser que certains de ces résultats peuvent être liés au niveau d'instruction des personnes enquêtées ou, dans une certaine mesure, à la faible connaissance des expériences internationales dans ce domaine. Toutefois, à y voir de près, on note que 93,4 % et 93,6 % des enquêtés pensent respectivement que le gouvernement ne peut rien faire pour que la migration ait un impact sur la vie nationale et que le gouvernement ne veut rien faire dans ce sens. Cette opinion tend à signaler l'existence d'une inertie régulièrement renforcée par les discours politiques, qui assument que les choses ne s'améliorent pas à cause des faiblesses de l'action gouvernementale (tableau A.6.7).

9. Références bibliographiques

Adams, R.

- 1991 The Economic uses and Impact of International Remittances in Rural Egypt. *Economic Development and Cultural Change*, 39: 695-722.

Adams, R. et J. Page

- 2003 International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries. *World Bank Policy Research, Working Paper* 3179.
- 2005 Do International Migration and Remittances Reduce Poverty in Developing Countries? *World Development*, 33(10): 1645-1669. World Bank, Washington, D.C.

Adepoju, A.

- 2000 Les migrations internationales en Afrique subsaharienne : problèmes et tendances récentes. *Revue internationale des sciences sociales*, 165: 435-448.
- 2011 Reflections on international migration and development in Sub-Saharan Africa. *Africa population Studies*, 25(2): 298-319.

Aerts, J.-J.

- 2000 *L'économie camerounaise: Un espoir évanoui*, Karthala, Paris.

Agarwal, R., A. Dermirguc-Kunt et M. Peria

- 2006 Do Workers' Remittances Promote Financial Development?, *World Bank Policy Research, Working Paper* 3957.

Ahanda Tana, M.

- 2000 *Le régime juridique des étrangers au Cameroun*. Mémoire de DEA droits de la personne et de la démocratie, Université d'Abomey-Calavi.

Ammasari, S.

- 2004 Gestion des migrations et politiques de développement : optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'Ouest. *Cahiers de migrations internationales*, 72F. BIT, Genève. http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_201596.pdf.

Antoine, P., P. Bocquier, A. S. Fall, Y. M. Guisse et J. Nanitelam

- 1995 *Les familles dakaroises face à la crise*. Orstom, Dakar.

Anyanwu, J. et A. Erhijakpor

- 2010 Do International Remittances Affect Poverty in Africa? *African Development Review* 22(1): 51-91.

Ba, C.

- 1995 Réseaux migratoires des Sénégalais du Cameroun et du Gabon en crise. *Atelier sur Territoire, lien ou frontière ?*, Paris, 2-4 octobre 1995 : 14p.

Baby-Colin, V., G. Cortes, L. Faret et H. Guétat-Bernard

- 2009 *Migrants des Suds*. IRD, Marseille.

Banque mondiale

- 1989 *L'Afrique subsaharienne. De la crise à la croissance durable. Etude de prospective à long terme*. Banque mondiale, Washington D.C.
- 2011a *Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds, 2e édition*. Disponible sur <http://worldbank.org/prospects/migrationandremittances>.
- 2011b *Optimisation du phénomène migratoire pour l'Afrique : Envois de fonds, compétences et investissements*. Disponible sur <http://worldbank.org/prospects/migrationandremittances>.

Beauchemin, C.

- 2005 Migration to cities in Burkina Faso: does the level of development in sending areas matter? *World Development*, 33(7): 1129-1152, 23p.

Bhagwati, J. et K. Hamada

- 1974 The brain drain, international integration of markets for professionals and unemployment: a theoretical analysis. *Journal of Development Economics* 1: 19-24.

Bureau Central des Recensements et des Etudes de la Population

- 2005 *Recensement général de la population et de l'habitat*, Résultats du 3ème RGPH.

Caselli, G., J. Vallin et G. Wunsch

- 2003 Les déterminants de la migration. *Démographie : analyse et synthèse* IV. Ined, Paris : 225p.

Chappel, L. et A. Glennie

- 2009 Maximising the Development Outcomes of Migration: A policy perspective. *Development on the Move*. Global Development Network and Institute for Public Policy Research.

Chappel, L. et D. Sriskandarajah

- 2007 Mapping the Development Impacts of Migration. *Development on the Move*, Working Paper 1. Ippr, London. Disponible sur : <http://www.gdnet.org/CMS/getFile.php?id=Impactmap.pdf>.

Charbit, Y.

- 2007 Transferts, retour et développement, données, concepts et problématiques. In *Migrations internationales de retour et pays d'origine* (V. Petit). CEPED, Paris : 57-85.

Comoe, E.

- 2007 *Femmes et migrations en Côte d'Ivoire : le mythe de l'autonomie*. Université de Montréal, Canada : 29p.

Crush, J.

- 2000 The Dark Side of Democracy: Immigration, Xenophobia and Human Rights in South Africa, *International Migration*, 38(6): 103-34

Crush, J. et B. Frayne

- 2007 The Migration and Development Nexus in southern Africa: Introduction, *Development Southern Africa*, 24(1): 1-23

Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty

- 2007 Global Migrant Origin Database. University of Sussex, 13p.

Defoort, C.

- 2006 *Tendances de long terme en migrations internationales : analyse à partir de 6 pays receveurs*. Université Catholique de Louvain, 28p.

Diagne, Y. et F. Diane

- 2008 *Impact des transferts des migrants sur la pauvreté au Sénégal*. Document d'Etude N°7. Ministère de l'économie et des finances, DPEE : 29p.

Docquier, F.

- 2007 Fuite des cerveaux et inégalités entre pays. *Revue d'économie politique du développement*, 21p.

Efionayi-Mäder, D., G. Perroulaz et C. Schümperli

- 2008 Migration et développement: les enjeux d'une relation controversée. *Annuaire suisse de politique de développement*, 27(2) : 9p.

Ela, J.-M.

- 1994 *Irruption des pauvres*. L'Harmattan, Paris.

Eyébé Ayissi, H.

- 2010 Pour une mobilisation patriotique de la diaspora camerounaise. *Intégration* n°40, 2010.

Fall, A.

- 2003 Enjeux et défis de la migration internationale de travail ouest-africaine. *Cahiers de Migrations Internationales*. BIT, Genève : 51p.

Fall, A. et R. Cisse

- 2007 *Migrations internationales et pauvreté en Afrique de l'Ouest*. Document de travail N° 5. Chronic Poverty Research Center, IFAN, Dakar.

Faret, L.

- 2004 Les impacts socioculturels de la circulation migratoire dans les environnements d'origine : le cas du Mexique. In *Migrations internationales et développement* (Guerassimoff, E.). L'Harmattan, Paris : 273-311.

Fomekong, F.

- 2008 L'insertion des migrants africains dans le marché du travail au Cameroun. *Atelier sur les migrations africaines. Les recherches sur les migrations africaines : méthodes et méthodologies*. Rabat, 26-29 novembre 2008 : 21p.

Frank, R. et R. Hummer

- 2002 The Other Side of the Paradox: The Risk of Low Birth Weight among Infants of Migrant and Non migrant Households within Mexico. *International Migration Review*, 36(3): 746-765.

Gaillard, A.-M. et J. Gaillard

- 2006 Fuite des cerveaux, circulation des compétences et développement en Afrique : un défi global. In *Défis du développement en Afrique subsaharienne. L'éducation en jeu* (M. Pilon) : 37-65.

Gregory, J.

- 1988 *Migrations et urbanisation, Population et sociétés en Afrique au Sud du Sahara*, L'Harmattan, Paris : 369-399.

Gubert, F.

- 2000 Migration, Remittances and Moral Hazard: Evidence from the Kayes Area (Western Mali). *Etudes et Documents*. CERDI.
- 2005 L'impact des transferts de fonds sur le développement des pays d'origine : le cas de l'Afrique. In *Migrations, transfert de fonds et développement*. OCDE, pp. 43-63.

Gubert, F., T. Lassourd et S. Mesple-Soms

- 2010 *Transferts de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse à partir de trois scénarii contrefactuels*. Document de travail DT/2010-08. IRD : 27p.

Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés

- 2002 *Afrique centrale et occidentale, Rapport global*. <http://www.unhcr.fr/4ad2f18fa.html>.
- 2006 *Plan d'opération par pays : Cameroun*.

Hily, M.

- 2004 L'expérience des vendeurs migrants sur le marché de Vintimille, *Revue française des affaires sociales : Circulations migratoires : nouvelles dynamiques des migrations*, 2 : 165-182.

Ilboudo, F.

- 1989 *Migrations et Croissance Démographique Urbaine, Le cas de la ville de Ouagadougou*. Mémoire de DED. IFORD, Yaoundé : 130p.

Institut national de la Statistique (INS)

- 2005 *Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun en 2005, Phase 1 : Enquête sur Emploi, Rapport Principal*. Décembre 2005 : 82 p.
- 2008 *Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2007*. Rapport Principal de l'ECAM 3. Yaoundé : 203 p.

Kamdem, P.

- 2007 *Camerounais en Ile-de-France*. L'Harmattan, Paris : 310 p.

Khachani, M.

- 2004 Les déterminants de l'émigration internationale au Maghreb. In *Les migrations internationales : observation, analyse et perspectives*. AIDELF : 209-222.
- 2011 *Les migrants de retour au Maroc : Impact économique sur le développement local*. Université Mohammed V Agdal, Rabat : 29p.

Kone, H.

- 1997 *Migration et Urbanisation. Les cheminements migratoires à destination de Yaoundé*. Mémoire de DESS en Démographie. IFORD, Yaoundé : 117p.

Lachaud, J. P.

- 1999 Envois de fonds, inégalité et pauvreté au Burkina Faso. *Tiers-Monde*, 40(160) : pp. 793-827.
- 2005 Crise ivoirienne, envois de fonds et pauvreté au Burkina Faso. *Tiers-Monde*, 46(183) : 651-673.

Lee, E. S.

- 1966 A Theory of Migration, *Demography*, 3(1): 45-47.

Lerch, M.

- 2006 Les transferts de fonds des migrants albanais : Facteurs déterminant leur réception, *Etudes du SFM*, 45 : 101p.

Logan, B. I.

- 1999 The Reverse Transfer of Technology from Sub-Saharan Africa: The Case of Zimbabwe, *International Migration* 37(2).

Lowell, L.

- 2002 Some Developmental Effects of the International Migration of Highly Skilled Persons International Migration Paper, 46, Geneva: ILO.

Lowell, L. et A. Findlay

- 2002 Migration of Highly Skilled Persons from Developing Countries: Impact and Policy Responses BIT : Genève.

Lututala, B.

- 1995 Les migrations africaines dans le contexte socioéconomique actuel : une revue critique des modèles explicatifs. In *La sociologie des populations* (H. Gerard and V. Piché). Montréal: PUM/AUPELF/URÉF : 391-416.
- 2007 Les migrations en Afrique Centrale : caractéristiques, enjeux et rôle dans l'intégration et le développement des pays de la région. Communication à l'Atelier sur les migrations : *Comprendre les dynamiques des migrations sur le continent*. International Migration Institute, Accra.

Manga, L.

- 1994 Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa. *Les Cahiers d'Ocisca*, 10 : 31.

Massey, D.

- 1988 Economic Development and International Migration in Comparative Perspective. *Population and Development Review*, 14(3): 383-413.

Melde, S.

- 2012 *Indicateurs de l'impact des migrations sur le développement humain et inversement*. Observatoire ACP sur les Migrations/OIM, Bruxelles. <http://www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/FR-Indicators.pdf>.

Mimche, H.

- 2007 *Du nomadisme à la sédentarisation. Immigration, recompositions familiales et enjeux socio - démographiques chez les Mbororo des Grassfields du Cameroun*. Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Yaoundé I : 526p.
- 2009 Le droit à l'éducation, quelles effectivités pour les réfugiés au Cameroun. In *Éducation, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique subsaharienne* (F. Azoh, E. Lanoué and T. Tchombe). Karthala, Paris : 129-146.
- 2010 *Emigration internationale et développement local au Cameroun*. Actes des JERSIC 2010.

Mimche, H. et Z. Tourere

- 2009 Circulations migratoires des élites économiques dans l'Ouest du Cameroun : le cas des antiquaires. In *Migrants des Suds* (V. Baby-Collin, H. Guétat, L. Faret, G. Cortes). IRD, Éditions de l'Université de Montpellier, Presses universitaires du Mirail : 77-96.

Mimche, H., D. Nganawara et H. Ouedraogo

- 2009 Migrations féminines et histoire africaine : pratiques d'hier, réalités d'aujourd'hui. Communication à la Conférence : *Ecrire l'histoire des femmes en Afrique : passé, présent et futur*, Nairobi, octobre 2009.

Newland, K. et H. Tanaka

- 2010 *Mobilizing Diaspora Entrepreneurship for Development*. Migration Policy Institute, Washington: 28p.

Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE)

- 2008 Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales. Disponible sur www.oecd.org/fr/els/mig/statcles.htm.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2009 *Migration au Cameroun, Profil National*. OIM, Genève. http://www.iomdakar.org/profiles/sites/default/files/Cameroun_Profile_2009.pdf.
- 2010 *Etude sur le dispositif juridique, les politiques et pratiques de gestion de la migration de travail au Cameroun*. Yaoundé : 74p.

Programme des Nations unies pour le Développement

- 1990 *Rapport mondial sur le développement humain*. PNUD, New York. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_1990_fr_complet_nostats.pdf.
- 2009 *Rapport mondial sur le développement humain. Lever les barrières : Mobilité et développement humains*, 237p. PNUD, New York. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2009_fr_complete.pdf.

Quiminal, C.

- 2006 Décentralisation, démocratie et migrations dans la région de Kayes. In *Décentralisation et pouvoirs en Afrique : en contrepoint, modèles territoriaux français* (C. Faye, Y. Kone et C. Quiminal). IRD, Paris : 239-262.

Reichert, J. S.

- 1981 The Migrant Syndrome: Seasonal U.S. labor migration and rural development in Central Mexico, *Human Organization*, 40.

République du Cameroun-République française

- 2009 Accord relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire.

Saibou, I.

2010 *Les coupeurs de route : histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*. Karthala, Paris.

Schmelz, A.

2007 *La diaspora camerounaise en Allemagne, sa contribution au développement du Cameroun*. GIZ : 30p.

Seke, K.S. et H. Ouedraogo

2012 Rôle des migrants de retour au développement de Yaoundé. In *les Migrations Africaines*. CREAD 2012 : 151-168.

Sindjoun, L.

2004 *Etat, Individus et réseaux dans les migrations africaines*. Karthala, Paris.

Straubhaar, T. et F. Vadean

2005 Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement. In *Migrations, transfert de fonds et développement*. OCDE : 13-36.

Tabi Akono, F.

2009 Migrations professionnelles. Cas du Cameroun. Communication présentée au *Séminaire organisé dans le cadre du Partenariat pour la gestion des migrations professionnelles*, Cotonou.

Tamo, E.

2011 *Transferts monétaires internationaux reçus par les ménages au Cameroun*. Mémoire de Master en Démographie. IFORD, 113p.

Taylor, E. et J. Mora

2006 Does Migration Reshape Expenditures in Rural Households?: Evidence from Mexico. *World Bank Policy Research, Working Paper* 3842.

Tchekoumi, L.

2008 *Interactions diasporas – pays d'origine dans le secteur du développement local au Cameroun : enjeux et perspectives*. Disponible sur <http://afriksophia.com/index.php?link=detail&id=17> (consulté le 7 septembre 2011).

Tjomb, J. P.

2010 *Blocages du retour de la diaspora : le cas des intellectuels camerounais de l'Allemagne*. Mémoire de master en développement et management des projets, Université catholique d'Afrique centrale.

Wanner, P.

- 2008 L'apport des migrants au développement : une perspective économique, *Annuaire suisse de politique de développement*, 27(2) : 10p.

Zlotnik, H.

- 2003 Théories sur les migrations internationales. In *Démographie : analyse et synthèse*, IV, Les déterminants de la migration (G. Caselli, J. Vallin and G. Wunsch). Ined, Paris : 55-78.

Zognong, D.

- 2001 Le Cameroun, une destination privilégiée pour les réfugiés, *Governance Alert*, 6. Disponible sur : www.hri.ca.

Zourkaleini, Y.

- 2007 Les déterminants individuels et contextuels des migrations internationales au Burkina Faso. In *Les migrations internationales, observation, analyse et perspectives (AIDELF)*. Presses Universitaires de France, Paris : 335-350.

10. Annexes

Annexe I : Echantillonnage

Tableau A1.1 : Villages/quartiers tirés par région, département, arrondissement et canton

Région	Département	Arrondissement	Canton	Village / Quartier
1. Douala		Douala 1	Douala 1 ville	Bali
		Douala 1	Douala 1 ville	Bonaténé
		Douala 2	Douala 2 ville	New-bell makea
		Douala 3	Douala 3 ville	Bibamba bonanloka
		Douala 3	Douala 3 ville	Brazzaville
		Douala 3	Douala 3 ville	Ndoghem 2 (pk 12)
		Douala 3	Douala 3 ville	Oyack 2
		Douala 4	Douala 4 ville	Bonambappe
		Douala 4	Douala 4 ville	Ngwele
		Douala 5	Douala 5 ville	Bepanda petit wouri
		Douala 5	Douala 5 ville	Dikahe (pk 10)
		Douala 5	Douala 5 ville	Ndogbati i
2. Yaoundé		Yaounde 1	Yaounde 1 ville	Bastos
		Yaounde 1	Yaounde 1 ville	Mballa iii - e
		Yaounde 2	Yaounde 2 ville	Briqueterie centre ii
		Yaounde 2	Yaounde 2 ville	Nkomkana ii
		Yaounde 3	Yaounde 3 ville	Melen 8a
		Yaounde 3	Yaounde 3 ville	Obobogo
		Yaounde 4	Yaounde 4 ville	Ekounou iv
		Yaounde 4	Yaounde 4 ville	Mimboman iii
		Yaounde 4	Yaounde 4 ville	Nkomo ii Nord
		Yaounde 5	Yaounde 5 ville	Essos Sud i
		Yaounde 5	Yaounde 5 ville	Nkolmesseng ii
		Yaounde 6	Yaounde 6 ville	Etoug-ebe i
		Yaounde 7	Yaounde 7 ville	Etetak

Région	Département	Arrondissement	Canton	Village / Quartier
3. Adamaoua	Mbere	Dir	Dir ville	Yerima konchta
	Vina	Ngaoundere	Ngaoundere i ville	Haut-plateau
4. Centre (urbain)	Haute sanaga	Minta	Minta ville	Akoum
	Lekie	Batschenga	Batschenga ville	Ballong 1
	Mbam et inoubou	Ndikinimeki	Ndikinimeki ville	Bamoun
	Nyong et kelle	Biyouha	Biyouha ville	Biyouha
(rural)	Lekie	Obala	Endinding	Nkol tsogo 2
5. Est (urbain)	Boumba et ngoko	Yokadouma	Yokadouma ville	Bordeau
	Lom et djerem	Bertoua 1er	Bertoua 1er ville	Bamvele
Bertoua 2e		Bertoua 2e ville	Bertoua ii	
(rural)		Garoua-boulaï	Doka	Nandongué
6. Extrême-Nord (urbain)	Diamare	Bogo	Bogo ville	Founaguedje
		Maroua i	Maroua i ville	Djarengol piddere
		Maroua i	Maroua i ville	Wouro djama’a
		Maroua iii	Maroua iii ville	Dougoï ii
	Logone et chari	Fotokol	Fotokol ville	Fotokol
		Kousseri	Kousseri ville	Krouang ii
		Waza	Waza ville	Waza garrou
	Mayo danay	Tchatibali	Tchatibali ville	Kaolaré
(rural)	Diamare	Maroua i	Meskine	Boudougou souley/ boudougou mango
	Mayo danay	Tchatibali	Tchatibali rural	Goua

Région	Département	Arrondissement	Canton	Village / Quartier
7. Littoral (urbain)	Moungo	Loum	Loum ville	Kombi i
		Melong	Melong ville	Nkongsoug village
		Nkongsamba 1	Nkongsamba 1 ville	Mouanboh
	Sanaga maritime	Edea 1	Edea 1 ville	Haoussa
(rural)		Edea 2	Ndogbianga	Dissat
8. Nord (urbain)	Benoue	Lagdo	Lagdo ville	Djipporde
		Garoua i	Garoua i ville	Ouro souley
		Garoua ii	Garoua ii ville	Foulbéré v
	Mayo louti	Guider	Guider ville	Kaigamma i
(rural)	Benoue	Garoua iii	Lamidat de tcheboa/secteur djalingo	Djalingo
9. Nord-Ouest (urbain)	Mezam	Bafut	Bafut town	Manji
		Tubah	Tubah town	Mushong-muobuh
		Bamenda 2	Bamenda 2 town	Lower ngomgham
		Bamenda 2	Bamenda 2 town	Nitob iv
		Bamenda 2	Bamenda 2 town	Mulang
		Bamenda 3	Bamenda 3 town	Ntaghem
(rural)	Donga mantung	Nkambe	Tabenken	Tabenken
	Menchum	Menchum valley	Esimbi	Ikake
10. Ouest (urbain)	Menoua	Dschang	Dschang ville	Mingou
	Mifi	Bafoussam 1	Bafoussam 1 ville	Djeleng v
		Bafoussam 2	Bafoussam 2 ville	Tyo-village iii a
	Noun	Foumban	Foumban ville	Manga ii
		Foumbot	Foumbot ville	Nkoudoubain

Région	Département	Arrondissement	Canton	Village / Quartier
(rural)	Bamboutos	Mbouda	Bamendjinda	Poneki 1
	Noun	Massangam	Malanden	Malanden
11. Sud (urbain)	Dja et lobo	Sangmelima	Sangmelima ville	Akon ii
	Mvila	Ebolowa ii	Ebolowa ii ville	Nko'ovos 2
(rural)	Vallee du ntem	Kye ossi	Ntoumou Sud	Akombang
12. Sud-Ouest (urbain)	Fako	Buea	Buea town	Great soppo
		Limbe 1	Limbe 1 town	Cassava farms
		Limbe 1	Limbe 1 town	Unity quarter
		Tiko	Mutengene town	Mutengene q 5
		Limbe 3	Limbe 3 town	Mbonjo
	Meme	Mbonge	Mbonge town	Long street
		Kumba 2	Kumba 2 town	Utoko
(rural)	Fako	Buea	Muea	Lower muea
	Meme	Mbonge	Bomboko	Kuké kumbo

Tableau A1.2 : Répartition du nombre de localités, du nombre de ménages par localité, du nombre d'équipes par localité et du nombre de jours de couverture par région d'étude

Région	Nombre de localités	Nombre de ménages par localité	Nombre d'équipe par localité	Nombre de jours de collecte par localité
Yaoundé	13	195	1	14
Douala	12	180	1	14
Extrême-Nord	10	150	2	13
Nord	5	75	1	11
Nord-Ouest	8	120	1	14
Sud-Ouest	9	135	1	15
Ouest	6	90	1	11
Littoral	5	75	1	14
Sud	3	45		
Centre	5	75	1	10
Est	4	60	1	13
Adamaoua	2	30		
Total	82	1 230		

Annexe 2 : Traitement des données et apurement des données

Organisation des équipes de saisie

La saisie des données de l'étude sur « **L'impact de la migration Sud-Sud sur le développement au Cameroun** » s'est déroulée à Yaoundé, dans la salle Informatique de l'IFORD. Conduite par une équipe de dix (10) agents de saisie contrôlés par un contrôleur, l'opération a été placée sous la coordination d'un coordonnateur de la saisie.

Avant le début de l'opération de la saisie proprement dite, plusieurs tâches préparatoires ont été faites dont les principales sont :

- conception des masques de saisie ;
- conception des programmes de comparaison et d'apurement des données ;
- rédaction du manuel de l'agent de saisie ;
- formation et évaluation des agents de saisie ;
- configuration du réseau informatique et installation des masques de saisie.

Déroulement de la saisie

L'opération de saisie de l'étude susmentionnée a débuté le 25 septembre 2012, soit deux semaines après la collecte des données sur le terrain. Elle a pris fin le 08 octobre 2012.

Cette opération a comporté six activités principales :

- la vérification et codification des questionnaires reçus du terrain ;
- la première saisie des questionnaires vérifiés et codifiés ;
- la deuxième saisie (vérification) des questionnaires issus de la première activité ;
- la comparaison des données et correction des listings ;
- l'apurement des données issues de l'étape précédente ;
- l'imputation des données.

i. Codification des données

Les questionnaires remplis sur le terrain, soit 1234 questionnaires au total, ont été mis à la disposition de l'équipe de saisie. Les questions étant majoritairement fermées, les agents ont préalablement contrôlé et/ou vérifié pour chaque village/quartier (VQ) :

- la cohérence de la codification de ses questionnaires ;
- le nombre de questionnaires remplis qui doit correspondre à celui ramené du terrain et inscrit sur la boîte d'archives ;
- l'exhaustivité des questions posées ;
- le respect des sauts et filtres ;
- la cohérence de certaines informations recueillies.

Tous les questionnaires remplis sur le terrain ont ainsi systématiquement fait l'objet de ce contrôle préalable avant la première saisie.

ii. Première saisie

Cette activité consiste à faire saisir les VQ codifiées et vérifiées à l'étape précédente. Il s'agit là pour l'agent de saisir les informations telles qu'elles sont écrites sur les questionnaires physiques.

iii. Deuxième saisie (vérification)

Elle consiste à faire saisir les VQ sur lesquelles la première saisie est déjà effectuée. Elle vise à vérifier les données saisies à l'étape précédente

iv. Comparaison des données et correction des listings

Il s'agit ici de comparer, pour chaque questionnaire, ses données de la première saisie et celles de la deuxième saisie. Au cas où des différences étaient détectées, des listings afférents sont imprimés et remis aux agents concernés pour correction. Les données sont dites « propres » à ce niveau si celles de la première saisie correspondent exactement à celles de la seconde ;

v. Apurement

L'exécution du programme rédigé sur base des spécifications préalablement élaborées a permis la détection et la correction des erreurs d'amplitude et de cohérence. Cette phase a permis d'avoir un fichier « nettoyé » utilisable en vue de la production des tableaux. Les incohérences détectées étaient corrigées en se référant sur les questionnaires physiques.

vi. Imputation

L'imputation des données a consisté à attribuer des réponses cohérentes aux valeurs incohérentes détectées et ayant échappées à l'étape précédente. Des tabulations (simples tris à plat, surtout) ont été préalablement faites pour faciliter et bien mener cette imputation.

Exportation des données

A la fin de toutes ces activités, les différentes bases ont été exportées sous un logiciel de statistique (Statistical Package for Social Sciences (SPSS), Stata, etc.). Les différents coefficients de pondération et les différentes clés d'appariement ont été ensuite créés. En ce qui concerne les clés d'appariement, on a notamment :

- IDVQ : Identifiant du village ou du quartier ;
- IDMEN : Identifiant du ménage ;
- IDIND : Identifiant individu du ménage ;
- IDMA : Identifiant du migrant absent.

Taux de réponse

Tous les 1 235 ménages tirés lors de l'enquête ont été enquêtés avec succès, ce qui donne un taux de réponse de 100 %. Au sein de ces ménages enquêtés, on note (Tableau 2.4.1) que :

- 287 immigrants ont été identifiés et tous ont été enquêtés avec succès, soit un taux de réponse de 100 % ;
- 592 migrants absents ont été identifiés et tous ont été également enquêtés avec succès pour un taux de réponse de 100 % ;
- 334 migrants de retour ont été identifiés dont 332 ont été enquêtés avec succès. Soit un taux de réponse de 99,4 %.

Dans l'ensemble, on note que les taux de réponse obtenus à partir de l'enquête sont satisfaisants, compte tenu des réticences observées pour des opérations similaires.

Tableau A2.1 : Nombre de ménages, d’immigrants, de migrants absents, de migrants de retour et taux de réponse des ménages

	Milieu de résidence		Région												Total
	Urbain	Rural	Adama- oua	Centre	Est	Extrême- Nord	Littoral	Nord	Nord- Ouest	Ouest	Sud	Sud- Ouest	Yaoundé	Douala	
Nombre de ménages tirés	978	257	31	75	60	150	75	75	120	90	48	135	180	196	1 235
Nombre de ménages occupés/ trouvés	978	257	31	75	60	150	75	75	120	90	48	135	180	196	1 235
Nombre de ménages interviewés	978	257	31	75	60	150	75	75	120	90	48	135	180	196	1 235
Taux de réponse ménage (en %)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Nombre d'immigrants éligibles	206	81	58	16	49	61	7	26	15	2	9	16	12	16	287
Nombre d'immigrants interviewés	206	81	58	16	49	61	7	26	15	2	9	16	12	16	287

	Milieu de résidence		Région											Total	
	Urbain	Rural	Adama- oua	Centre	Est	Extrême- Nord	Littoral	Nord	Nord- Ouest	Ouest	Sud	Sud- Ouest	Yaoundé		Douala
Taux de réponse des immigrants (en %)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Taux global de réponse (en %)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Nombre de migrants absents éligibles	480	112	5	29	17	44	52	21	68	45	19	114	80	98	592
Nombre de migrants absents interviewés	480	112	5	29	17	44	52	21	68	45	19	114	80	98	592
Taux de réponse des migrants absents (en %)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Taux global de réponse des migrants absents (en %)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

	Milieu de résidence		Région											Total	
	Urbain	Rural	Adama- oua	Centre	Est	Extrême- Nord	Littoral	Nord	Nord- Ouest	Ouest	Sud	Sud- Ouest	Yaoundé		Douala
Nombre de migrants de retour éligibles	278	56	2	24	10	56	6	15	25	20	26	42	54	54	334
Nombre de migrants de retour interviewés	278	54	2	24	10	56	6	15	25	20	24	42	54	54	332
Taux de réponse des migrants de retour (en %)	100	96,4	100	100	100	100	100	100	100	100	92,3	100	100	100	99,4
Taux global de réponse des migrants de retour (en %)	100	96,4	100	100	100	100	100	100	100	100	92,3	100	100	100	99,4

Annexe 3 : Résultats sur l'impact de l'émigration sur le développement humain

Tableau A3.1 : Valeurs moyennes des échanges des migrants absents avec leurs ménages selon la zone de résidence actuelle (en FCFA)

	Ensemble		Sud		Nord	
Niveau individuel	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne
Montant d'argent reçu par le ménage par migrant absent	284	609 824	123	435 903***	161	766 940
Valeur de l'aide reçue par le ménage par migrant absent	106	613 726	37	370 600*	69	784 377
Montant des fonds envoyé par le ménage par migrant absent	53	365 587	34	261 359**	19	672 767
Valeur de l'aide envoyée par le ménage par migrant absent	103	81 167	44	51 553**	59	122 318
Niveau ménage	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne
Montant reçu par ménage des migrants absents	242	723 278	104	502 719***	138	909 328
Valeur des aides reçues par ménage des migrants absents	96	656 034	34	393 632	62	841 190
Montant envoyé par ménage aux migrants absents	43	452 613	25	355 053	18	655 348
Valeur des aides envoyées par ménage aux migrants absents	79	98 082	34	57 999	45	148 488
Seuil de significativité : * p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01						

Tableau A3.2 : Valeurs des échanges par migrant absent avec son ménage au cours des 12 derniers mois selon la zone de résidence actuelle (en %)

		< 100 000	100 000 - 200 000	200 000 - 300 000	300 000 - 400 000	400 000 - 500 000	500 000 et plus	Total	Effectif
Montant des transferts de fonds reçu par le ménage par migrant absent	Sud***	28,2	23,8	10,3	8,1	2,6	27,1	100	123
	Nord	12,5	18,8	13,5	8,9	2,5	43,9	100	161
	Ens	19,9	21,2	12,0	8,5	2,6	35,9	100	284
Valeur de l'aide reçue par le ménage par migrant absent	Sud	45,2	25,2	13,6	2,5	2,5	11,1	100	37
	Nord	28,8	16,1	10,3	12,2	0,7	31,8	100	69
	Ens	35,6	19,9	11,7	8,2	1,4	23,3	100	106
Montant des fonds envoyé par le ménage par migrant absent	Sud**	57,9	20,5	0,5	0,3	0,0	20,9	100	34
	Nord	9,7	16,8	18,4	0,7	0,0	54,4	100	19
	Ens	45,7	19,6	5,0	0,4	0,0	29,3	100	53
Valeur de l'aide envoyée par le ménage par migrant absent	Sud	84,4	6,3	6,1	0,0	0,6	2,7	100	44
	Nord	63,7	17,4	8,7	0,0	0,0	10,2	100	59
	Ens	75,7	11,0	7,2	0,0	0,3	5,8	100	103

Seuil de significativité : * p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01

Tableau A3.3 : Valeurs des échanges des migrants absents par ménage au cours des 12 derniers mois selon la zone de résidence actuelle (en %)

		< 100 000	100 000 - 200 000	200 000 - 300 000	300 000 - 400 000	400 000 - 500 000	500 000 et plus	Total	Effectif
Montants reçus par ménage des migrants absents	Sud***	23,1	28,4	11,0	5,4	4,4	27,8	100	104
	Nord	9,6	21,1	12,1	8,0	1,8	47,4	100	138
	Ens	15,8	24,4	11,6	6,8	3,0	38,4	100	242
Valeur de l'aide reçue par ménage des migrants absents	Sud	41,1	23,4	19,2	2,6	2,6	11,1	100	34
	Nord	30,8	9,9	13,8	13,1	0,8	31,6	100	62
	Ens	35,1	15,5	16,0	8,8	1,5	23,1	100	96
Montants envoyés par ménage aux migrants absents	Sud*	32,1	38,6	0,0	0,4	0,4	28,6	100	25
	Nord	9,3	19,9	17,4	0,7	0,0	52,7	100	18
	Ens	24,7	32,5	5,6	0,5	0,3	36,4	100	43
Valeur de l'aide envoyée par ménage aux migrants absents	Sud	82,6	8,5	3,6	1,2	0,7	3,4	100	34
	Nord	56,4	16,5	11,3	4,2	0,0	11,6	100	45
	Ens	71,0	12,1	7,0	2,5	0,4	7,0	100	79
Seuil de significativité : * p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01									

Tableau A3.4 : Impact de la migration des migrants absents sur leur ménage

	Ménage avec des migrants absents	Ménage ayant des migrants absents au Sud	Ménage ayant des migrants absents au Nord
Proportion des indépendants parmi les 12 ans et + du ménage	-0,036* (0,018)	-0,010 (0,024)	-0,049** (0,021)
Proportion des salariés parmi les 12 ans et + du ménage	0,006 (0,017)	0,024 (0,024)	-0,016 (0,020)
Dépenses en éducation au cours des 12 derniers mois	1,16e+05** (41 248,162)	92 834,9 (66 863,6)	1,32e+05** 45 939,9
Dépenses en alimentation au cours de la dernière semaine	5 249,854** (1 866,229)	5 869,4 (3 696,1)	4 386,6*** (1 439,1)
Dépenses de santé au cours du dernier mois	2 726,097 (3 275,318)	-1 899,0 (3 727,1)	6 674,5 (4 185,5)
Epargne au cours du dernier mois	15 044,672* (7 606,300)	1 499,6 (7 130,5)	28 738,5** (13 043,7)
Groupe de traitement	386	175	192
Groupe de contrôle	418	418	418
Seuil de significativité : * p < 0,10, ** p < 0,05, *** p < 0,01			

Annexe 4 : Résultats sur l'impact des migrations de retour (retour et absent)

Tableau A4.1 : Impacts des migrations (retour et absent) sur la pauvreté monétaire

Variables	Migration générale		Migration Sud-Sud		Migration Nord-Sud	
	Retour	Retour et absent	Retour	Retour et absent	Retour	Retour et absent
Dépenses alimentaires	4 312*** (1 199,799)	4 867*** (1 256,991)	3 443*** (1 102,428)	3 519*** (948,253)	8 813** (4 266,527)	7 414** (2 945,869)
Statut de logement	0,011 (0,041)	0,075* (0,031)	-0,017 (0,044)	0,052 (0,034)	0,154* (0,079)	0,119*** (0,039)
Epargne	19 177* (9 735,764)	20 856* (7 676,178)	8 067 (5 694,510)	10 285,015 (6 139,665)	78 693 (51 687,692)	40 393** (17 913,789)
Dépenses scolaires	4 595 (29 736,973)	93 779* (32 939,347)	-3 (27 320,909)	73 612* (39 295,729)	250 000*** (88 066,390)	130 000*** (41 774,267)
Dépenses de santé	-5 680* (2 799,539)	32 (2 883,671)	-6 603*** (2 819,328)	-3 734 (2 847,305)	-819 (4 447,418)	7 214 (4 033,358)
Seuil de significativité : *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1						

Tableau A4.2 : Impacts des migrations (retour et absent) sur la participation au marché de travail

Variables	Migration générale		Migration Sud-Sud		Migration Nord-Sud	
	Retour	Retour et absent	Retour	Retour et absent	Retour	Retour et absent
% salariés	0,055**	0,028*	0,050***	0,040***	0,082	0,004
	(0,020)	(0,013)	(0,021)	(0,015)	(0,050)	(0,015)
% auto-emplois	0,043*	0,003	0,058***	0,021	-0,038	-0,031
	(0,023)	(0,016)	(0,026)	(0,018)	(0,036)	(0,020)
Seuil de significativité : *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$						

Annexe 5 : Résultats sur l'immigration et les migrations (émigration, retour et immigration)

Tableau A5.1 : Répartition des immigrants selon leur histoire migratoire (en %)

Pays de résidence il y a cinq ans	Pourcentage	Effectif
Cameroun	70,1	192
Autre pays	29,9	82
Total	100,0	274
Déjà vécu dans d'autres pays pendant trois mois ou plus à l'exception du pays de naissance et du Cameroun	Pourcentage	Effectif
Oui	18,1	52
Non	81,9	235
Total	100,0	287
Pays dans lequel le migrant a vécu pendant trois mois ou plus	Pourcentage	Effectif
République du Congo	1,9	1
Gabon	7,7	4
Guinée équatoriale	3,8	2
Nigéria	17,3	9
République centrafricaine	1,9	1
Tchad	9,6	5
Autre Afrique	51,9	27
Amérique	1,9	1
Europe	7,7	2
Total	100,0	52
Type de localité de résidence au Cameroun pendant au moins trois mois pour ceux ayant eu à changer de résidence depuis leur arrivée dans ce pays	Pourcentage	Effectif
Rural	44,1	30
Urbain	55,9	38
Total	100,0	68

Tableau A5.2 : Impact de la migration au Cameroun selon la comparaison entre ménages n'ayant aucun migrant en leur sein, ménages ayant tout type de migrants, ménages ayant tout type de migrants au Sud et ménages ayant tout type de migrants au Nord

Variables	Ménage ayant tout type de migrants	Ménage ayant tout type de migrants au Sud	Ménage ayant tout type de migrants au Nord
Proportion des indépendants parmi les 12 ans et plus du ménage	0,011 ns	0,034*	-0,057***
	(0,016)	(0,017)	(0,018)
Proportion des salariés parmi les 12 ans et+ du ménage	0,013 ns	0,019 ns	0,003 ns
	(0,015)	(0,017)	(0,018)
Epargne au cours du dernier mois	21 759***	16 457*	43 133**
	(7 110)	(7 923)	(16 032)
Dépenses en éducation au cours des 12 derniers mois	67 982**	37 120 ns	148 000***
	(30 266)	(33 451)	(38 231)
Dépenses en santé au cours du dernier mois	-957 ns	-3 685 ns	-7 525*
	(2 785)	(2 786)	(3 705)
Dépenses en alimentation au cours de la dernière semaine	4 286***	3 801***	6 144***
	(1 102)	(1 321)	(1 364)
Groupe de traitement	817	588	274
Groupe de contrôle	418	418	418

Seuil de significativité : * $p < 0,10$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$ ns : non significatif

Tableau A5.3 : Impact de l'immigration au Cameroun selon la comparaison entre ménages n'ayant aucun migrant en son sein et ménage ayant uniquement des immigrants

Variables	Ménage ayant uniquement des immigrants
Proportion des indépendants parmi les 12 ans et plus du ménage	0,104***
	(0,033)
Proportion des salariés parmi les 12 ans et plus du ménage	0,012 ns
	(0,030)
Epargne au cours du dernier mois	27 697 ns
	(19 369)
Dépenses en éducation au cours des 12 derniers mois	49 200 ns
	(44 958)
Dépenses de santé au cours du dernier mois	-8 994***
	(2 759)
Dépenses en alimentation au cours de la dernière semaine	46 ns
	(1 159)
Groupe de traitement	128
Groupe de contrôle	418

Seuil de significativité : * $p < 0,10$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$ ns : non significatif

Annexe 6 : Opinion sur les migrations

Tableau A6.1 : Répartition des enquêtés selon les raisons données pour justifier leur perception de l'influence de l'émigration sur la vie au Cameroun

	Effectifs	Pourcentage
Ceux qui partent réduisent le chômage	251	20,4
Ceux qui partent acquièrent les compétences et les ressources	307	25,0
Les émigrants envoient de l'argent à leurs amis et familles	558	45,5
L'argent envoyé réduit le niveau de pauvreté	349	28,4
L'argent envoyé permet d'investir	171	13,9
L'argent envoyé permet d'épargner	141	11,5
Les devises étrangères envoyées renforcent l'économie	79	6,4
Les émigrés entraînent l'éclatement des familles	109	8,9
Les émigrés entraînent un déficit de compétences	173	14,1
Le pays subit parce qu'il ya fuite de cerveaux	76	6,2
Cela dépend de la vie de la personne à l'étranger	119	9,7
Il ne fait aucune différence	114	9,3
Pour d'autres raisons	71	5,8
Total	1 227	-

Tableau A6.2 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'influence des réfugiés sur la vie au Cameroun

	Effectifs	Pourcentages
Bien pire	161	13,0
Légèrement pire	201	16,3
Pas de changement	604	48,9
Un peu mieux	172	13,9
Beaucoup mieux	34	2,8
NSP	63	5,1
Total	1 235	100,0

Tableau A6.3 : Répartition des enquêtés selon les raisons qui justifient leur perception de l'impact des réfugiés sur la vie au Cameroun

	Effectifs	Pourcentage
Les réfugiés font des choses nouvelles et différentes	202	16,5
Les réfugiés apportent des devises dans le pays	121	9,9
Les réfugiés privent les Camerounais d'emploi	147	12,0
Les réfugiés réduisent l'accès des Camerounais aux ressources	141	11,5
Les réfugiés augmentent la criminalité	270	22,1
Il n'y a aucune différence	544	44,5
Autres raisons	142	11,6
Total	1 222	-

Tableau A6.4 : Opinions des chefs de ménage sur la vie au Cameroun

	Effectifs	Pourcentage
Le Cameroun est un bon endroit pour vivre		
Fortement accepté	636	51,5
D'accord	404	32,7
Ni d'accord ni en désaccord	53	4,3
Désaccord	74	6,0
Fortement en désaccord	59	4,8
NSP	9	0,7
Je vivrais dans un autre pays si j'avais le choix		
Fortement accepté	423	34,3
D'accord	274	22,2
Ni d'accord ni en désaccord	92	7,4
Désaccord	266	21,5
Fortement en désaccord	172	13,9
NSP	8	0,6

	Effectifs	Pourcentage
Je suis heureux de la façon dont le Cameroun est géré		
Fortement accepté	234	18,9
D'accord	221	17,9
Ni d'accord ni en désaccord	181	14,7
Désaccord	333	27,0
Fortement en désaccord	242	19,6
NSP	24	1,9
Je pense que nous devons protéger les modes de vie traditionnelle dans ce pays		
Fortement accepté	660	53,4
D'accord	465	37,7
Ni d'accord ni en désaccord	54	4,4
Désaccord	34	2,8
Fortement en désaccord	15	1,2
NSP	7	0,6
Les gens s'entendent bien dans notre communauté		
Fortement accepté	460	37,2
D'accord	390	31,6
Ni d'accord ni en désaccord	125	10,1
Désaccord	155	12,6
Fortement en désaccord	94	7,6
NSP	11	0,9
Nous devons faire des efforts pour que les hommes et les femmes soient traités de manière égale dans ce pays		
Fortement accepté	610	49,4
D'accord	401	32,5
Ni d'accord ni en désaccord	76	6,2
Désaccord	99	8,0
Fortement en désaccord	35	2,8
NSP	14	1,1

	Effectifs	Pourcentage
Nous devons faire plus d'efforts pour s'assurer que tous les groupes ethniques sont traités de manière égale dans ce pays		
Fortement accepté	707	57,2
D'accord	451	36,5
Ni d'accord ni en désaccord	41	3,3
Désaccord	21	1,7
Fortement en désaccord	4	0,3
NSP	11	0,9
Je pense que les gens ont besoin d'être impliqués dans les processus de prise de décision politique par le gouvernement du Cameroun		
Fortement accepté	628	50,9
D'accord	459	37,2
Ni d'accord ni en désaccord	69	5,6
Désaccord	49	4,0
Fortement en désaccord	10	0,8
NSP	20	1,6
Je pense que les gens ont besoin d'être impliqués dans les prises de décision au niveau des familles		
Fortement accepté	595	48,2
D'accord	502	40,6
Ni d'accord ni en désaccord	63	5,1
Désaccord	42	3,4
Fortement en désaccord	23	1,9
NSP	10	0,8
Total	1 235	100,0

Tableau A6.5 : Répartition des chefs de ménages selon leurs opinions sur l'impact de la migration sur le développement

	Effectifs	Pourcentage
Services publics détériorés à cause de la fuite des cerveaux		
Fortement accepté	359	29,1
D'accord	291	23,6
Ni d'accord ni en désaccord	216	17,5
Désaccord	217	17,6
Fortement en désaccord	113	9,1
NSP	39	3,2
Recevoir de l'argent des migrants rend les gens paresseux		
Fortement accepté	182	14,7
D'accord	225	18,2
Ni d'accord ni en désaccord	201	16,3
Désaccord	392	31,7
Fortement en désaccord	213	17,2
NSP	22	1,8
Recevoir de l'argent des migrants permet aux gens d'être plus entrepreneurs		
Fortement accepté	400	32,4
D'accord	395	32,0
Ni d'accord ni en désaccord	224	18,1
Désaccord	141	11,4
Fortement en désaccord	51	4,1
NSP	24	1,9
Les Camerounais vivant à l'étranger soutiennent la communauté		
Fortement accepté	357	28,9
D'accord	438	35,5
Ni d'accord ni en désaccord	249	20,2
Désaccord	98	7,9
Fortement en désaccord	53	4,3
NSP	40	3,2

	Effectifs	Pourcentage
Les étrangers exercent des emplois redoutés au Cameroun		
Fortement accepté	210	17,0
D'accord	232	18,8
Ni d'accord ni en désaccord	245	19,8
Désaccord	353	28,6
Fortement en désaccord	158	12,8
NSP	37	3,0
Les services publics sont touchés parce que le gouvernement doit dépenser pour l'encadrement des immigrants		
Fortement accepté	202	16,4
D'accord	249	20,2
Ni d'accord ni en désaccord	226	18,3
Désaccord	350	28,3
Fortement en désaccord	128	10,4
NSP	80	6,5
Beaucoup veulent partir à cause de ce que les migrants leur racontent		
Fortement accepté	551	44,6
D'accord	475	38,5
Ni d'accord ni en désaccord	96	7,8
Désaccord	60	4,9
Fortement en désaccord	32	2,6
NSP	21	1,7
Les gens pensent que l'éducation leur facilitera la migration		
Fortement accepté	467	37,8
D'accord	511	41,4
Ni d'accord ni en désaccord	126	10,2
Désaccord	78	6,3
Fortement en désaccord	25	2,0
NSP	28	2,3

	Effectifs	Pourcentage
Ceux qui ont vécu à l'étranger aident le pays dans la vie politique et les questions sociales		
Fortement accepté	298	24,1
D'accord	460	37,2
Ni d'accord ni en désaccord	207	16,8
Désaccord	137	11,1
Fortement en désaccord	85	6,9
NSP	48	3,9
Les camerounais vivant à l'étranger sont plus susceptibles d'investir au Cameroun		
Fortement accepté	411	33,3
D'accord	467	37,8
Ni d'accord ni en désaccord	167	13,5
Désaccord	116	9,4
Fortement en désaccord	40	3,2
NSP	34	2,8
Total	1 235	100,0

Tableau A6.6 : Opinions des migrants de retour sur la vie au Cameroun

	Effectifs	Pourcentage
Je suis heureux de la façon dont le pays est géré		
Fortement accepté	75	22,6
D'accord	66	19,9
Ni d'accord ni en désaccord	43	13,0
Désaccord	78	23,5
Fortement en désaccord	59	17,8
NSP	11	3,3
J'ai un sentiment plus fort sentiment maintenant que nous avons besoin de protéger le mode de vie traditionnel dans ce pays		
Fortement accepté	161	48,5
D'accord	134	40,4
Ni d'accord ni en désaccord	16	4,8
Désaccord	7	2,1
Fortement en désaccord	4	1,2
NSP	10	3,0
Je sens maintenant que nous devons faire plus d'efforts pour veiller à ce que les hommes et les femmes soient traités de manière égale		
Fortement accepté	150	45,2
D'accord	124	37,3
Ni d'accord ni en désaccord	23	6,9
Désaccord	18	5,4
Fortement en désaccord	7	2,1
NSP	10	3,0
Je sens maintenant que nous devons faire plus d'efforts pour prévenir la corruption au Cameroun		
Fortement accepté	235	70,8
D'accord	78	23,5
Ni d'accord ni en désaccord	6	1,8
Désaccord	2	0,6
NSP	11	3,3

	Effectifs	Pourcentage
J'ai maintenant le sentiment que nous devons faire plus d'efforts pour protéger les droits humains au Cameroun		
Fortement accepté	202	60,8
D'accord	103	31,0
Ni d'accord ni en désaccord	8	2,4
Désaccord	7	2,1
NSP	12	3,6
Je pense que nous devons faire plus d'efforts pour nous assurer que les immigrants soient traités équitablement		
Fortement accepté	147	44,3
D'accord	125	37,7
Ni d'accord ni en désaccord	27	8,1
Désaccord	16	4,8
Fortement en désaccord	7	2,1
NSP	10	3,0
Total	332	100,0

Tableau A6.7 : Répartition des chefs de ménages enquêtés selon leurs opinions sur les actions que le gouvernement pourrait entreprendre pour s'assurer que la migration ait un meilleur impact sur la vie au Cameroun

Types d'actions à entreprendre	Opinions	Effectifs	Pourcentages
Réduction de la criminalité et amélioration de la sécurité dans le pays	Oui	180	14,6
	Non	1 047	84,8
	NSP	8	0,6
Création de plus d'emplois	Oui	639	51,7
	Non	588	47,6
	NSP	8	0,6
Création de plus d'emplois rémunérés	Oui	529	42,8
	Non	698	56,5
	NSP	8	0,6

Types d'actions à entreprendre	Opinions	Effectifs	Pourcentages
Facilitation de la mise en place des entreprises	Oui	344	27,9
	Non	883	71,5
	NSP	8	0,6
Facilitation des contrats de travail à l'étranger pour les citoyens du pays	Oui	52	4,2
	Non	1 175	95,1
	NSP	8	0,6
Facilitation des programmes d'échange de travail avec d'autres pays	Oui	95	7,7
	Non	1 132	91,7
	NSP	8	0,6
Encouragement des Camerounais vivant à l'étranger à investir au Cameroun	Oui	155	12,6
	Non	1 072	86,8
	NSP	8	0,6
Création d'une politique d'immigration plus forte pour limiter l'immigration	Oui	145	11,7
	Non	1 082	87,6
	NSP	8	0,6
Création d'une politique de migration plus libérale, pour faciliter les entrées et les sorties du pays	Oui	203	16,4
	Non	1 024	82,9
	NSP	8	0,6
Soutenir les diasporas à l'étranger	Oui	51	4,1
	Non	1 176	95,2
	NSP	8	0,6
Le Gouvernement n'est pas en mesure de faire quelque chose	Oui	73	5,9
	Non	1 154	93,4
	NSP	8	0,6
Le Gouvernement ne veut pas faire quelque chose	Oui	71	5,7
	Non	1 156	93,6
	NSP	8	0,6
Total		1 235	100,0

Il ressort des analyses présentées dans cette étude que les migrants camerounais sont en majorité de jeunes adultes et des hommes. La plupart des migrants de retour proviennent de pays africains et l'Afrique reste la première destination des émigrés camerounais. Un peu plus de la moitié des émigrés camerounais effectuent des transferts de fonds en direction de leur ménage au Cameroun et les agences de transferts autorisées restent les moyens les plus couramment utilisés pour l'envoi des fonds. Ainsi, l'étude révèle que la présence d'un migrant à l'étranger a un impact significatif sur les dépenses alimentaires, d'éducation, de santé et sur l'épargne, ainsi que sur la participation des membres du ménage au marché du travail.

Cette étude recommande la prise en considération des résultats des analyses et de la perspective Sud-Sud dans la politique migratoire actuellement en cours de développement au Cameroun, ce qui faciliterait la participation des migrants aux initiatives de développement local et la gestion de la migration de retour.